

مکان العمل

## LES PROJETS EUROPÉENS

- La Commission propose une augmentation des ressources propres de la C.E.E. et une modulation des contributions des États.
- 9,5 milliards de francs consacrés en cinq ans à la recherche en informatique.

LIRE PAGES 30 ET 31

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3,80 F; Maroc, 3,80 F; Tunisie, 3,80 F; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 15 Sch.; Belgique, 25 F; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 360 F CFA; Danemark, 8,50 Kr.; Espagne, 100 pes.; États-Unis, 1,20 \$; France, 3,80 F; Grèce, 65 dr.; Irlande, 80 p.; Italie, 1,200 L.; Japon, 380 ¥; Liban, 0,380 \$; Luxembourg, 27 F; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 f.; Portugal, 80 esc.; Suède, 325 F CFA; Suisse, 7,75 Fr.; Tchécoslovaquie, 1,40 Kč; Yougoslavie, 85 d.

Tarif des abonnements page 3

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69572 F  
C.C.P. 4207 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Devine qui vient naviguer

Rien ne va plus entre la Suède et l'U.R.S.S. Le 26 avril dernier, une commission parlementaire suédoise rendait publics, à Stockholm, les résultats d'une enquête menée pendant six mois. En octobre 1982, des engins officiellement non identifiés avaient été détectés dans les eaux territoriales. La commission établit que ces sous-marins, au nombre de six, étaient soviétiques.

Ces résultats ont indigné les Suédois : ils ont toujours en mémoire un autre incident de ce genre, en octobre 1981, lorsqu'un sous-marin soviétique s'était échoué à proximité d'une de leurs bases. Moscou avait présenté des regrets pour « cette erreur de navigation » en promettant, en quelque sorte, que ses pilotes apprendraient à percevoir la différence entre le large et le littoral.

Ces propos étaient sans valeur. La commission parlementaire suédoise a constaté que le nombre de violations territoriales a quadruplé entre 1980 et 1982. « L'année dernière, précisait-elle, nous en avons relevé quarante à proximité de nos bases stratégiques le long des côtes de la Baltique ». Apparemment, il importe peu au Kremlin que ses équipages soient pris en défaut de vigilance sur le territoire du voisin ni que le gouvernement de Stockholm marque sa colère en rappelant « pour constatación » son inlassable présence à Moscou.

Les intrus continuent de naviguer sans y avoir été invités. L'été dernier, le sous-marin soviétique « Albatros », commandé par le capitaine Vladimir Kozlov, a été aperçu à 300 kilomètres au nord de la capitale, et il n'est pas impossible qu'un sous-marin porteur navigue à l'estuaire du petit archipel.

Que viennent donc faire tous ces valétus furtifs ? Des membres de la commission parlementaire ont estimé que ces bâtiments étaient peut-être chargés de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie : se préparer à occuper, en temps de guerre, une partie de la Scandinavie. On se demande également à Stockholm, si ces manœuvres répétées et l'aplanissement de la mer sont conduites n'ont pas pour objectif d'intimider les Suédois, dont la neutralité serait aux yeux des Soviétiques trop favorable à l'Occident. Il s'agit alors de montrer sans cesse de défiance qu'il n'y a au nord de l'Europe qu'une superpuissance.

Si tel est le calcul des stratèges du Kremlin, il n'est pas sûr que le résultat réponde à leur attente. Les Suédois tiennent à leur neutralité absolue. Ils attachent même une grande importance à la dignité. Qui leur permettrait de s'écarter de cette ligne ? Les autorités de Stockholm ne cherchent pas à obtenir de quelque façon des Occidentaux le moyen de garantir leur défense.

Cette série d'affaires peut avoir d'autres conséquences. Depuis des années, la propagande soviétique répète que la Baltique peut et doit devenir une « mer de paix ». L'ancien président finlandais, M. Kekkonen, avait, pour sa part, proposé de faire de cette région une zone démilitarisée. Le Kremlin mène un grand tapage à propos des projets atomiques de l'OTAN. Il peut tenter sur les courants pacifistes et neutralistes non négligeables en Scandinavie.

Les incidents répétés de ces derniers mois doivent, pour le moins, inciter à la prudence ceux qui rêvent d'une Europe nordique tenue à l'écart des vents mauvais. La réalité, ce sont ces quarante-cinq sous-marins soviétiques reconnus en Baltique par la commission suédoise. C'est le voisinage d'une grande puissance à l'unité parfois débordante qui pousse mal à faire la distinction entre « mer de paix » et « mer soviétique ».

## L'épiscopat polonais demande le rétablissement des libertés à l'occasion de la visite du pape

La conférence épiscopale polonaise a fait savoir, par un communiqué diffusé jeudi 5 mai, que, à ses yeux, la prochaine visite pontificale devrait être l'occasion du rétablissement des libertés civiles, d'une levée de l'état de guerre, actuellement suspendu, et de l'ensemble des mesures répressives qui en ont découlé.

Cette prise de position fait suite à la lettre que Jean-Paul II a récemment adressée au chef de l'État polonais, M. Jachowski, pour exprimer — tout en acceptant l'invitation officielle qui lui avait été envoyée le 21 mars — l'espoir qu'une amnistie générale accompagnerait sa venue.

De notre correspondant

Versov. — L'Église tend à donner à la visite du Saint-Père un caractère de mission de concorde devant — par un assouplissement des autorités en premier lieu — favoriser une détente politique.

Le 9 mars, rendant compte de la rencontre au cours de laquelle le cardinal Jachowski et le cardinal Glemp avaient « confirmé leur volonté d'être les hôtes » du pape, l'agence PAP déclarait que les deux parties « conviendraient » pour que cette visite « contribue à la normalisation de la vie dans le pays ». Très satisfaisante pour le pouvoir, l'expression avait néanmoins sa part d'ambiguïté. Maintenant que l'invitation a été faite et acceptée, donc que les autorités, pour se débarrasser, devraient prendre la responsabilité d'une amnistie, l'Église donne un caractère à la « normalisation

de la vie » : la sortie de l'état de guerre.

Ce mouvement est d'autant plus habile qu'en minimisant les manifestations du 1<sup>er</sup> mai le pouvoir s'est privé de tout prétexte crédible à un report et que l'Église, de son côté, ne met pas de condition nouvelle à la visite. Elle n'exige rien, elle dit seulement ce qui devrait être et dans quel esprit elle envisage, elle, le « pèlerinage » de Jean-Paul II.

Dans son communiqué publié à l'issue de la réunion de mardi 3 et mercredi 4 mai, à Częstochowa, de sa cent quatre-vingt-douzième conférence plénière, l'épiscopat écrit d'abord que « le pèlerinage attendu du Saint-Père devient aujourd'hui celui de l'espoir national ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

## La Syrie entend peser sur l'issue de la négociation entre Israël et le Liban

À la veille de la « décision importante » annoncée par le cabinet israélien pour ce vendredi 6 mai, et alors que le secrétaire d'État américain, M. Shultz, est attendu samedi à Damas, Beyrouth a subi, jeudi, un bombardement qui a fait cinq morts et une trentaine de blessés. Comme le rapporte notre correspondant (voir en page 3), l'origine des tirs — des sections contrôlées par les forces syriennes — indique clairement que Damas a voulu rappeler sa présence et ses possibilités d'action aux négociateurs libanais et israéliens ainsi qu'au médiateur américain.

Notre envoyé spécial dans la capitale syrienne expose en page 3 quelles sont les « trois cartes maîtresses » qui permettent à Damas d'exercer un véritable droit de veto sur tout projet d'accord israélo-libanais méconnaissant ses intérêts.

### Décision difficile à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — En trois jours, un soldat a été tué et vingt et un autres ont été blessés au Liban. Attentats et embuscades n'ont cessé de se multiplier récemment. Il était plus en plus évident que la prise en considération de cette situation devait jouer un rôle important dans la décision du gouvernement de M. Begin, réuni ce vendredi matin 6 mai. Cela ne pouvait que renforcer la position du ministre de la Défense, M. Moshe Arens, qui, avec plusieurs autres membres du cabinet, se montrait ces jours avant tout soucieux d'essayer de sortir au plus vite l'armée israélienne du « bouillier libanais ».

Liban, l'un des plus « réalistes ». C'est-à-dire qu'il est un partisan du désengagement, même si les conditions de ce repli sont très peu satisfaisantes du point de vue israélien, compte tenu des exigences posées initialement par Jérusalem, notamment en ce qui concerne les « garanties de sécurité ».

Jusque tard dans la nuit jeudi, M. Arens, accompagné de M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères, a conféré avec M. Begin, mais celui-ci, au dire de ses proches, restait encore « très hésitant », et certains « otaient même ».

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

## Les manifestations des commerçants et des étudiants

Près de vingt mille artisans, commerçants et petits patrons ont manifesté, jeudi 5 mai, à Paris, à l'appel de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, pour protester contre l'attitude du gouvernement les rendant responsables de certaines hausses. Des heurts se sont produits avec les forces de l'ordre. (Lire page 32.)

M. Pierre Mauroy a invité les préfets, commissaires de la République, à « faire preuve de fermeté dans la mission de l'ordre public » et à intervenir auprès des professionnels qui ne respectent pas

leurs engagements sur l'évolution des prix (lire page 7).

Deux manifestations d'étudiants contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur ont eu lieu le même jour à Paris. L'une, organisée par le comité de grève de Jussieu, a rassemblé dans le calme huit cents manifestants environ ; l'autre beaucoup plus importante, a réuni huit mille étudiants à l'appel de la coordination nationale contre le projet Savary et s'est terminée par de vifs incidents au quartier Latin jusque tard dans la nuit (lire page 9.)

## Le temps des corporations

par PIERRE TREY

N'aurait jamais dû s'attaquer à la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) de M. François Guillaume !

M<sup>me</sup> Edith Cresson n'est plus ministre de l'Agriculture, et son successeur se gardera bien de contester la représentativité de la grande centrale agricole. Mais du moins le gouvernement de M. Mauroy n'a pas été ingrat avec le vaillant petit Chaperon rouge qui croit — c'est clair comme la course du soleil sur les bornes torréfiées à blé — que l'agriculture française ne se compose pas seulement d'exploitations de 300 hectares.

En sera-t-il de même pour M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale ? Il est le seul à avoir dit non, tranquillement, à une nouvelle corporation : celle des internes et des chefs de clinique. Une nouvelle

corporation qui, depuis vingt ans, subsistait sans mot dire, à l'hôpital, les règles d'un jeu dont elle était victime (plus ou moins consentante) avec l'approbation paternelle et intéressée d'une partie de l'élite médicale.

(Lire la suite page 9.)

## LA RELIGION ET L'AUDIOVISUEL

### Un fait de société comme les autres ?

Après avoir été submergée de lettres — plus de quatre mille — envoyées par des catholiques qui trouvent que leur religion est trop souvent « tournée en dérision » à la télévision (le Monde du 1<sup>er</sup> avril), la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a cru actuellement sous une deuxième vague de plaintes concernant la rareté d'émissions religieuses au petit écran. Les deux griefs cités le plus souvent par les mécontents : le refus par la télévision française de retransmettre l'ouverture de l'Année Sainte en mondovision et l'absence d'émissions à thème religieux pendant les fêtes de Pâques.

Et ce n'est pas le film de Fernando Arrabal le Cimetière de voitures, diffusé sur A2 le 30 avril, qui aura arrangé les choses. Émission d'intérêt religieux, certes, puisqu'il traite de la Passion du Christ, mais le ton grinçant et l'iconoclasme de cet « opéra-rock » risque d'avoir paru comme une provocation aux bien-pensants.

Qu'en est-il, au juste, du bien-fondé de ces récriminations ? Si la

Haute Autorité reconnaît être « submergée de lettres », il s'agit moins d'une « campagne de dérision » visant la foi chrétienne qu'une croisée menée par certains milieux catholiques, puisque la Haute Autorité fait état de « pétitions qui ont été déposées à signer à la sortie des églises ». Francis Mayot, directeur de Télérama, hebdomadaire d'inspiration chrétienne, remet les choses en perspective quand il déclare : « Il y a une campagne de protestations, orchestrée par deux journaux au moins, contre deux ou trois rigolos de la télé, à court de gags, et qui utilisent donc la religion ; une bonne saute en comédie qui danse le rock, ça marche toujours... ».

Avouant, pour sa part, son incompétence pour « apprécier le bon ou mauvais goût », la Haute Autorité s'est bornée à dire : « Il était de notre devoir de prévenir les responsables de chaînes pour que le seul de tolérance ne soit pas dépassé sans entraver pour autant la liberté de création. »

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 27.)

Il revient avec un extraordinaire nouveau roman

John le Carré

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR

ROBERT LAFFONT

M. Lionel JOSPIN invité du Grand Jury R.T.L.-le Monde

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Le grand jury R.T.L.-le Monde » dimanche 8 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député de dix-huitième arrondissement de Paris, qui aura précédé la « veille » des réunions des responsables du courant A (Jean-Louis Mitterrand) de son parti dans le cadre de la préparation du congrès d'octobre, répondra aux questions d'André Passeron et de Laurent Zecchini du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Beland.







PROCHE-ORIENT

LA NÉGOCIATION ISRAËLO-LIBANAISE ET LA MISSION DE M. SHULTZ

Les trois atouts du président Assad

Damas. — Avant même d'arriver à Damas, M. Shultz connaît sans doute la réponse qu'il recevra du président Assad : un non catégorique, ou, dans la meilleure des hypothèses, un oui conditionnel qui équivaudrait à un refus de retirer les troupes syriennes du Liban.

La position officielle du gouvernement baasiste est, sans équivoque : Israël doit évacuer l'ensemble du Liban et inconditionnellement, et le statut juridique qui régira les relations entre Beyrouth et Jérusalem sera celui des accords d'armistice de 1949 : le retour au statu quo ante est fondé sur un autre principe, à savoir que l'agression ne doit pas être payante.

La retraite de l'armée syrienne du Liban ne sera pas pour autant automatique. Il sera postérieur au départ des Israéliens et seulement si les négociations entre Beyrouth et Damas sont couronnées de succès.

Si l'on pouvait sonder les cœurs des dirigeants syriens, on y lirait qu'ils ne souhaitent pas la réussite de la mission de M. Shultz. En effet, ils savent parfaitement que le retrait israélien ne s'effectuera qu'à des conditions très onéreuses, compte tenu du rapport des forces, et que ces conditions ne correspondent pas à leurs intérêts. Les « mesures de sécurité » exigées par Jérusalem mettraient le flanc occidental de la Syrie à la merci de l'armée israélienne, surtout si les troupes de Damas devaient se replier derrière les frontières internationales, abandonnant la vallée de la Bekaa qui constitue leur « profondeur stratégique ». D'après l'absolu, le président Assad souscrirait à un accord qui ferait du Liban une zone-tampon entre la Syrie et Israël.

De notre envoyé spécial

chrétiens ou musulmans, de droite comme de gauche, défilent à Damas. Même les phalangistes entretiennent le dialogue. Certains intérêts sont parfois complémentaires, bien que divergents, compte tenu de facteurs géopolitiques immuables. La Syrie demeure l'« arrière-pays » économique du Liban, le pont qui le relie au reste du monde arabe. Pour les musulmans et la gauche, elle continue en outre le contrepoint indispensable aux pressions qu'exerce Israël. Ainsi des personnalités aussi différentes que le conservateur M. Soleiman Frangieh, ancien président de la République et M. Georges Haddad, le secrétaire général du parti communiste libanais, sont-elles venues à Damas pour dénoncer l'accord injuste actuellement en négociation entre Beyrouth et Jérusalem.

M. Georges Haddad, au nom de la gauche libanaise, pose ses propres conditions. « Nous nous opposons, nous a-t-il déclaré, à toute présence militaire israélienne sur notre territoire, sous quelque forme que ce soit ; à tout statut qui déborderait le cadre des accords d'armistice, à toute concession d'ordre économique ou commercial et à toute restriction aux activités politiques de l'O.L.P. J'ai dit au président Gornayel, lors de la récente audience qu'il m'a accordée, que notre intérêt national exige que nous ne conservions aucun privilège à Israël, car nous serions obligés d'en faire autant à la Syrie. » Le président Gornayel, assure-t-on dans les milieux officiels à Damas, partagerait le point de vue du chef communiste.

La « carte » palestinienne — le gouvernement de Damas et l'O.L.P. soutiennent que leurs intérêts ne se confondent pas au Liban, ce qui est vrai, et qu'ils entendent négocier avec Beyrouth indépendamment l'un de l'autre. M. Ahmad Iskandar, le ministre syrien de l'information, nous a déclaré : « Nous ne pouvons pas parler au nom des Palestiniens, mais il va de soi que la géopolitique et les relations fraternelles qui nous unissent avec l'O.L.P. et le peuple libanais nous autorisent à jouer un rôle positif dans les pourparlers qui s'engageront entre les deux parties. » A contrario, peut-on conclure, Damas pourrait jouer aussi, si besoin est, un rôle négatif.

Les conditions d'Abou Jihad

Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des forces palestiniennes unifiées, pose, lui aussi, des conditions au retrait des fedayin — une di-

zaine de milliers — du Liban. « Nous ne quitterons pas ce pays, nous a-t-il déclaré, avant d'avoir assuré aux cinq cent mille Palestiniens qui y vivent la sécurité physique et matérielle. Ils sont actuellement traités d'une manière inhumaine, pourchassés, internés arbitrairement ou empêchés de travailler et de se déplacer. Nos frères sont systématiquement persécutés tant par l'armée régulière que par les Forces libanaises. Nous sommes déterminés à défendre l'existence de notre peuple au Liban. Il s'y trouve depuis 1948, bien avant l'entrée des forces de Damas. Il n'y a dès lors aucune comparaison possible entre la présence militaire syrienne et la nôtre. »

La « carte » saoudienne. — Tant l'O.L.P. que la Syrie voient dans la solidarité manifestée par l'Arabie Saoudite un élément capital. Les visites entreprises récemment à Riyad par Abou Jihad et par M. Abdel Halim Khaddam, le chef de la diplomatie de Damas, avaient pour principal objectif de s'assurer le soutien du royaume wahabite. Celui-ci finance en grande partie les trésoreries palestiniennes et syriennes. D'autre part, l'opposition de Riyad à un éventuel accord israélo-libanais pourrait être décisive. La plupart des autres États arabes suivront sans doute l'exemple de l'Arabie Saoudite et pourraient mettre le Liban en quarantaine, comme cela s'est le cas de l'Égypte après la paix séparée conclue entre la Syrie et Israël. Avec cette différence essentielle que le Liban pourrait difficilement survivre économiquement s'il devait être coupé de son arrière-pays arabe.

ERIC ROULEAU.

Décision difficile à Jérusalem

(Suite de la première page.)

Durant toute la journée de jeudi, les dirigeants israéliens ont tenté d'obtenir des « éclaircissements » de la part de M. Shultz, ce qui signifie qu'ils ont surtout cherché à défendre le statut du commandant Saad Haddad, fidèle allié d'Israël que M. Begin ne veut pas donner l'impression d'abandonner, et à préserver le droit pour l'armée israélienne de continuer d'effectuer des patrouilles au Sud-Liban.

Dans les milieux de la majorité et de l'opposition, les Israéliens se montrent désabusés, d'autant plus qu'ils pensent que la « difficile » et « pénelable » décision du gouvernement pourrait n'avoir finalement aucun effet si les Syriens refusaient, pour leur part, de se replier, bloquant ainsi tout le processus. C'est la raison pour laquelle certains ministres préféreraient reporter leur réponse après le voyage de M. Shultz à Damas. Le président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, M. Eliahu Ben Elissar, exprimait, vendredi matin, un sentiment largement partagé à Jérusalem en déclarant : « Nous sommes très près d'un accord avec le Liban, mais les problèmes sont loin d'être résolus, car tout dépend de l'attitude de Damas... »

FRANCIS CORNU.

Le nouveau président de l'Etat d'Israël, M. Haim Herzog, a prêté serment jeudi soir devant la Knesset, devenant le sixième président de l'Etat hébreu depuis sa création en 1948. M. Herzog (soixante-cinq ans), a juré fidélité à l'Etat d'Israël et à ses lois devant le Parlement et le corps diplomatique, au premier rang duquel figurait le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. — (A.F.P.)

Iran

L'U.R.S.S. proteste vivement contre l'expulsion de ses diplomates

L'U.R.S.S. a élevé, jeudi 5 mai, une « vigoureuse protestation » auprès du gouvernement iranien après l'expulsion, mercredi, d'un « groupe de diplomates » soviétiques d'Iran pour « espionnage » et « intervention dans les affaires intérieures de l'Iran ».

L'agence Tass qualifie ces mesures d'expulsion d'« action arbitraire et sans fondement ». Elle ajoute : « Ce sont des agents étrangers en Iran qui ont fabriqué des faux afin d'opposer l'U.R.S.S. à l'Iran ».

Selon l'agence soviétique, aucun des membres du parti Tudeh n'a jamais occupé de « postes de responsabilité » dans les organes de l'armée ou de l'administration de Téhéran. L'agence Tass dénonce enfin les méthodes de la police ira-

nienne « héritées de la SAVAK » pour arracher aux membres du Tudeh des aveux de « complicité avec l'U.R.S.S. ».

Parmi les dix-huit diplomates soviétiques expulsés figurent MM. Anatoli Katchekov et Nicolas Kozlov, ministres conseillers, quatre premiers secrétaires, l'attaché militaire, le colonel Evgeni Khristov et ses deux adjoints, le colonel Andrei Verbov et le major Alexandre Panfilov, ainsi que le consul à Isfahan, M. Malkaf Alitov.

Selon le journal Keyhon, une petite manifestation a eu lieu, dans la nuit de mercredi à jeudi, devant l'ambassade d'U.R.S.S., les manifestants réclamaient l'« expulsion des espions étrangers » et l'« exécution des espions du Tudeh ». — (A.F.P.)

Le bombardement de Beyrouth a fait cinq morts et trente blessés

De notre correspondant

Beyrouth. — Précédé par une reprise de combats en montagne entre les milices chrétiennes et druzes — combats suspendus en février sous l'égide de l'armée israélienne qui occupe le terrain, — le pilonnage de Beyrouth de jeudi a atteint le secteur chrétien de la capitale et sa banlieue, frôlant le secteur musulman au niveau de l'ancienne ligne de démarcation près du musée où est postée une partie du contingent français de la force multinationale autour de la résidence de l'ambassadeur de France.

Surprenant les automobilistes et les passants en pleine rue, à une heure de grande affluence, le bombardement a fait cinq morts et trente blessés parmi la population, qui, cette fois, n'avait pas été alertée par les lignes avant-coureurs habituelles.

La localisation des points de départ des tirs, à laquelle a participé un hélicoptère des « marines » américains de la force multinationale, a été indiquée par la radio officielle libanaise. Elle ne laisse pas de doute sur leur origine : l'armée syrienne qui tient encore des positions dans la montagne est impliquée, en effet, dans trois sources de tir sur quatre (Dhour Bouché, Arbanieh, Salima), la quatrième (Maroufieh) se trouvant dans une zone tenue par la milice druze mais en terrain conquis par Israël. Radio-Liban n'a pas hésité à qualifier ces bombardements d'« escalade politique coïncidant avec les efforts du Liban pour assurer le retrait des forces étrangères de son territoire ».

Les forces libanaises accusent la Syrie d'empêcher un tel accord par des opérations militaires.

mettant à exécution les menaces implicites dont étaient assorties les « conditions rédhibitoires » posées à ce sujet.

Damas a donc rappelé que Beyrouth était toujours à portée de ses canons et qu'il serait vain de vouloir l'ignorer dans tout arrangement concernant le Liban. Les Etats-Unis pouvant difficilement « lâcher » Israël sur la Syrie dans la conjoncture actuelle et M. Begin n'ayant, de surcroît, pas de raisons de servir la politique d'un allié américain dont l'attitude actuelle l'irrite vivement. Le président Assad pouvait donc se permettre un tel « rappel à l'ordre » presque impuissant.

Dans ces conditions, les ébauches de la mission du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, en vue de la conclusion d'un accord israélo-libanais paraissent se réduire. M. Shultz ne sait visiblement plus s'il doit afficher l'optimisme dont il a fait montre au début de son voyage au Proche-Orient, Israël, pour sa part, a beau jeu d'annoncer un accord imminent, ce qui laisse sous-entendre que le gouvernement Begin le favorise, sans en réalité assouplir sa position.

La Syrie s'étant bruyamment manifestée à la veille de l'arrivée de M. Shultz à Damas, on il est théoriquement attendu samedi, la confusion est plus grande que jamais sur l'issue des pourparlers en cours, dont on n'attendait déjà, au mieux, qu'une sorte de protocole ressemblant plus à une déclaration d'intentions qu'à un règlement en bonne et due forme et destiné à donner une petite satisfaction à Washington.

LUCIEN GEORGE.

Le Koweït négocie à Paris l'achat d'hélicoptères lance-missiles Exocet

« Je suis très satisfait de mes entretiens avec le premier ministre, M. Pierre Mauroy, et avec mon collègue, M. Charles Hernu, ainsi que de la chaleur de l'accueil que j'ai réservé », nous a déclaré Cheikh Salem al Sabah al Salem, ministre de la défense du Koweït, avant de regagner son pays, jeudi soir 5 mai. Premier dirigeant koweïtien à effectuer une visite officielle en France depuis le 10 mai 1981, le ministre, accompagné d'une vingtaine d'officiers, a visité le Centre opérationnel de la défense aérienne de Taverny (Val-d'Oise). Son séjour en France confirme la relance de la coopération bilatérale amorcée par M. Claude Cheysson lorsqu'il s'était rendu, en novembre, dans l'émirat, qui observait une prudente réserve depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Dès le mois de décembre, les deux pays ont signé un accord pour un complément de formation de pilotes de Mirage-1 — le Koweït possède déjà vingt avions de ce modèle —, sortis des écoles américaines. Déjà quatre d'entre eux se sont entraînés au combat au sein des forces aériennes françaises. En février, le Koweït a commandé douze nouveaux intercepteurs Mirage F-1 équipés de missiles air-air Matra Super-530 d'une valeur de 2,7 milliards de francs (le Monde des 18 janvier et 26 février) et une trentaine de transports de chars. L'émirat envisage d'acheter six hélicoptères Super-Puma équipés de missiles air-surface Exocet d'une valeur de 700 millions de francs.

« Mes officiers sont très satisfaits du matériel français. Il est excellent. Ils ont été très intéressés par ce qu'ils ont vu. Ils vont rester encore trois jours. Nous envisageons d'autres commandes, notamment dans le domaine de l'artillerie », nous a encore dit le cheikh. Parmi les autres projets, figure la possibilité d'un entraînement au combat des pilotes d'hélicoptères et la formation de techniciens (mécaniciens, spécialistes de radars, etc.) par un I.U.T. (institut universitaire de technologie), où sont déjà inscrits des Irakiens et des Syriens. Enfin, Thomson-C.S.F. est en compétition avec la firme américaine Hughes pour assurer la couverture radar de l'émirat.

Sur le plan politique, le ministre a procédé avec ses interlocuteurs à un vaste tour d'horizon, mais a surtout parlé du conflit du Proche-Orient et de la guerre du Golfe. Il s'est félicité de « la grande compréhension manifestée par la France à l'égard de la justice de la cause palestinienne » et des activités qu'elle déploie pour favoriser une solution. Il a également exprimé le vœu que Paris appuie les initiatives « pour arrêter les combats entre l'Irak et l'Iran ».

PAUL BALTA.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

PROTESTATION. — Dans un communiqué diffusé, jeudi 5 mai, M. De Almeida, ambassadeur à Paris, s'est élevé contre le séjour dans les locaux de l'UNITA de journalistes de T.F.I. et de France-Inter, ainsi que d'une équipe de Médecins sans frontières, qui ont pu rencontrer les captifs tchécoslavaques du mouvement de M. Savimbi (le Monde du 6 mai). « Ces journalistes et ces médecins font le jeu des racistes sud-africains, qui continuent à soutenir M. Savimbi », écrit le diplomate, qui leur reproche d'avoir pénétré « illégalement en Angola grâce des moyens mis à leur disposition » par Pretoria. M. De Almeida ne mentionne pas l'expulsion de Luanda du correspondant de l'Agence France-Presse, seul journaliste occidental accrédité en Angola.

Bolivie

NOUVELLE CRISE POLITIQUE. — Le gouvernement affronte depuis le jeudi 5 mai une nouvelle crise politique après la démission de deux autres ministres, M. Mario Velarde, chef de la diplomatie, et M. Zenon Barrientos, ministre des affaires rurales. Ces deux nouvelles démissions viennent s'ajouter à celle de M. Gamarra, ministre de l'industrie, du tourisme et du commerce. — (Reuters.)

Bésil

LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN a sévèrement critiqué le jeudi 5 mai les dirigeants libyens pour leur attitude dans l'affaire de la saisie d'armes et de munitions, la semaine dernière, à bord de quatre avions-cargos libyens qui faisaient une escale technique en territoire brésilien. Le gouvernement de Tripoli a fait savoir qu'il n'acceptait pas le plan brésilien de renvoyer la cargaison en Libye par la voie maritime et qu'elle devait être renvoyée à bord des quatre appareils libyens. Le ministre brésilien des affaires étrangères déclare que « le Brésil rejette toute tentative de pression incompatible avec son droit souverain d'appliquer la loi sur son territoire ». — (A.F.P.)

Chili

SEPT CENTES PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES au Chili depuis le début de l'année, a affirmé, jeudi 5 mai à Santiago, la commission chilienne des droits de l'homme. Le pays connaît une violence croissante, comme en témoignent les nombreuses arrestations d'opposants, les plaintes de tortures et les morts au cours d'affrontements, a déclaré la commission.

États-Unis

LA LUTTE CONTRE L'ESPIONNAGE MILITAIRE INDUSTRIEL. — Toute per-

sonne soupçonnée de vouloir se rendre aux États-Unis pour chercher à obtenir illégalement de la haute technologie américaine se verra désormais refuser un visa », a déclaré jeudi 5 mai M. William Schneider, sous-secrétaire d'Etat pour l'aide à la sécurité, la science et la technologie. Les communistes américains ont reçu l'ordre d'examiner avec plus de vigilance les demandes de visa émanant de « pays du bloc communiste ». Les États-Unis veulent également empêcher ces pays d'acquiescer de la technologie américaine par l'intermédiaire des compagnies fictives qu'ils ont créées, notamment en Europe de l'Ouest, a précisé M. Schneider. — (A.F.P.)

Ethiopie

UN SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE de deux ans, précédé d'une période de formation de six mois, a été décrété, jeudi 5 mai, par la junte militaire au pouvoir à Addis-Abeba. Tous les Éthiopiens âgés de dix-huit à trente ans sont concernés et seront maintenus dans la réserve jusqu'à l'âge de cinquante ans. — (A.F.P.)

Guatemala

DES HOMMES ARMÉS ont enlevé un professeur d'université, M. Joaquin Gutierrez et une secrétaire de l'université de San Carlos, M<sup>me</sup> Villaseñor, a annoncé mercredi 4 mai, M. Meyer,

président de l'université. Selon Amnesty International, les forces de sécurité ont intensifié leur répression, les enseignants étant particulièrement visés.

Irlande du Nord

M. JAMES PRIOR, secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, est arrivé, jeudi 5 mai, à Dublin, où il doit s'entretenir avec le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Barry, et le premier ministre, M. FitzGerald. De violents incidents ont par ailleurs opposé, le même jour, de jeunes manifestants aux forces de l'ordre à Londonderry et à Belfast, à l'occasion du deuxième anniversaire de la mort de Bobby Sands, premier des dix militants de l'I.R.A. à avoir succombé aux grèves de la faim entreprises avant mai et octobre 1981 par les détenus.

Portugal

A L'ISSUE DU DÉPOUILLEMENT DES VOTES DES PORTUGAIS ÉMIGRÉS achevé, jeudi 5 mai à Lisbonne, le P.S. sera représenté dans le nouveau Parlement par cent députés sur un total de deux cent cinquante, le P.S.D. par soixante-quinze, le P.C. par quarante-quatre et le C.D.S. par trente. Les deux cent mille Portugais électeurs résidant à l'étranger ont élu un député du P.S. et un autre du P.S.D., pour l'Europe, et deux autres, un du P.S.D. et un du C.S.D., hors d'Europe. — (A.F.P.)

Le Monde  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaires spécimen sur demande



# EUROPE

## Grande-Bretagne

### Les conservateurs remportent les élections locales

Londres. — Les élections locales qui ont eu lieu jeudi 5 mai dans toutes les circonscriptions d'Angleterre et du Pays de Galles, à l'exception de Londres, n'ont pas apporté l'enseignement évident qu'attendaient les deux grands partis. Les deux grands partis ont équilibré leurs gains et leurs pertes. L'Alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates est cependant la grande vainqueur de la consultation.

Il était généralement admis que le résultat de ces élections locales jouerait un rôle déterminant dans la décision de M. Thatcher de provoquer, ou non, des législatives dès le mois prochain. Le premier ministre devait particulièrement examiner trois facteurs : l'écart global entre les conservateurs et les travaillistes ; les résultats de l'Alliance dans le sud-est de l'Angleterre ; la tenue de son parti dans les Midlands, où le taux de chômage est très élevé (16,5 % de la population active).

Selon une extrapolation de la B.B.C., effectuée à partir des votes réels dans treize circonscriptions marginales, tenant compte du nouveau découpage électoral et des différences de comportement entre consultations locales et générales, la différence nationale entre les deux grands partis ne serait que de 6 à 7 points. C'est assez pour assurer à M. Thatcher une confortable majorité dans le prochain Parlement.

#### De notre correspondant

mais c'est moins que ne semblaient l'indiquer les derniers sondages. Et c'est une différence qui peut être comblée par l'opposition au cours d'une campagne électorale.

Sur le deuxième point cependant, les conservateurs peuvent être tranquilles. L'Alliance ne parvient pas à rompre leur tête-à-tête avec les travaillistes. Elle obtient en moyenne un peu plus de 20 % des suffrages, également répartis dans tout le pays, ce qui signifie que, avec le système uninominal majoritaire à un tour, elle peut recueillir à des élections générales un nombre substantiel de votes mais très peu de sièges. En général, les libéraux résistent mieux que le nouveau parti social-démocrate, qui subit un véritable échec. Ils perdent cependant le contrôle de la municipalité de Liverpool où ils régnaient depuis dix ans, avec une majorité relative, au profit du Labour.

#### Birmingham et Cardiff

Enfin, dans les Midlands, les conservateurs résistent bien. Ils gardent le contrôle de Birmingham, gagnent l'année dernière à l'occasion d'une élection partielle. Au Pays de Galles, ils enlèvent Cardiff. Pour un parti aux affaires depuis quatre ans

dans une période de crise, alors que dans les grandes démocraties occidentales l'usage du pouvoir a frappé toutes les formations dirigeantes, la performance est encourageante.

Quelle leçon M. Thatcher en tirera-t-elle ? Les élections locales sont un des facteurs de la décision, mais pas le facteur décisif, a déclaré M. Cecil Parkinson, président du parti conservateur et proche collaborateur du premier ministre. Si elle souhaite repousser les élections générales jusqu'en octobre prochain, ou même en mai 1984, M. Thatcher ne manquera pas d'arguments pour résister à la pression de ses amis — qui était devenue, ces derniers jours, pratiquement insupportable — en faveur d'une consultation dès le mois prochain.

Dans la mesure où le Labour améliore sa position, il est peut-être plus sage cependant pour les conservateurs de ne pas attendre qu'il ait regagné tout le terrain perdu. Le premier ministre réunit à la fin de la semaine ses plus proches conseillers dans sa résidence de campagne des Chequers. M. Thatcher devrait annoncer rapidement sa décision, entre les deux cas, pour que la Grande-Bretagne ne continue pas de vivre encore durant des mois dans la fièvre électorale.

DANIEL VERNET.

## Finlande

### M. Sorsa a formé un gouvernement centre-gauche avec participation du parti rural

#### Da notre correspondant

Helsinki. — Le président Koivisto a nommé, ce vendredi 6 mai, le quatrième gouvernement, qui dirigera M. Kalevi Sorsa, président du parti social-démocrate et chef du cabinet sortant. Ce nouveau cabinet de centre-gauche, soutenu à la Chambre issue du scrutin des 20 et 21 mars par une majorité de 123 députés sur 200, comprendra, pour la première fois depuis sa fondation en 1958, le parti rural (populiste), qui a enregistré des gains importants aux dernières élections. Son président, M. Pekka Vennamo, sera chargé des questions budgétaires, alors que M. Urho Leppänen s'occupera de l'emploi, deux domaines où cette formation a promis monts et merveilles à ses électeurs.

Le rapport des forces entre les formations dites « bourgeoises » et le parti social-démocrate reste inchangé. Celui-ci conserve 8 portefeuilles alors que les trois formations de la famille centriste s'en partagent 9 : parti du centre (5), parti suédois (2) et parti rural (2).

Le parti de M. Sorsa, première formation du pays, contrôle la plupart des portefeuilles qui comptent : le commerce extérieur, l'environnement et les communications (deux domaines dont l'importance va gran-

dir, l'éducation et l'intérieur. A noter l'entrée au gouvernement de M. Seppo Lindblom, directeur de la Banque de Finlande et ami personnel du chef de l'Etat, qui prend la tête du ministère du commerce et de l'industrie.

Le parti du centre, qui conserve les finances, a réussi à arracher au parti suédois les affaires étrangères pour son jeune président, M. Paavo Väyrynen. Il a ainsi un poste en vue, même si la diplomatie reste le domaine réservé du président de la République.

Quoique l'entrée du parti rural ait beaucoup surpris et continue à susciter beaucoup d'interrogations, l'événement en soi a été favorablement accueilli dans l'opinion et a créé un climat politique serein. Certains y voient un « retour au parlementarisme pur » dont est crédité l'actuel chef de l'Etat, lequel ne tente pas, comme son prédécesseur, d'intervenir dans le jeu démocratique. Différents commentateurs et hommes politiques, à commencer par M. Sorsa lui-même, rappellent avec satisfaction que les partis composant le gouvernement sont ceux qui sont sortis vainqueurs du dernier scrutin, sociaux-démocrates et ruraux en tête.

Tel n'a pas toujours été le cas : en dépit de ses succès électoraux du début des années 70, le parti rural, dont le fondateur, M. Väinö Vennamo, a toujours été farouchement opposé à M. Kekkonen, a été systématiquement écarté du pouvoir. Son président actuel, M. Pekka Vennamo, beaucoup plus modéré que son père, bénéficie d'un courant de sympathie dans l'opinion. Il avait en l'an dernier, la bonne idée de donner un coup de gomme sur le passé en soutenant la candidature de M. Koivisto à la présidence de la République.

Le long programme gouvernemental, plutôt vague, comporte notamment la promesse d'une réforme

des finances (fiscalité) : M. Pekka Vennamo (rural) ;

Education : M. Kaarina Suono (soc. dém.) ;

Deuxième ministre de l'éducation (culture) : M. Gustav Björkstén (suédois) ;

Agriculture et sylviculture : M. Toivo Yläjärvi (centre) ;

Communications : M. Matti Puhakka (soc. dém.) ;

Commerce et industrie : M. Seppo Lindblom (soc. dém.) ;

Affaires sociales et santé : M. Eeva Kuuskoski-Vikström (centre) ;

Deuxième ministre des affaires sociales et de la santé : M. Vappu Taipale (soc. dém.) ;

Travail : M. Urho Leppänen (rural).

PAUL PARANT.

### Le nouveau cabinet

Premier ministre : M. Kalevi Sorsa (soc. dém.) ;

Ministres :

Affaires étrangères : M. Paavo Väyrynen (centre) ;

Commerce extérieur : M. Jermu Laine (soc. dém.) ;

Justice : M. Christoffer Tassell (suédois) ;

Intérieur : M. Matti Luttinen (soc. dém.) ;

Environnement : M. Matti Ahde (soc. dém.) ;

Défense : M. Veikko Pihlajamäki (centre) ;

Finances : M. Ahti Pekkala (centre) ;

Deuxième ministre des finances (fiscalité) : M. Pekka Vennamo (rural) ;

Education : M. Kaarina Suono (soc. dém.) ;

Deuxième ministre de l'éducation (culture) : M. Gustav Björkstén (suédois) ;

Agriculture et sylviculture : M. Toivo Yläjärvi (centre) ;

Communications : M. Matti Puhakka (soc. dém.) ;

Commerce et industrie : M. Seppo Lindblom (soc. dém.) ;

Affaires sociales et santé : M. Eeva Kuuskoski-Vikström (centre) ;

Deuxième ministre des affaires sociales et de la santé : M. Vappu Taipale (soc. dém.) ;

Travail : M. Urho Leppänen (rural).

PAUL PARANT.

# AMÉRIQUES

### Le Nicaragua demande une nouvelle réunion du Conseil de sécurité des Nations unies

La situation continue de se dégrader à la frontière du Honduras et du Nicaragua, où les affrontements armés se multiplient. Le gouvernement de Managua a demandé une nouvelle réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette réunion pourrait avoir lieu samedi 7 ou dimanche 8 mai. La tension est également vive à la frontière méridionale du Nicaragua. Les commandos antisandinistes, dirigés par M. Eden Pastora, affirment avoir engagé des actions armées dans le sud du Nicaragua. Le gouvernement du Costa Rica a officiellement demandé, jeudi, l'envoi d'une force de paix de l'Organisation des Etats américains pour surveiller sa frontière avec le Nicaragua. Enfin, on affirme de source militaire que des troupes salvadoriennes et honduriennes, agissant de concert, auraient tué quatre-vingt-dix maquisards du front Farabundo Martí de libération nationale à la frontière près des ponts récemment détruits par la guérilla.

#### De notre correspondante

New-York. — Revenant d'un voyage de cinq semaines, qui l'a mené dans les principaux pays européens, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a eu, pour la première fois depuis le début de son mandat, il y a deux ans, quelques échanges difficiles avec la presse.

Interrogé à plusieurs reprises sur sa « discrétion » à l'égard des drames qui se déroulent en Amérique latine, le secrétaire général, qui est péruvien, est resté vague. Comme on lui faisait remarquer qu'il avait été beaucoup plus prolix sur la cinquantaine de morts de l'ambassade américaine de Beyrouth que sur les vingt mille « disparitions » admises par le gouvernement argentin, M. Perez de Cuellar — qui s'était déclaré mercredi « très déçu » par les conclusions de l'enquête argentine — a fait valoir que sa situation lui commandait d'observer, à l'égard de Buenos-Aires, un ton plus mesuré que celui des représentants de gouvernements souverains comme la France ou l'Italie.

A propos du débat sur le Nicaragua au Conseil de sécurité, qui s'est prolongé, le mois dernier, pendant près de deux semaines sans pouvoir parvenir à une résolution, menaçant ainsi de transformer, selon plusieurs journalistes, le Conseil en une « nouvelle Assemblée générale », le secrétaire général s'est contenté de trouver la comparaison « intéressante ». (Dans son premier rapport annuel, à l'automne dernier, M. Perez de Cuellar avait souligné l'« usure » du Conseil de sécurité dans des votes répétés de résolutions généralement non suivies d'effet.) Comme on lui demandait pourquoi il n'envisageait pas de faire, en Amérique centrale, une tournée d'information semblable à celle qu'il avait faite, à la fin de 1982, en Afrique, le secrétaire général a laissé entendre qu'il

pourrait, éventuellement, se rendre dans cette région si son voyage pouvait être de quelque utilité.

A l'issue du long et tumultueux débat sur le Nicaragua, le représentant permanent du Royaume-Uni, qui présidait le Conseil de sécurité, avait suggéré de charger M. Perez de Cuellar d'une mission de bons offices auprès des différentes parties impliquées par le conflit. Suggestion suivie d'aucun effet. Les Etats-Unis s'étant, disait-on dans les couloirs, opposés à une telle initiative.

L'affaire va sans doute rebondir : on a appris, jeudi soir, que le Nicaragua a demandé une nouvelle réunion d'urgence du Conseil de sécurité et que le ministre des affaires étrangères de Managua, le Père Miguel d'Escoto, est attendu à New-York.

Concernant les rumeurs selon lesquelles la conférence sur la Palestine, prévue en août prochain à Paris, pourrait être repoussée d'un an, le secrétaire général a indiqué que, « d sa connaissance, aucune mesure n'avait été prise pour en changer la date ou le lieu par l'Assemblée générale des Nations unies ». La tenue de cette conférence avait, en effet, été décidée à l'automne dernier par un vote de l'Assemblée générale de l'ONU.

NICOLE BERNHEIM.

Le correspondant au Honduras de l'agence de presse américaine United Press International (UPI) a été expulsé le jeudi 5 mai. M. John Lantigua a été accusé de travailler en violation des lois honduriennes sur la presse. Le responsable de l'immigration a affirmé qu'il travaillait sans être titulaire du permis délivré par le ministère hondurien du travail. M. Lantigua était correspondant au Honduras depuis août 1982. Il est le premier journaliste étranger expulsé par l'actuel gouvernement hondurien. — (A.F.P.)

Une centaine de personnes, parmi lesquelles M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ont manifesté, jeudi 5 mai, devant l'ambassade d'Argentine à Paris, réclamant des explications sur le sort des disparus argentins. Une délégation de parlementaires socialistes a remis à l'ambassade un texte réclamant notamment la comparution devant la justice des responsables de ces disparitions. — (A.F.P.)

# ASIE

## Afghanistan

### « Personne ne peut nous imposer le retrait des forces soviétiques » affirme le premier ministre

Kaboul (A.F.P.). — Aucun calendrier pour un éventuel retrait soviétique d'Afghanistan n'est en cours de discussion, et la présence de troupes soviétiques dans ce pays n'est en aucun cas négociable, car elle relève exclusivement de Moscou et de Kaboul, a déclaré le premier ministre afghan, Sultan Ali Keshitmand, dans une interview à Kaboul.

Au cours de cet entretien accordé mardi dernier 3 mai à l'A.F.P. et à France-Inter, M. Keshitmand a ainsi contredit les déclarations pakistanaïses, faites le mois dernier à Genève — où se déroulaient des négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad sous l'égide de l'ONU, — selon lesquelles un calendrier en vue du retrait des troupes soviétiques était en cours de discussion.

Le premier ministre afghan a réaffirmé qu'un tel retrait n'était pas prévisible « tant que durera l'occupation de l'empire soviétique dans les affaires afghanes. Sultan Ali Keshitmand a, en outre, exclu toute participation des réfugiés afghans aux négociations afghano-pakistanaïses de Genève.

« Personne ne peut nous imposer le retrait des forces soviétiques », a-t-il ajouté, soulignant le fait qu'aucune pression extérieure n'aurait de répercussions sur la présence des troupes soviétiques sur le sol afghan, cette présence étant le fruit d'un « contrat » entre les deux pays. En tout état de cause, n'est-on apprit de source informée à Kaboul, les autorités afghanes s'accrochent à un intérêt relatif aux négociations indirectes de Genève, qui doivent reprendre prochainement.

M. Keshitmand refuse d'autre part de dramatiser la « fillette des ceriseux », que connaît l'Afghanistan depuis l'intervention soviétique en décembre 1979. Les Afghans, qui sont partis, dit-il, « défendaient leur

seul intérêt et étaient inefficaces. Qu'ils partent. Nous formons d'autres cadres ».

Interrogés sur l'assise populaire de son gouvernement, M. Keshitmand affirme qu'il a « créé des bases solides dans les provinces », ajoutant qu'il s'agit toutefois d'un « processus à long terme ». Selon lui, les autorités afghanes contrôlent le pays et parviendraient à maintenir ce contrôle même si les troupes soviétiques quittaient l'Afghanistan.

Interrogé sur les relations franco-afghanes, M. Keshitmand a déclaré : « Nous attendons des socialistes une position plus réaliste concernant l'Afghanistan et, de la part du président François Mitterrand, un autre point de vue. Mais nous ne sommes pas très déçus ».

M. Keshitmand a en outre indiqué que Kaboul tiendrait compte, pour décider d'un éventuel retrait, du docteur Philippe Auguyard, le médecin français condamné en mars dernier à huit ans de prison, du fait que, selon lui, « la France a une position différente (vis-à-vis de l'Afghanistan) de celle des autres pays occidentaux ».

La libération du docteur Auguyard interviendra « dans peu de temps », selon M. Keshitmand, qui a toutefois souligné qu'aucune décision ferme n'aurait encore été prise à ce sujet.

[Dans une autre dépêche, l'envoyé spécial de l'A.F.P. déclare avoir appris de source sûre à Kaboul que le sort du docteur Auguyard dépend essentiellement des Soviétiques. Selon cette source, écrit-il, la libération du médecin français sera d'abord décidée par les Soviétiques et non par les autorités afghanes. C'est également, ajoute l'envoyé spécial de l'A.F.P., en raison de l'opposition des Soviétiques qu'il n'a pu rencontrer le docteur Auguyard.]

### Les auteurs du détournement d'un avion chinois vers la Corée du Sud vont être jugés

Les autorités sud-coréennes ont annoncé, ce vendredi 6 mai, que les auteurs du détournement d'un avion des lignes aériennes chinoises vers la Corée du Sud seraient jugés selon la loi internationale sur la piraterie aérienne (nos dernières éditions datées du 6 mai).

L'appareil, de type Trident, avait décollé jeudi de Shenyang, dans le nord-est de la Chine, à destination de Suva, à destination de la Corée du Sud. Les pirates de l'air, au nombre de six, ont forcé la porte de la cabine de pilotage et ouvert le feu sur les membres de l'équipage, dont deux ont été blessés. Il semble que le pilote ait alors tenté de gagner Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, mais que les pirates l'aient contraint à se diriger vers le sud. Intercepté, au-dessus de la ligne de démarcation entre les deux Corées, par des chasseurs sud-coréens, il s'est finalement posé sur la piste d'une base militaire améri-

caine, à une cinquantaine de kilomètres de Séoul.

De source officielle à Tokyo, on apprend que les auteurs du détournement — le premier qui ait été réchappé à bord d'un appareil commercial chinois — chercheraient à obtenir l'asile politique à Taiwan. De même source, on annonce que le gouvernement japonais a offert sa médiation pour permettre le retour en Chine de l'avion détourné, Pékin et Séoul s'entretenant pas de relations diplomatiques.

De Pékin, cependant, le directeur général de la CAAC (Civil Aviation Administration of China), M. Shen Tu, a envoyé une note à son homologue sud-coréen pour l'informer de son désir de se rendre à Séoul pour y négocier personnellement avec les autorités. Cette requête était émise, vendredi, par le gouvernement de Corée du Sud. — (Reuters, A.F.P.)

#### (Suite de la première page.)

Cela pose comme allant de soi, les évènements en cours : « Dans l'esprit de cet espoir, on devrait s'attendre à la levée de l'état de guerre ; au rétablissement de toutes les libertés civiles ; à la libération des prisonniers condamnés par suite de l'instauration de l'état de guerre ; à l'annulation des actes considérés par la loi, au regard de l'état de guerre, comme transgressant l'ordre juridique, et à la restitution, de leur poste de travail aux personnes licenciées en raison de leurs convictions ».

Après avoir, d'une manière pour les autorités, appelé à une « responsabilité pour la paix commune afin de surmonter » pour sa paix intérieure (...) — les différentes crises du pays », l'épiscopat insiste, toujours comme si cela allait sans dire mais mieux encore en le disant, sur le plein libre qu'il devrait entourer la vie.

« Les évènements » est-il écrit, expriment la conviction que (...) toutes les fidèles désirent participer aux rencontres avec le Saint-Père pour le faire, non seulement sans obstacle, mais aussi dans des conditions dignes d'un événement si important. Nous nous attendons donc à ce que les autorités administratives, les entreprises et les écoles permettent à leurs employés ainsi qu'aux jeunes et aux enfants de participer (...) à toutes les rencontres avec le chef de l'Eglise. L'épiscopat, c'est bien naturel, invite enfin les fidèles à participer « dans la plus grande mesure possible » aux cérémonies que présidera le pape.

#### Le refus du pouvoir

Pas plus que le succès des dernières manifestations organisées par Solidarité, cette prise de position de l'épiscopat n'ébranle le refus d'ouverture du pouvoir. Mercredi, le porte-parole du gouvernement avait déjà, faisant état de la demande de Jean-Paul II, déclaré que les autorités n'envisageaient pas d'annuler pour l'instant. Il serait malheureusement surprenant qu'elles changent maintenant d'attitude. Le moins qu'on puisse dire pourtant est qu'elles se retrouvent aujourd'hui, de la lettre pontificale au communiqué épiscopal en passant par les manifestations syndicales, dans une situation politique autrement moins confortable que celle qu'elles ont connue au novembre à début avril.

Durant cette période, celle de la négociation de la vieste pontificale entre l'Eglise et l'Etat, le primate, condamnant fermement toute manifestation, avait nettement pris ses distances, non seulement avec la clandestinité, mais aussi avec M. Walesa et Solidarité avait subi un échec en appelant à une grève le 10 novembre. Depuis, le pouvoir a

essuyé le défi de la rencontre secrète entre M. Walesa et les dirigeants clandestins du syndicat ; le primate, qui a reçu le 17 avril le président de Solidarité, s'est gardé de condamner les appels aux manifestations du 1er mai, et ses homologues se font rétrograder, depuis, trois semaines, plus critiques envers le pouvoir.

On dit maintenant que l'épiscopat pourrait bientôt presser, plus explicitement encore, les autorités de ouvrir un dialogue véritable. Les oppositions, reconnues (l'Eglise), à peine tolérées (M. Walesa) ou pourchassées (la clandestinité), font ainsi converger, chacune de leur place, les pressions sur le pouvoir. Tout cela n'est certainement pas étranger à la violente intrusion mardi (le Monde du 6 mai) de « voyous » inconnus dans l'Eglise Saint-Martin de Varsovie, dont le recteur est un ami personnel du primate.

La partie se joue, et ses arrières-pensées, faits d'audaces et de prudence, s'entremêlent, modifiant la perspective de la vieste pontificale. Jean-Paul II n'aura plus, en effet, en s'adressant à ses compatriotes, à lever l'ambiguïté initiale : il n'aura à parler à tous que de pardon et de concorde.

BERNARD GUETTA.

### Union soviétique

#### M. TCHERNENKO SOUFFRE D'UNE PNEUMONIE

Moscou (A.F.P.). — M. Constantin Tchernenko, qui passe pour être le rival numéro un de M. Youri Andropov, secrétaire général du P.C.U.S., a une pneumonie, ont annoncé jeudi 5 mai ses services, confirmant ainsi les informations données antérieurement de sources soviétiques sur l'état de santé du septuagénaire. Il y a neuf jours, en réponse à des demandes semblables de renseignements, il avait été répondu que M. Tchernenko avait été « légèrement enrhumé », et qu'il se remettrait. Il avait été ajouté qu'il reprendrait prochainement ses activités. M. Tchernenko n'a plus été vu en public depuis plus d'un mois. Il a été notamment absent à quatre cérémonies importantes, ce qui a donné lieu à des spéculations quant à sa situation. Il n'a pas assisté aux cérémonies du 1er mai, sur la place Rouge. Néanmoins, son portrait figurait avec celui des autres membres du bureau politique. Il était aussi absent lors du voyage à Moscou de M. Honecker, le dirigeant communiste allemand, mais il continue de signer les nécrologues, avec d'autres membres du bureau politique.

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél : 326 51-09

Les auto  
initiatives



مکان العمل



## EUROPE

Hongrie

### Les autorités commencent à s'inquiéter des initiatives des intellectuels contestataires

Singulier à l'Est, à la fois par ses succès économiques et la souplesse dont y bénéficient les intellectuels contestataires, la Hongrie paraît, aujourd'hui, amorcer un durcissement à l'égard de ses opposants. On est encore très loin de la brutalité de la répression en Roumanie et en Tchécoslovaquie, et plus loin encore des constantes vagues d'arrestations dans la Pologne de l'état de guerre. Pour la première fois depuis 1975, six intellectuels de Budapest sont aujourd'hui inculpés de violation des lois sur la presse : ils risquent à ce titre d'être déferés devant les tribunaux pour simple délit d'opinion.

M. Gabor Demeszy, le plus menacé, et M. Jenő Nagy sont les responsables de la maison d'éditions « indépendante ». AB, qui publie, depuis un an surtout, des ouvrages refusés par les firmes officielles ou édités à l'étranger. Deux autres, MM. Miklós Haraszti et Ferenc Kosszeg, comptent parmi les animateurs de la revue samizdat *Beszélő* (le Parleur), qui est devenue depuis plusieurs mois une tribune de discussion de l'opposition. Le cinquième, M. Laszlo Rajk, fils d'un ancien ministre de l'intérieur exécuté en 1948 après un procès forgé de toutes pièces, tenait dans son appartement, jusqu'à ce qu'elle soit récemment fermée par les autorités, une « boutique » où chacun pouvait, une fois par semaine, venir lire ou se procurer les textes diffusés clandestinement. La sixième enfin, M<sup>me</sup> Otília Solt, est membre du mouvement Szeta, qui assure une assistance financière aux couches les plus déshéritées de la société. Créé par l'opposition, le mouvement a rapidement vu s'étendre son rayonnement à des milieux beaucoup plus larges.

Il s'agit donc là d'une offensive en règle qui, pour demeurer modérée, n'en marque pas moins un tournant notable dont l'origine semble triple. Première raison : la question des minorités hongroises de la Transylvanie roumaine et de Tchécoslovaquie. Brimés dans leurs droits nationaux en Tchécoslovaquie, en butte à de dures discriminations en Roumanie, ces minorités bénéficient dans la population hongroise d'une sympathie marquée qu'expliquent à la fois la renaissance, en ce moment très vive dans l'ensemble de l'Europe de l'Est, des sentiments nationaux et l'hostilité qu'éprouvent les Hongrois vis-à-vis des régimes très répressifs de MM. Husak et Ceausescu.

#### La tension avec Bucarest

Particulièrement embarrassante pour les autorités hongroises, cette situation crée depuis plusieurs années une tension latente entre Budapest et Bucarest, qui, par presse interposée, en sont déjà arrivées à plusieurs reprises à des polémiques publiques. Laisant s'exprimer à intervalles réguliers mais toujours dans des limites très contrôlées les sentiments de sa population sur le sort de la minorité de Transylvanie, y faisant parfois lui-même allusion en termes voilés, M. Kadar a cependant voulu et se voir éviter que ses relations avec la Roumanie ne s'enveniment trop.

En donnant son feu vert à l'offensive contre une opposition qui s'était faite le plus actif défenseur en Hongrie des minorités de Roumanie et de Tchécoslovaquie, il est certain, dans ces conditions, que le premier

secrétaire hongrois a souhaité ne pas laisser penser à Prague et à Bucarest que qui ne dit mot consent.

Deux événements presque simultanés semblent à cet égard avoir été décisifs : l'ouverture, le 31 janvier à Bratislava, du procès d'un géologue, M. Miklós Dury, poursuivi pour avoir diffusé des informations sur le sort de la minorité hongroise de Tchécoslovaquie, et l'interpellation, début novembre en Transylvanie, de plusieurs intellectuels d'origine hongroise accusés d'être les animateurs d'une revue samizdat, *Ellenpontok* (Contrepoints), qui a déjà publié huit numéros depuis sa création au printemps 1981. Dans les deux cas, les services de sécurité roumains et tchécoslovaques ont cru pouvoir conclure que ces personnalités avaient bénéficié de soutiens en Hongrie même, et des représentations avaient en conséquence été faites à Budapest par Prague et Bucarest (1).

#### L'ère de l'austérité

Deuxième raison : l'arrivée au pouvoir de M. Andropov à Moscou. On ne dispose évidemment pas là d'indications précises, mais il est hautement probable que s'est accrue, du seul fait de l'accession au poste de premier secrétaire du P.C. de l'ancien patron du K.G.B., l'influence, dans le pays, des idées, des services de sécurité des démocraties populaires qui entretiennent des relations horizontales directes avec ceux de l'Union soviétique. Dans la mesure où les services hongrois réclamaient depuis longtemps mais en vain qu'on les laissât sévir contre l'opposition, cette évolution, même minime, des équilibres internes dans l'équipe dirigeante a joué son rôle.

Troisième raison, sans doute la plus importante : les difficultés de plus en plus grandes de l'économie hongroise. Aussi longtemps que le consensus que la politique de M. Kadar avait permis depuis la fin des années 60 était conforté par une constante progression du niveau de vie, les activités oppositionnelles pouvaient être tolérées sans aucun danger par un régime dont l'image de marque bénéficiait de surcroît de cette peu coûteuse souplesse.

#### Un projet réformiste non subversif

Aujourd'hui, les temps ont changé — même si les Hongrois continuent à pouvoir se procurer, sans queues et sans peines, tous les produits alimentaires et à peu près tous les biens de consommation, à l'exception... des logements.

Dans ces conditions, les autorités, très soucieuses de prévenir un mécontentement social ouvert, ont laissé se développer — le suscitant même parfois — un très large débat sur la situation économique, les remèdes à trouver, les réformes à introduire. Il est, en ce moment, possible en Hongrie de formuler librement et sans aucun danger les propositions les plus audacieuses. Deux seules limites sont posées à la discussion : le respect de l'organisation politique du régime et, par conséquent, l'interdit implicite de passer des propositions individuelles à l'élaboration d'un programme soutenu par un courant ou un groupe organisé.

Ce tabou, la revue oppositionnelle *Beszélő* l'a violé en publiant, à la mi-

mars, un ensemble de propositions de réformes très long et articulé, un programme, donc, qui, pour s'inscrire, sans jamais le remettre en cause, dans le cadre du régime, n'en est pas moins particulièrement audacieux (2).

Il s'agit d'une démarche réformiste et non subversive qui, dans son essence au moins, est assez comparable à celle qui présidait aux débuts de Solidarité. La différence est, évidemment, que contrairement à ce qui s'était passé en Pologne, la démarche n'est pas appuyée par un syndicat de dix millions de membres, mais incarnée par un petit groupe d'intellectuels. Cela lui donne, d'un côté, un caractère beaucoup moins inquiétant pour les autorités, mais limite, tout aussi évidemment, de l'autre, l'écho qu'elle rencontrera.

Premier point du programme présenté par *Beszélő* : la publicité des propositions de réformes et des données sur la situation économique. A cet effet, l'Assemblée nationale adopterait une loi définissant les sujets sur lesquels (et dans quelles conditions) le gouvernement devrait informer la population. Une fois par semestre, « ou moins », des renseignements « démaillés, comparables et intelligibles » seraient ainsi publiés, et l'opinion devrait être mise au courant de tout événement important nécessitant des mesures de gestion économique exceptionnelles.

Parallèlement, le gouvernement devrait s'adjoindre un « comité consultatif d'experts indépendants », élu pour moitié par les institutions scientifiques et les unions professionnelles, et chargé d'évaluer « trois ou quatre fois par an » la situation économique. Les avis de ce comité, ainsi que les études faites par les commissions de réforme créées par les autorités, seraient publiés par voie de presse afin que puissent en débattre « non seulement les individus, mais aussi des groupements d'opinion informels » — qui n'existent évidemment pas aujourd'hui.

#### Transparence de l'Etat

Transparence de l'Etat, comité d'experts indépendants, valorisation de l'opinion publique et revalorisation (sous-entendu par rapport au parti) du rôle du gouvernement et de la représentation nationale : le parallèle est déjà frappant avec les idées développées en Pologne depuis août 1980. Beaucoup plus qu'à un phénomène d'« importation » — les propositions de *Beszélő* sont extrêmement précises et graduées, — cela tient au fait que les mêmes problèmes — et les mêmes contraintes — appellent des propositions au moins similaires.

Traitant ensuite des conditions dans lesquelles devraient être définies les sacrifices à imposer aux différents groupes sociaux, *Beszélő* en vient à proposer que chacun d'eux puisse choisir entre plusieurs formules et puisse donc faire entendre sa voix grâce à une « indispensable réforme du système de défense des intérêts ». De quelle nature ? Non pas une reconnaissance d'un syndicalisme indépendant — la Pologne est toujours sous état de guerre, — mais un « renouvellement de la hiérarchie syndicale » au niveau des entreprises, assurant sa représentativité et sa totale liberté par rapport à la hiérarchie supérieure qui restera, elle (c'est sous-entendu), dépendante du parti. Là encore, l'Assemblée nationale — revalorisation de son rôle — aurait à légiférer en donnant notamment une existence juridique à des « formes légales de pression, y compris la grève », qui

n'est actuellement ni autorisée ni interdite.

En troisième lieu, il faudrait « rapprocher les institutions politiques des principes de l'Etat de droit » en diminuant le poids des décrets et des règlements au profit de « l'œuvre législative de l'Assemblée nationale » ; en permettant aux différents groupes sociaux de désigner eux-mêmes leurs candidats aux élections au lieu qu'ils le soient par la direction du parti ; en accroissant le poids et l'indépendance du pouvoir judiciaire ; en modifiant et en renforçant enfin la législation protégeant les libertés individuelles.

« Tous ces buts, est-il dit en conclusion, peuvent être approchés sans qu'il soit touché aux institutions fondamentales du système. » C'est exact si l'on entend par là le maintien d'un parti unique, dont le rôle essentiel ne semblerait plus que de veiller à la pérennité des intérêts géopolitiques de l'U.R.S.S. C'est faux dès lors que le maintien des institutions du système considérées comme fondamentales continue de passer par le pouvoir sans contrepouvoirs d'une caste dirigeante. C'est faux surtout si l'on pense à la réponse qu'a suscitée en Pologne cette démarche.

Si elle est pourtant suivie aujourd'hui en Hongrie, c'est sans doute que, couverts et contre tout, elle demeure la seule permettant d'espérer une évolution que commande la raison : que réclame une soif démocratique et qu'impose — l'absence de la peur — la stabilité de l'Europe, qui ne pourra être éternellement fondée sur le silence d'une moitié d'elle-même.

B. G.

(1) Et fin de compte, le procès de M. Dury a été ajourné, et le 24 février l'accusé a été mis en liberté provisoire et autorisé à reprendre son travail.

(2) Dont le texte intégral est publié par la revue *Alternativa* dans son double numéro qui paraîtra fin mai.

SIMEP

bp 1214  
69611 Villeurbanne  
Cedex.

UN

EDITEUR

MEDICAL

S'ADRESSE

AU GRAND

PUBLIC

Collection

HANDICAPS & RÉADAPTATION

Collection

BIOLOGIE & PSYCHOLOGIE

Dès maintenant  
la solution pour vos  
VACANCES 83  
c'est

PARIS TOURS  
en  
TUNISIE

Le cœur de  
la Méditerranée

• CIRCUIT

• VILLAGE DE

VACANCES

• HOTEL

800 F

680 F

760 F

Demandez notre brochure à

PARIS TOURS

14, rue d'Amboise - 75002 Paris - Tél. : (1) 266.45.74

## SALON DES VINS

Devenez  
connaissseur.



POUR BIEN  
CONNAITRE LE VIN.

FOIRE  
DE PARIS

30 AVRIL  
12 MAI 83

PORTE DE VERSAILLES  
10 H - 19 H Nocturnes mardi et  
vendredi jusqu'à 22 H 30.

Entrez à l'Ecole du Vin... Des animations  
quotidiennes feront de vous un fin connaisseur : cours  
gratuits de dégustation, conseils du maître de chai, tests  
d'arômes, conférences, Librairie du Vin...  
Découvrez les vins primés au Concours de  
Qualité et un large choix de tous les crus, des vins de  
pays aux plus grands millésimes. Toutes les régions de  
France sont au rendez-vous.  
Consultez le guide de visite gratuit réalisé à votre  
intention, pour vous aider à sélectionner vos vins. Avec la  
brochure de la « Route des Vins », participez au  
jeu-concours de la Cave Idéale.  
Le Salon des Vins, une occasion unique de tout voir  
et de tout savoir pour constituer ou compléter votre cave.

ECOLE SUPERIEURE  
DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

AVENIR ASSURE

secrétariat de direction

secrétariat médical

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83. M<sup>rs</sup> : Liège - Europe - St-Lazare

TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

Je suis  
épileptique  
... et alors !

VIVRE

L'EPILEPSIE

M. Beussart

J. Beussart - Delaye

Collection

HANDICAPS & RÉADAPTATION

En livraison spécialisée par correspondance : SIMEP, bp 1214, 69611 Villeurbanne Cedex.

SI VOUS  
MESUREZ

1 m 80

OU PLUS

(jusqu'à 2 m 10)

SI VOUS

ÊTES

MINCE

OU FORT

JOHN RAPAL

Spécialiste prêt-à-porter

grandes tailles.

40, Av. de la République

75011 Paris

Tél. 315.66.00

Ouvert du lundi au

samedi de 9h 30 à 19h

Métro Parmentier

Parking gratuit.

Catalogue gratuit

sur demande



## AFRIQUE

### Maroc

#### Les élections municipales sont fixées au 10 juin

Rabat (A.F.P., Reuter, U.P.I.). - Les autorités ont annoncé, jeudi 5 mai à Rabat, que les élections des conseils municipaux et communaux auraient lieu le 10 juin. En même temps, le ministre de l'intérieur, M. Driss Bassi, a présenté deux projets de loi au conseil des gouvernements réunis à Fès, mercredi, en présence du roi Hassan II. Le premier concerne les prochaines élections législatives prévues pour cette année, le mandat des députés marocains ayant été prorogé de deux ans en mai 1981 et venant à échéance le 13 octobre prochain. Le second crée de nouveaux cercles (sous-préfectures) et communes rurales et urbaines et fixe le nombre des circonscriptions électorales de chaque commune.

Le ramadan commençant le 12 juin, les élections législatives pourraient se tenir dans le courant du mois d'août, avant les IX<sup>es</sup> Jeux méditerranéens prévus pour la fin de l'été.

On a appris également jeudi, à Rabat, que vingt-deux militants de l'Union socialiste de force populaire (U.S.F.P.), et de la Confédération démocratique du travail, centrale syndicale proche de l'U.S.F.P., arrêtés et condamnés à la suite des émeutes du 20 juin 1981 à Casablanca, avaient été graciés par le roi Hassan II. Cependant, les princi-

aux accusés du procès prévu et constamment renvoyé depuis 1981, M. Noubir Amzoui, secrétaire général de la C.D.T., et M. Mohamed Karchaoui, rédacteur en chef du journal socialiste *Al Moharrir*, suspendu depuis les événements de Casablanca, n'ont pas bénéficié de la grâce royale. On a précisé, de source officielle, que les condamnés de la C.D.T. ont été graciés pour leur permission de participer aux prochaines élections municipales.

L'annonce de la date des élections municipales a mis fin, partiellement, à une longue période d'attente et de rumeurs. Le gouvernement marocain a attendu le dernier moment pour fixer la date de cette consultation tout en maintenant encore l'incertitude sur celle des législatives. L'opposition socialiste, dont la presse est toujours suspendue et qui attend toujours la libération des détenus politiques emprisonnés avant 1981, annonçait à la fin de la semaine si elle participera ou non aux élections municipales.

Enfin, un nouveau parti politique, l'Organisation de l'union démocratique et populaire, regroupant des étudiants proches du Mouvement du 23 mars (en souvenir des émeutes de 1965 à Casablanca), a été autorisé. Il sera dirigé par M. Mohamed Bensaid, ancien exilé politique de retour au Maroc depuis 1981.

### Malawi

#### Le chef de l'opposition et sa femme sont condamnés à mort

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Le tribunal coutumier de Blantyre, principale ville du Malawi, a condamné à mort, jeudi 5 mai, le plus connu des opposants au régime, M. Onon Chirwa, et son épouse. Ils étaient accusés de « trahison », de « tentative de renversement du gouvernement par la force » et de « complot en vue d'assassiner le président à vie Kamuzu Banda ». Tous deux avaient plaidé non coupables.

Ancien ministre de la Justice, M. Chirwa avait quitté le Malawi en 1964, peu après l'indépendance, et obtenu l'asile politique en Tanzanie. En 1977, il fonda un parti d'opposition, le Mouvement pour la liberté du Malawi (Mafrimo), dont il assumait depuis lors la présidence. Le couple Chirwa et leur fils furent arrêtés en décembre 1981 dans des conditions mystérieuses et quelque peu rocambolesques. Ils affirmèrent avoir été kidnappés par la police secrète malawite en territoire zambien. Les autorités de Lilongwe assurent, au contraire, que l'arrestation eut lieu au Malawi.

Il semble que M. Chirwa, âgé de soixante-quatre ans et fatigué d'un long exil, souhaitait rentrer légalement dans son pays et entretenait à cet effet des contacts avec la police malawite. Il avait même écrit au président Banda à ce sujet. Sans

doute a-t-il été dupé ou attiré dans un piège. Pendant leur procès, qui dura sept mois, les Chirwa, tous deux brillants juristes, se sont défendus pied à pied, en dénonçant notamment des faux grossiers.

Les accusés ont trente jours pour faire appel. Leur procès a été entouré d'une grande publicité à Blantyre. Des haut-parleurs diffusaient les débats à l'extérieur du tribunal et la presse reproduisait fidèlement les comptes rendus d'audience. A l'évidence, le pouvoir entendait faire un exemple. On s'attendait pourtant que les Chirwa bénéficient d'une grâce présidentielle.

Fin mars, un autre adversaire du régime en exil, M. Attali Mpakati, fut assassiné à Harare (Zimbabwe) (le Monde du 5 avril). Président de la Ligue socialiste du Malawi (Lesoma), il résidait à Maputo, au Mozambique, où il tentait d'organiser l'opposition de gauche. Le gouvernement malawite a nié, sans vraiment convaincre, être impliqué dans ce meurtre. L'assassinat d'Harare comme l'enlèvement de Chirwa mettent en lumière les méthodes peu glorieuses dont usent les services secrets malawites pour préserver l'autorité sans partage d'un autocrate octogénaire.

J.-P. LANGELLIER.

**CHINE** 18 jours Paris-Paris à partir de 15980 F

dont **1750 F** en devises

**nouvelles frontières** nous lutons pour le droit au voyage

74, rue de la Fédération 75015 Paris 273 25 25  
7, place Clément 67000 Strasbourg 22 17 12

## DIPLOMATIE

### LA FIN DES ENTRETIENS DE M. MITTERRAND A PÉKIN

#### Français et Chinois sont parvenus à une meilleure compréhension sur le Cambodge

De nos envoyés spéciaux

Après une journée de tour-isme à Xian, M. François Mitterrand est arrivé vendredi 5 mai à Nanjing, où il doit prononcer samedi matin un discours à l'université. Il se rendra ensuite à Shanghai pour une escale de quelques heures avant de regagner Paris, où il est attendu dimanche matin.

A la fin de ses entretiens politiques, le président de la République avait tenu jeudi à Pékin une conférence de presse, avant d'offrir dans la soirée un banquet à l'ambassade de France, en l'honneur du premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang.

Pékin. - Commencé avec sobriété, voire appréhension, le séjour de M. Mitterrand à Pékin s'est terminé dans une atmosphère très chaleureuse. Il régnait, jeudi soir 5 mai, dans les salons de l'ambassade de France, lors du banquet qui a rassemblé de nombreux ministres, des écrivains célèbres, des représentants du monde des affaires, des sciences sociales et des arts, une atmosphère de grande sympathie rappelant les plus beaux jours de l'amitié franco-chinoise.

Il avait suffi, en fait, que M. Mitterrand, au soir de son arrivée, expose avec franchise les positions de la France dans une allocution d'une durée inhabituelle sur le sujet le plus épineux des relations bilatérales - le Cambodge - pour que le défilé se produise. Les Chinois ne s'y sont pas trompés. Ils ont apprécié cette façon directe de vouloir dissiper les malentendus et y ont répondu par une égale disponibilité.

Jeudi soir, c'est avec « grand plaisir », que M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, a accepté l'invitation de M. Mitterrand à se rendre en France. Il a déclaré que la visite du président de la République avait été « réussie et fructueuse » et a félicité « chaleureusement » celui-ci pour sa contribution à ce succès.

M. Mitterrand a, pour sa part, précédé l'événement en lançant une invitation au futur président de la République que se désignera la Chine le mois prochain (l'Assemblée nationale s'est réunie pour le 6 juin). Il a souhaité que le vingtième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques en 1984 donne lieu à une célébration commune.

Sur le plan politique, la meilleure compréhension des points de vue a été particulièrement perceptible sur l'affaire du Cambodge. A ce sujet, M. Mitterrand a estimé : « Les dirigeants chinois et nous-mêmes sommes d'accord sur l'analyse et sur l'objectif ; s'il y a divergence, elle est sur les moyens ». D'accord pour condamner l'agression dont a été victime le Cambodge, les deux parties demandent le départ des troupes viet-

namiennes et se prononcent pour un statut de neutralité de ce pays et le libre choix de ses institutions par le peuple cambodgien. La France, en revanche, contrairement à la Chine, ne reconnaît pas le gouvernement de coalition ant-vietnamien dirigé par le prince Sihanouk, en raison de la présence en son sein de représentants des Khmers rouges, dont M. Mitterrand a dénoncé le comportement « sanguinaire et inexcusable ». Mais cette différence d'appréciation n'est pas jugée essentielle par le président de la République.

Tenant compte de la « situation de fait » qui existe, a ajouté le chef de l'Etat français, « la France n'entend pas se substituer au peuple cambodgien pour choisir », même si elle considère qu'il est de son devoir de s'inquiéter du « retour éventuel à des méthodes condamnables ». Les Chinois, selon M. Mitterrand, expriment clairement, eux aussi, le souhait que « l'on ne revienne plus » à l'état

par la société Framatome de l'équipement - au total quatre réacteurs de 500 mégawatts chacun - de la partie nucléaire de deux centrales que la Chine souhaite construire, la première dans la province de Canton, à 70 kilomètres à l'est de Hongkong, la seconde dans le Jiangsu. Un transfert de technologie est également prévu. Ce « contrat » porterait sur plusieurs dizaines de milliards de francs. Diverses inconnues, notamment de nature financière, planent encore, toutefois, sur cette transaction.

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, et M. Xia Wen-qing, ministre par intérim de la radio et de la télévision - le titulaire de ce département est actuellement hospitalisé - ont signé, de leur côté, un protocole prévoyant la fourniture d'équipement technique et de matériel pédagogique, pour un montant d'environ 200 millions de francs, afin de faciliter l'introduction à la télévision chinoise de cours de français. Compte tenu du délai nécessaire à la préparation des programmes, ces cours ne commenceront pas avant octobre 1984.

Le dossier des cas humanitaires ne pouvait pas se passer d'être abordé. Comme on lui demandait si les dirigeants chinois lui avaient donné des « nouvelles » de Li Shuang, la jeune artiste peintre, fiancée à un agent diplomatique français, laquelle purge depuis septembre 1981 une peine de détention dans un « camp de rééducation », M. Mitterrand a répondu qu'il avait eu « des nouvelles de nombreuses personnes, qui, par un geste des autorités chinoises, ont été libérées ou rendues à la France ». Il s'est cependant refusé à « faire état d'aucun cas particulier » publiquement, expliquant qu'il n'entendait pas dans ses conversations avec les dirigeants chinois élever de « polémiques inopportunes ». Mais il ne peut faire de doute, connaissant l'attachement du président de la République aux libertés individuelles en quelque lieu que ce soit, que ce sujet a été abordé dans son ensemble.

JEAN-YVES LHOMEAU

et MANUEL LUCBERT.

### AU MUSÉE DE XIAN

(De notre envoyé spécial.)

Xian. - M. François Mitterrand et les cinq ministres qui l'accompagnent dans son voyage en Chine ont visité, vendredi 6 mai, le site archéologique du tombeau de l'empereur Qin Shi Huangdi, près de Xian, capitale de la province du Shaanxi, au cœur de la Chine du Nord.

Les statues de six mille guerriers et de chevaux grandeur nature, réplique de la garde de l'empereur fondateur de la Chine, ont été découvertes par des paysans, pratiquement par hasard, en 1974.

M. Mitterrand a parcouru le musée, où ces centaines de statues de terre cuite - généraux, cavaliers, fantassins, archers - ont été mises au jour et restaurées. Les fouilles se poursuivront, et l'on peut voir, le long des fossés - véritable armée des ombres - des corps sans tête, des bras perdus, qui émergent de la terre, mais des hommes aspirés par les sables mouvants.

Au cours de cette visite, un bref incident a opposé un policier français, chargé de la sécurité de M. Mitterrand, à un cameraman et à des photographes chinois. Le policier, cherchant à empêcher le cameraman de filmer le chef de l'Etat, a provoqué une vive bouillonnante qui a cessé par la suite, quelques minutes après les accompagnateurs chinois. - J.-Y.L.

### LES ETATS-UNIS AURAIENT REÇU DES PRECISIONS SUR LES PROPOSITIONS DE M. ANDROPOV

Washington (A.F.P.). - Les nouvelles propositions soviétiques sur les armes nucléaires ont fait l'objet jeudi 5 mai d'un échange de vues entre l'ambassadeur de l'U.R.S.S. aux Etats-Unis, M. Anatoli Dobrynine, et M. Kenneth Dam, secrétaire d'Etat adjoint. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée à la demande de l'ambassadeur soviétique, M. Dobrynine a fourni un numéro deux du département d'Etat certaines précisions sur les propositions faites mardi soir à Moscou par M. Andropov.

Le président Ronald Reagan s'était déclaré encouragé mercredi par la proposition soviétique de prendre en compte les ogives nucléaires dans les négociations de Genève sur les armes nucléaires. Washington refuse cependant la prise en compte des arsenaux nucléaires français et britanniques dans les négociations de Genève qui reprendront le 17 mai.



(Dessin de FLANTU.)

de choses de naguère. A son avis, l'objectif des deux pays est donc le même. Convergence aussi quant au rôle que devrait jouer, à l'avenir, Norodom Sihanouk. L'ancien roi du Cambodge, qui se désignera la Chine comme « l'homme capable de réaliser la synthèse des forces contradictoires ». Formule dont M. Mitterrand n'a pas précisé si elle lui était propre ou si elle était le fait de ses interlocuteurs.

### Défense

#### et relations Est-Ouest

La France ne s'estime pas pour autant être en mesure de jouer un rôle de « médiateur » malgré les bonnes relations qu'elle entretient avec le Vietnam, la Chine et le prince Sihanouk. Mais si elle peut être « utile », elle ne refusera pas son concours aux efforts en vue d'un règlement, sous réserve que soient respectées les conditions « de bon sens » auxquelles elle tient, sur la souveraineté du Cambodge, l'évacuation des forces étrangères, le choix des dirigeants par le suffrage universel.

### A VOIR

#### Le messager de Pékin

Soirée chinoise, dimanche 8 mai, sur Antenne 2 (1). Une promenade d'abord sur l'une des étapes de la route de la soie, avec participation de Claude Huet et de Philippe Collin, « Désirs des arts », construite aux traces et statues de Dun Huang.

Admirable, mais les personnages des Wei, des Tang et des Song ne sont plus tout à fait une découverte pour ceux qui ont visité l'exposition ouverte il y a quelques temps au Musée du Jardin des plantes (le Monde du 8 février), à laquelle l'émission emprunte d'ailleurs une large partie de son illustration.

Plus originale est la tentative de François-Marie Ribadeau, qui nous fait passer une petite heure avec un artiste de l'Opéra de Pékin, venu tout droit de son Empire du Milieu et plongé pour la première fois dans le monde occidental. Quiconque a eu l'occasion de mesurer à quel point la musique traditionnelle chinoise peut être déconcertante pour les mélomanes d'une autre culture appréciera aussitôt les dangers de l'entreprise.

M. Shi Peifu - c'est le nom de ce « messager de Pékin » - a aujourd'hui une quarantaine d'années. Fils d'un universitaire, c'est un peu par hasard et beaucoup par goût qu'il est venu à l'opéra. Mais il y a été l'élève des plus grands maîtres, qui lui ont inculqué l'exigence extrême qu'impose, pour ceux qui le connaissent vraiment, la pratique de cet art. Aussi M. Shi Peifu se présente-t-il moins comme acteur ou chanteur - prétendant ne pas avoir les talents voulus - que comme livretiste.

Admettons que ce genre d'aventures intéresse principalement les amateurs avertis. D'autres y écopent, à travers ces rencontres, l'émotion d'un dialogue entre deux mondes.

ALAIN JACOB.

(1) « Le Messager de Pékin », à 21 h 40 ; « Désirs des arts », à 22 h 30.

**Découvrir la CHINE**

LIVRES ET REVUES EN FRANÇAIS ET EN CHINOIS

Catalogue sur demande

**Librairie LE PRENIX**

72, Bd de Sébastopol 75003 Paris 272 70 31

مكتبة الصين



Le Monde

# politique

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE A L'A.F.P.

## M. Mauroy : notre base est toujours là

Dans une interview diffusée le jeudi 5 mai par l'A.F.P., M. Pierre Mauroy n'affirme pas seulement qu'il n'acceptera aucune « dérive » de la politique économique fixée le 25 mars (le Monde du 6 mai). Le premier ministre commente aussi les conflits catégoriels qui s'expriment actuellement dans le pays.

A propos des concessions aux internes et chefs de clinique, il déclare : « Les propositions que j'ai faites, et qui portent sur l'organisation du corps hospitalier universitaire et sur la spécificité des U.E.R. de médecine, sont celles du gouvernement et engagent tous les ministres (...). Elles sont compatibles avec les projets préparés par le ministre de l'éducation nationale... ».

Il souligne qu'« à aucun moment il n'a été envisagé d'organiser les carrières hospitalo-universitaires en un corps unique cylindrique où tous avanceraient à l'ancienneté... ».

En ce qui concerne les U.E.R. médicales, j'ai indiqué que leur spécificité serait reconnue dans le projet de loi sur l'enseignement supérieur », ajoute-t-il. A ce sujet, il confirme que le débat sur ce projet en première lecture aura lieu à l'Assemblée nationale, comme prévu, le 24 mai.

A propos du mécontentement des paysans, M. Mauroy observe (...): « Le revenu des agriculteurs, après huit années de pertes, commentent à se redresser en 1981 avec notre arrivée au pouvoir. En 1982, nous avons même connu une année exceptionnelle, dit-il. Chacun comprend bien qu'un gouvernement de gauche ne peut toutefois rattraper en deux ans la perte accumulée pendant huit ans par des gouvernements de droite... ».

Le chef du gouvernement, interrogé sur le fonctionnement de la nouvelle équipe gouvernementale - et plus précisément sur le point de savoir si MM. Delors (ministre des affaires sociales, des finances et du budget), Bérégovoy (ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale) et Fabius (ministre de l'industrie et de la recherche) ne sont pas en fait de véritables vice-premiers ministres -, répond : « Il n'y a pas de vice-premiers ministres. Il y a des ministres qui ont des secteurs plus larges que d'autres et donc des responsabilités plus importantes. Mais est-ce que pour autant ils ont vocation pour trancher des problèmes qui concernent l'ensemble du gouvernement ? Non. Cette fonction-là est réservée au premier ministre, qui a un rôle d'arbitrage et a autorité pour s'exprimer sur l'ensemble des problèmes... ».

« Je tiens à ce que les ministres soient totalement responsables, déclare-t-il. Je suis attentif à ce que me substituent à tel ou tel ministre, à

jouer les matras-jacques... ». Il donne un exemple : « Lorsque Michel Rocard part à la négociation de Bruxelles, il en est responsable. Mon problème n'est pas de mener cette négociation à sa place. Je dois veiller à ce qu'il la mène dans un cadre compatible avec les autres orientations du gouvernement. C'est pourquoi j'ai été amené, comme c'est mon rôle, à arbitrer entre le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sur le taux de réduction des montants compensatoires à demander. C'est ainsi que le chiffre de 2 % a été fixé... ».

### Les « réflexions » de M. Poperen

M. Mauroy parle, en outre, des « réflexions » rendues publiques par le numéro deux du P.S., M. Jean Poperen (le Monde du 28 avril). Il souligne que ce document a été par fait présenté, à tort, comme un « brûlot » contre l'action du gouvernement. M. Poperen ayant notamment affirmé que la majorité voit son soutien populaire s'effriter, le premier ministre indique : « La préoccupation constante du gouvernement est d'épargner et d'améliorer la situation des classes sociales qui ont fait naître le socialisme et se sont identifiées à lui... ».

Il rappelle les mesures de justice sociale prises

depuis 1981 et les allègements du plan de rigueur en faveur des foyers modestes.

« Notre base est toujours là », assure-t-il, se référant au défilé unitaire du 1<sup>er</sup> mai et au voyage du président de la République, dans le Nord-Pas-de-Calais. « Il fallait voir ces employés de la Redoute réserver à « leur » président un accueil d'une qualité exceptionnelle, dit-il. De même celui des lycéens d'Arras, au l'ambiance de la réunion de la mairie de Lille. Les temps sont durs, on peut traiter les pieds au premier tour des municipales. Mais on se mobilise au second. Mais lorsque le président se déplace, on sent qu'il n'y a aucune tentation d'abandonner ce gouvernement. Ce sont des états d'âme... ».

A propos du prochain congrès du P.S., M. Mauroy souhaite qu'« un puissant courant majoritaire soutienne l'action du président de la République et du gouvernement... ».

Enfin, invité à commenter la baisse de sa cote de popularité dans les sondages, M. Mauroy déclare : « Je ne serais pas à ma place de premier ministre si j'inflechissais la politique que je crois nécessaire au pays à l'issue des sondages. Les Français n'ont pas les mesures de rigueur. Cette politique est néanmoins indispensable et ils en apprécieront, le moment venu, les résultats... ».

## M. Pons (R.P.R.) récuse la notion d'affrontement droite-gauche

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., commentant l'interview accordée par M. Mauroy à l'A.F.P., a estimé qu'il y avait une « contradiction flagrante » entre l'affirmation du premier ministre disant « notre base est toujours là » et le fait que « les élections et les sondages établis sur une longue période montrent que la popularité du président de la République et du premier ministre a baissé depuis septembre 1982 et que cette chute s'est considérablement accentuée depuis le plan de rigueur. A travers les sondages, le nombre des mécontents est en train d'atteindre 60 % », a ajouté M. Pons.

« Nous tenons à dire avec netteté, comme l'a souligné Jacques Chirac dans le Monde que nous souhaitons l'apaisement et que ce ne sont pas les manifestations de rue qui pourront permettre de réaliser un jour l'alternance démocratique... ».

Le secrétaire général du R.P.R. a récusé avec force la notion de « débat droite-gauche », car cela ne correspond à aucune réalité et parce que cela évoque un concept d'affrontement figé et bloqué. Cela laisse croire que les frontières qui délimitent ce qu'on appelle la droite

et ce qu'on appelle la gauche sont immuables, a-t-il dit. Il convient donc de parler du débat entre la majorité et l'opposition, car cela se réfère à la notion d'alternance et permet le débat démocratique. Cette conception va d'ailleurs dans le sens des propos tenus par le président de la République à Figeac en septembre 1982 et plus récemment dans le Pas-de-Calais et dans le Nord... ».

## M. Herzog (P.C.F.) : LE PLAN DELORS NE PEUT RÉSOUDRE LES PROBLÈMES.

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., explique, dans le numéro de mai des Cahiers du communisme, que « le récent plan de Jacques Delors n'est pas bon... ni ne peut résoudre les problèmes », mais qu'« il n'est qu'un moment de l'action de la majorité ».

Selon M. Herzog, « les hommes de l'opposition croient, à tort, pouvoir creuser une brèche. Ils supputent l'échec de ce plan, ajoutent-ils. Le C.N.F.F. avance ses exigences : plus d'austérité, plus de licenciements. A tort, pensons-nous, des hommes de gauche disent que la France est obligée d'aligner ses objectifs sur ce que permet la politique des grands pays capitalistes. Pour notre part, nous agissons pour la réussite de la politique de la gauche, qui ne saurait passer par un alignement... ».

M. Herzog écrit encore : « Nous savons parfaitement que la majorité de gauche traverse des heures difficiles. Mais nous savons aussi que c'est le temps des tempêtes. Le crise est une question de long terme (...). Après avoir fait un premier pas, la majorité de gauche doit savoir en accomplir un deuxième... ».

« Le parti social-démocrate (P.S.D.), que préside M. Max Lejeune, a estimé, jeudi 5 mai, que les dirigeants de la majorité ont « totalement échoué » et que leur bilan se traduit par un « désastre ».

LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

## Il ne saurait être question que le revenu des salariés soit amputé du fait du comportement des non-salariés

déclare le chef du gouvernement

M. Mauroy a demandé aux commissaires de la République des vingt-deux régions métropolitaines, réunis, jeudi matin 5 mai, à l'Hôtel Matignon, de « faire preuve de fermeté » dans le maintien de l'ordre public, sans porter atteinte aux « libertés essentielles ».

Évoquant « cette période de crise où les manifestations publiques sont plus nombreuses », le premier ministre a notamment déclaré : « Il faut tout faire pour préserver la liberté d'expression de chacun, mais celle-ci doit s'exercer dans le cadre légal. Nul ne peut s'arroger le droit de dégrader le domaine public, de saccager les biens privés ou de s'en prendre à l'intégrité des personnes... ».

Au cours de cette réunion, à laquelle participaient MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan, chaque préfet a rendu compte de la situation économique et sociale de sa région.

Le premier ministre s'est aussi adressé, jeudi après-midi, au ministre de l'intérieur, à tous les commissaires de la République des départements métropolitains. Il les a invités à se « mobiliser » pour assurer le succès de la politique économique du gouvernement. Il leur a notamment donné les directives suivantes :

« Un effort est demandé aux salariés. Il ne saurait être question que leur revenu soit amputé du fait du comportement de professions non salariées qui n'accepteraient pas d'accomplir un effort comparable... ».

« D'une manière générale, les engagements souscrits par les professions sur l'évolution de leurs prix en 1983 sont correctement respectés. Le taux des infractions relevées demeure faible (inférieur à 5 %, ce qui signifie que 95 % des contrôles ne révèlent pas de comportement délictueux). L'évolution des principaux postes de l'indice des prix correspond à la mise en application des augmentations qui ont été effectivement programmées... ».

« C'est pourquoi il est indispensable d'intervenir avec fermeté à l'égard des professionnels qui ne respecteraient pas leur engagement et qui par leur comportement compromettent l'effort consenti par l'immense majorité des Français (...). La réussite de la politique du gouvernement implique de votre part une action ferme et persévérante dans trois domaines. D'abord, l'explication. Il vous ap-

partient d'expliquer au plan local aux partenaires économiques et sociaux la cohérence de la politique menée en matière de lutte contre l'inflation et de manifester en toute circonstance la détermination des pouvoirs publics de tenir bon sur les 8 % en 1983. Il convient, par ailleurs, de dénoncer l'accusation sans fondements portée contre le gouvernement de chercher des boucs émissaires. Les mesures mises en œuvre visent uniquement à mettre en place des réglementations adaptées à la situation réelle de chaque profession et à refuser que quelques professionnels isolés se mettent à l'écart de l'effort collectif. L'effort qui vous est demandé doit également porter sur l'exploitation pratique des régimes de prix qui doivent être appliqués. Ceci afin d'éviter que la mauvaise volonté ou l'hostilité de tel ou tel professionnel ou syndicat ne place les consommateurs, les prestataires de services ou les chefs d'entreprise dans une situation difficile par le simple manque d'information... ».

Ensuite, le contrôle. Des contrôles, d'une ampleur exceptionnelle, ont été organisés depuis le blocage des prix de juin 1982. Ils ont nécessité que soit apportés aux services chargés traditionnellement de contrôler les prix la collaboration de nombreux autres services, et en particulier des services de la gendarmerie et de la police... ».

Cette mobilisation doit être poursuivie dans la phase actuelle. Le déséquilibre du rythme d'inflation des prix entre les deux semestres créera des tensions, voire des tentations, dans certains secteurs. Cela sera le cas à l'évidence, cet été. Pour toute cette période, les instructions vous demandent de décharger au maximum de leurs autres tâches les services responsables des prix demeurent valables. Il est indispensable que, conformément aux directives données à plusieurs reprises, des sanctions rapides et exemplaires interviennent chaque fois que nécessaire. En particulier, bien sûr, lorsque des infractions graves ou répétées auront été relevées. Des instructions ont été données par le garde des Sceaux afin que le traitement judiciaire de ces affaires soit rapide... ».

Dans le même esprit, je vous demande de ne pas hésiter à prendre les mesures de taxation individuelle

qui pourraient être nécessaires. Elles peuvent consister, le cas échéant, à ramener les prix au niveau de ceux en vigueur au moment du blocage de juin dernier pour une durée équivalente à celle de l'infraction dans les cas les plus graves. Ces sanctions doivent avoir un caractère exemplaire... ».

Les périodes de contrôles intensifs nécessitent un effort considérable de la part de nombreux agents de l'Etat. Il serait anormal et choquant qu'ils ne reçoivent pas des pouvoirs publics l'aide et la protection auxquelles ils ont droit... ».

Le retour à un rythme d'évolution des prix comparable à celui de nos concurrents suppose que l'ensemble des éléments de formation des prix et des tarifs soient en cohérence avec les objectifs généraux sur l'inflation... ».

Vous veillerez, en particulier à ce que les tarifs, droits, taxes, contributions de toute nature fixés par des collectivités ou autorités locales ne compromettent pas la réussite de la désinflation. Il est vrai que les besoins de financement liés à l'augmentation de la demande locale ou aux nécessités d'investissement sont parfois importants. Mais l'augmentation des prix au-delà des normes retenues pour les entreprises privées ne doit être que l'ultime solution une fois qu'ont été effectués tous les efforts nécessaires sur la définition et le montant des investissements comme sur la rigueur de la gestion (...). Indépendamment des incidences directes sur les prix, il ne serait pas acceptable que l'Etat et les collectivités locales n'accomplissent pas un effort comparable à celui qui est demandé aux travailleurs et aux professionnels. Je vous demande en particulier d'appeler l'attention des élus locaux sur leur responsabilité en cette matière... ».

M. Jacques Chaban-Delmas, député R.P.R. de la Gironde, a déclaré, jeudi 5 mai sur Antenne 2 : « Toute violence est à éviter. Il ne faut pas prêter l'affrontement de classes. Les gens qui descendent dans la rue ne le font pas pour leur plaisir. S'ils le font, c'est qu'ils ont été poussés à bout. Le gouvernement devrait prendre l'habitude de la censure et surtout d'une concertation qui soit préalable et qui ne soit pas un faux-semblant... ».

(Publicité)

Ayez toujours dans votre réfrigérateur un quart Kriter brut de brut. Un ami peut arriver, il aimera Kriter bien glacé.

**TONTON MARCEL FAIT LA GUERRE.**

**ON N'IMPORTE QUELLE GUERRE C'EST MOI QUI GAGNE BENIN!!!**

**N'OUBLIE JAMAIS ÇA!!!**

**PIE PIE PATRON PAS LA FOURCHETTE DANS LES YEUX!!!**

les romans (A SUIVRE)

TONTON MARCEL CAPITAINE D'INDUSTRIE PAR REGIS FRANCO. Casterman

**VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?**

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Liv. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRESENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

**DAUDÉ**

75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17<sup>e</sup>

227-86-34/763-34-17

**TONTON MARCEL EST TRES TOO MUCH.**

**VOYEZ-VOUS, BENIN... LA DROITE PRODUIT DES JEUNES BOURGEOIS PRÉTENTIAUX ET RASÉS DE PRÈS, QUI ONT PRIS TRES JEUNES L'HABITUDE DE FERMER LEUR GUEULE A TABLE... IL JOFFAIT DE TEMPS EN TEMPS DE LE LEUR RAPELER...**

**WEST-CE PAS ?**

**PATRON, VOUS FAITES UNE ANALYSE SUPER FINE**

les romans (A SUIVRE)

TONTON MARCEL CAPITAINE D'INDUSTRIE PAR REGIS FRANCO. Casterman

**Viens chez moi.**

Les magasins de la vie simple :

- Paris. 71, avenue des Ternes.
- Levallois Perret. Centre Gustave Eiffel.
- St Geneviève-des-Bois. ZAC de la Croix Blanche.
- Vitry-sur-Seine. 110, bd de Stalingrad.

Ouvert le dimanche.

Ouvert le dimanche.

Meubles prêts à monter, meubles prêts à emporter et accessoires de la maison.



## POLITIQUE

LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET L'ÉTAT

### Le Sénat fixe un délai de quatre ans à l'État pour rembourser aux départements les dépenses d'aide sociale

Le Sénat continue, jeudi 5 mai, l'examen de la proposition de loi de MM. Girod (Gauche dém., Aisne), Valade (R.P.R., Gironde), Séramy (Union centr., Seine-et-Marne), Madelin (Union centr., Ille-et-Vilaine), et Fourcade (R.L., Hauts-de-Seine), tendant à compléter la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

La discussion reprend à l'article 7, qui prévoit le recouvrement des sommes dues par l'État aux départements au titre de l'aide sociale (ce qui représente une somme avoisinant les 9 milliards de francs). Le texte initial prévoyait un délai de sept ans pour l'apurement de cette dette. Les membres du groupe de l'Union centriste proposaient trois ans, et la commission des affaires sociales quatre. Son rapporteur, M. Madelin, n'a pas manqué de rappeler que le groupe socialiste avait, dans le passé, proposé un remboursement en deux ans, et le groupe communiste un remboursement immédiat, et que M. Bonnet, alors ministre de l'intérieur, s'était engagé à y faire procéder en moins de quatre ans.

La réduction à quatre ans est décidée par le Sénat bien que M. Defferre, et M. Fourcade, au nom de la commission des finances, aient déclaré que les sénateurs socialistes et communistes s'y soient déclarés défavorables.

Malgré l'hostilité du gouvernement, les sénateurs décident que toute charge nouvelle incombant aux régions du fait de la modification par l'État, par voie réglementaire, des règles relatives à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage, sera compensée financièrement par l'État. La commission des finances insiste d'autant plus pour l'adoption de cette condition que l'application dans ce domaine de la loi du 7 janvier ne s'est pas, dit-elle, faite sans difficulté.

Après avoir approuvé la mise en place, dès 1984, d'un « indicateur des dépenses induites » constitué par le pourcentage moyen pour

l'année précédente, par catégorie de collectivité concernée, des dépenses non compensées (article 11), le Sénat aborde le chapitre relatif aux transports scolaires. Conformément à la préférence de la commission des affaires sociales, il est décidé que le département a compétence en la matière (et non la responsabilité), que leur organisation et leur prise en charge restent du domaine du conseil général, que les enfants prolongeant leur scolarité au-delà de l'âge légal peuvent en bénéficier et que la situation des enfants fréquentant des établissements situés en dehors de leur département de résidence peut faire l'objet de conventions particulières entre les collectivités concernées. En outre, à l'initiative du groupe centriste est introduit un amendement qui a pour but de faire bénéficier de ces dispositions, à égalité de droits, les élèves des enseignements public et privé.

Passant outre l'opposition du gouvernement qui initialement n'y était pas favorable, et de la commission des affaires sociales, M. Valade, qui entend donner aux régions compétence pour les aéroports (à l'exclusion de ceux dépendant de l'aéroport de Paris, de celui de Bâle-Mulhouse et des aéroports militaires), l'État conservant ses compétences en matière de sécurité, de droit de trafic, de couloirs aériens et de création de lignes.

L'article 14 modifié prévoit que la région est compétente pour créer, aménager et exploiter les ports fluviaux et les canaux d'accès à ceux-ci, les ports d'intérêt national ainsi que les voies navigables restant de la compétence de l'État.

Pour les ports maritimes, il est prévu que les ports civils de commerce et de pêche relèveront de la compétence du département ; les ports autonomes ou ceux d'intérêt national ou encore ceux contigus aux ports militaires, de l'État ; et ceux affectés exclusivement à la plaisance, de la commune.

Puis est adopté l'article 21, qui transfère de l'État aux régions les aides au renouvellement et à la modernisation de la flotte de pêche côtière et au département celles des-

linées aux travaux collectifs d'aménagement affectés aux cultures marines.

#### Un conseil départemental d'éducation

La création de conseils départementaux d'éducation suscite une large discussion : le gouvernement par la voix de M. Lemoine, secrétaire d'État aux DOM-TOM, juge que ce débat n'a pas sa place dans ce texte de décentralisation ; les élus communistes souhaitent qu'un tel conseil soit doté de pouvoirs de décision ; M. Sérusclat (P.S., Rhône), craint une politisation de ces conseils en raison de la représentation excessive des élus locaux en leur sein.

Le Sénat décide que ce conseil, qui sera présidé par un conseiller général, comprendra pour moitié, d'une part des représentants des collectivités locales, d'autre part des représentants des enseignants, des parents et des activités sociales et économiques. Ce conseil sera, par exemple, obligatoirement consulté sur l'organisation et le financement des transports scolaires, ou l'organisation des rythmes scolaires.

A l'article 24 (carte scolaire), le Sénat préfère aux amendements du gouvernement, du P.S. et du P.C., celui de la commission des affaires culturelles, qui stipule : « Les conseils municipaux fixent l'implantation des écoles et des classes élémentaires et maternelles. Les conseils généraux, après accord des conseils municipaux intéressés et consultation du représentant de l'État dans le département, décident de la création, de l'extension et des aménagements des collèges. Les conseils régionaux, après accord des conseils municipaux et des conseils généraux intéressés, et consultation du représentant de l'État dans la région, décident de la création, de l'extension et des aménagements des lycées et des établissements d'enseignement professionnel. L'État fixe, après consultation des collectivités territoriales intéressées, l'implantation et les aménagements des établissements d'enseignement supérieur. »

Pour la prise en charge des constructions scolaires par les collec-

tivités territoriales (art. 25), les sénateurs décident de limiter la décentralisation au seul domaine immobilier, à l'exclusion du fonctionnement — « poste très lourd représentant 30 milliards de francs », observe M. Séramy. En raison de la dégradation de ce patrimoine, ce sont les départements qui auront la charge de ces dépenses, seules les communes qui le voudront pourront y contribuer.

La proposition du gouvernement de créer au budget de l'État une dotation régionale d'équipement scolaire pour les lycées et établissements d'éducation spéciale est repoussée par 197 voix contre 104, au motif que les sénateurs jugent que le D.G.E. est un mauvais mécanisme de transfert.

Après un long débat, le Sénat s'en tient au texte initial de la proposition de loi pour régler la répartition des charges des écoles pré-élémentaires et élémentaires à fréquentation intercommunale (art. 27). Il est ainsi décidé que « lorsque des écoles, des classes élémentaires et maternelles reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans d'autres communes, ces derniers contribuent aux dépenses de fonctionnement exposées par la commune d'accueil au prorata des élèves scolarisés ».

Bien que le gouvernement y soit défavorable, les sénateurs décident que les maires « après avis du conseil municipal » et de l'autorité responsable de l'établissement pourront modifier les heures d'entrée et de sortie des écoles pré-élémentaires et élémentaires.

#### Action sociale et santé

Après avoir admis la possibilité de décentraliser des compétences du département au niveau de la commune en matière d'aide sociale (art. 32), et l'accroissement du conseil général de la compétence en matière d'attribution des prestations légales d'aide sociale relevant du département (art. 33), le Sénat suit le gouvernement, qui propose d'élargir les compétences de l'État pour l'aide en faveur des marginaux. La proposition de loi définit les « blocs » de compétence des collectivités territoriales. Les sénateurs prévoient qu'un état récapitulatif annuel des dépenses supportées par l'État dans le département sera présenté au conseil général pour permettre la comparaison avec l'exercice précédent.

Dans le domaine de la santé, les départements reprennent la responsabilité et le financement des services qui assurent la protection sanitaire de la famille et de l'enfance, la lutte contre les fléaux sociaux et la santé scolaire. Dans celui de la prévention sanitaire, les communes ont la faculté d'organiser et de financer les services de désinfection et les bureaux d'hygiène.

ANNE CHAUSSEBOURG.

**RECTIFICATIF.** — « *Mitterrandistes* » et « *rocardiens* ». L'omission d'un mot a dénaturé le sens du titre de l'article consacré aux débats au sein du parti socialiste, paru dans le *Monde* du vendredi 6 mai (page 32). Il fallait lire : *Les débats au sein du P.S. confirment les divergences entre « mitterrandistes » et « rocardiens », et non : (...) les divergences entre « mitterrandistes » et « rocardiens ».*

#### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Écoles  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER (par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 634 F 877 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces à l'impression.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Ne pas penser qu'aux délinquants !

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 5 mai, par 330 voix (P.S. et P.C.) contre 0, le projet de loi « renforçant la protection des victimes d'infractions » (le *Monde* du 6 mai 1983).

Des victimes d'infractions un peu moins victimes, mieux défendues dans le maquis judiciaire, assurées de toucher l'indemnité qui leur est légitimement due, qui ne pourront être d'accord avec un tel programme ? Le vote de la traduction législative aurait même pu donner lieu, à l'Assemblée, à un débordement de démagogie ; il n'en a rien été.

L'opposition, par la voix de M. Anbert (R.P.R., Alpes-Maritimes), a même jugé bon le projet de M. Badinter, se contentant de proposer quelques améliorations — dont certaines ont été acceptées par la majorité — sans s'accorder les effets faciles, sans faire les propositions inacceptables que se permettent souvent, maintenant, comme avant le 10 mai, ceux qui ne sont pas aux affaires. Et si les élus du R.P.R. et de l'U.D.F. n'ont pas voté le texte, c'est simplement qu'aucun d'entre eux n'était en séance au moment du vote. Mais dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Anbert expliqua par la suite qu'il avait mandat de son groupe pour approuver le projet du garde des sceaux.

L'U.D.F., il est vrai, a brillé par son absence tout au long du débat. Est-ce simplement pour ne pas entendre le ministre de la justice critiquer l'action de ceux qui l'ont précipité Place Vendôme, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing ? Car, si l'opposition n'a pas voulu faire de cette discussion une affaire politique, la majorité n'a pas manqué de souligner que ce projet, comme l'a déclaré M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), « s'insère dans une politique pénale globale fondée sur la prévention et la réinsertion des condamnés, car moins il

aura d'infractions, moins il y aura de victimes ». Elle ne pouvait laisser passer une pareille occasion de montrer que, contrairement à ce dont elle est souvent accusée, elle ne se préoccupe pas que des délinquants.

Aussi M. Badinter a-t-il longuement insisté sur tous ses actes qui traduisent son souci des victimes. Et, en comparaison, il a déclaré que sous le septennat précédent, « les discours » sur le sujet l'avaient emporté sur les actions concrètes, expliquant que, du fait de ses modalités restrictives, la loi de 1977 qui a introduit dans notre droit la théorie de l'indemnisation par l'État de certaines victimes d'infractions, relevait « plus de la symbolique que de la pratique ».

Mais pour le ministre de la justice, cette attention portée aux victimes n'est pas contradictoire avec le reste de sa politique. « Il est remarquable de constater, a-t-il dit, que ce sont les sociétés dans lesquelles la prévention de la délinquance et la réinsertion des délinquants sont effectivement pratiquées qui garantissent le mieux les droits des victimes ». Sur ce point — au moins — le désaccord avec l'opposition est resté entier. M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), même s'il a reconnu « qu'il peut sortir de votre texte quelque bien », a aussi affirmé que pour lutter contre la violence, des « peines automatiques et d'exécution certaine » sont la meilleure solution et que la création de « réflexes pavloviens négatifs » chez les délinquants fera diminuer le nombre des victimes.

Mais, au-delà de ce désaccord fondamental, tous les députés présents, jeudi à l'Assemblée nationale, semblaient partager cette opinion de M. Garcia (P.C., Bouches-du-Rhône) : « Il ne peut être de bonne justice si celle-ci cantonne la sanction sociale à la seule répression du coupable, en omettant les victimes ».

THÉRIER BRÉHER.

### Plusieurs modifications

A l'article premier, l'Assemblée repousse un amendement de M. Foyer tendant à la protection contre l'organisation de l'insolvabilité du débiteur aux cas d'obligation contractuelle. « Il convient, explique M. Cachenez (P.S., Nord), rapporteur de la commission des lois, que la puissance publique protège ceux qui, malgré eux, sont devenus des créanciers et non ceux qui ont choisi imprudemment de le devenir ».

A la demande de M. Anbert, soutenu par la commission, elle modifie l'article 68 du code de procédure pénale pour que le juge d'instruction modifie la consignation demandée à la partie civile « en fonction des ressources » de celle-ci.

Comme le souhaitait M. Badinter, la majorité repousse, alors que M. Jean-Pierre Michel avait annoncé que le groupe socialiste le soutiendrait, un amendement présenté par M. Anbert, et accepté par la commission, prévoyant que le juge d'instruction procède à des notes permettant « l'établissement du préjudice subi par la victime de l'infraction ».

A l'article 11, la commission retire, à la demande du garde des sceaux, un amendement prévoyant la possibilité de « mise en cause » du fonds de garantie des assurances devant la juridiction répressive.

comme peuvent l'être, d'après le projet, les assurances.

Par 324 voix (P.S. et P.C.) contre 160 (R.P.R. et U.D.F.) l'Assemblée repousse un amendement de M. Foyer modifiant l'alinéa 1 de l'article 2 du code de procédure pénale pour permettre l'action civile en réparation « à ceux qui ont souffert des dommages causés par l'infraction » et non plus seulement à ceux qui en ont « personnellement souffert », ce qui aurait eu notamment pour effet de modifier la jurisprudence de la Cour de cassation.

A la demande de la commission des lois, il est précisé à l'article 14 que seule la victime directe de l'infraction peut obtenir réparation d'une atteinte à « son intégrité mentale ».

A l'article 15, créant des commissions chargées d'allouer les indemnités aux victimes auprès de tous les tribunaux de grande instance, la majorité repousse les amendements de M. Foyer, qui demandait la création d'une procédure d'appel des décisions de ces commissions et qui critiquait la désignation des deux magistrats et d'une personne « s'étant signalée par l'intérêt qu'elle porte au problème des victimes » qui les composeraient par l'assemblée générale des magistrats du siège du tribunal.

### Un homme en colère

La garde des sceaux n'oublie pas qu'il fut l'un des maîtres du barreau. Agrippé au banc du gouvernement, à l'Assemblée nationale, M. Robert Badinter fait face à M. Jean Foyer. Le ministre de la justice ne pouvait laisser passer l'occasion du débat, le 5 mai, sur la protection des victimes d'infractions, sans demander des comptes à celui qui l'avait précédé Place Vendôme, sur les propos qu'il avait tenus devant le Club de l'Horloge (le *Monde* du 6 mai). Et, bien que le député R.P.R. monté à la tribune domine physiquement l'interlocuteur, il se taise sous le poids des interpellations de son adversaire : oui, il a bien dit qu'il faudra « nettoyer la charcuterie » ; oui, il a bien dit qu'il faudra « enlever le pouvoir à ceux qui l'ont usurpé », même s'il assure au ministre — comme pour se faire pardonner — : « ce n'est pas vous que je vise, mais une certaine organisation qui a usurpé votre pouvoir dans nombre de cas ».

Alors la garde des sceaux se dresse, et le débat s'accroît, ne cherchant pas à cacher une colère grandissante, il accuse : « La charcuterie, ce n'est pas seulement le ministre, c'est aussi ceux qui travaillent avec lui. Le terme « nettoyer » vise donc des personnes. Or on nettoie ce que l'on considère comme quoi ?... Je vous laisse le choix des

termes... » Et comme un avocat qui fait plier sous le poids de ses questions un témoin important, il demande si c'était son directeur de cabinet qui était visé. Le nouveau directeur de l'administration pénitentiaire ? Le sous-directeur des affaires criminelles ? Chacun des « certainement pas » de M. Foyer est ponctué d'un « dont acte ! » de M. Badinter. La conclusion vient d'elle-même : « Alors, qu'est-ce que cela veut dire ? Que lorsqu'un est magistrat, on ne peut avoir de sensibilité de gauche à moins d'être un mauvais magistrat ? »

L'interpellé, une fois encore, ne peut que dire : « Certainement pas ! ». Nouveau « Dont acte ! » de l'avocat, qui ajoute : « Nous progressons ! Mais croyez-vous, monsieur Foyer, que, pour servir la justice, il faille être de droite ? » L'ancien ministre n'a « jamais dit cela » ; le nouveau ministre, interpellé à son tour par M. Toubon (R.P.R., Paris), qui s'efforce de venir au secours de son collègue malmené, reconnaît à l'inverse qu'il n'est pas nécessaire d'être de gauche pour rendre la justice.

La liberté d'opinion des magistrats est sauve ! Comme au tribunal, l'incident a aidé à l'émergence de la vérité.

Th. B.

## SAMEDI DIMANCHE

- **DATES :**  
Le 13 mai 1958 vu d'Alger
- **ÉTATS-UNIS :**  
Dans les réserves indiennes
- **ESPAGNE :**  
Bataille pour la mairie de Madrid
- **ENQUÊTE :**  
Les Japonais, princes d'Asie
- **SONDAGE :**  
Les Français et l'État

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



هكزان الأول



مركز الامم المتحدة

Le Monde

# société

## Les manifestations contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur

De Champ-de-Mars au pont d'Austerlitz, 8 000 étudiants ont manifesté le jeudi 5 mai à Paris, à l'appel de la « coordination nationale contre le projet Savary », subordonnée par des organisations proches de l'opposition. D'autre part, quelque 800 étudiants ont défilé à l'appel du comité de grève de Jussieu pour obtenir une « vraie réforme de gauche ». Au total, moins de 9 000 étudiants parisiens étaient dans la rue pour protester contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur, ce qui représente bien peu par rapport aux quelque 300 000 inscrits dans les

établissements d'enseignement supérieur de la capitale. Si la manifestation de gauche a été brève et sage, en revanche, celle de la « coordination nationale », qui s'est prolongée tard dans la nuit, a été marquée par de violents incidents. Une centaine de policiers ont été blessés, 113 manifestants ont été interpellés, six ont été mis à la disposition de la police judiciaire, quatre d'entre eux ont été déferés au parquet. D'autres manifestations ont eu lieu dans quelques villes de province. Nos correspondants nous

signalent qu'à Lille un millier d'étudiants en médecine, pharmacie et odontologie et environ 300 juristes ont défilé et fait plusieurs « sit-in » avant de s'installer sur la voie ferrée pour empêcher le départ du train de Paris. Il y a eu alors des affrontements avec les C.R.S. A Poitiers, deux trains ont été immobilisés, la circulation a été bloquée et l'hôtel de ville occupé. Le président de l'université et le maire de Poitiers, M. Jacques Santrot (P.S.), ont proposé aux étudiants d'organiser une assemblée générale, qui a été fixée au 9 mai. D'autre part, à Rennes, au cours d'une manifestation qui rassem-

blait environ 400 personnes, des étudiants en droit ont élevé une barricade et des heurts ont opposé peu après minuit une vingtaine d'entre eux aux forces de police. Il y a eu deux blessés. A Bordeaux, une centaine d'étudiants en droit ont envahi les studios de FR3 Aquitaine et le journal régional n'a pas été diffusé. A Strasbourg, plusieurs cortèges ont rassemblé 600 étudiants en droit, sciences politiques et médecine. Une centaine de ces derniers ont dressé une barricade à laquelle ils ont mis le feu. A Lyon, 400 étudiants en pharmacie ont défilé dans le calme, relayés par une centaine d'étudiants en lettres.

### Nuit de violence entre étudiants de droite et policiers

Une « manif traîne-savates » ? Depuis peu, après le départ, face à l'école militaire, vers 14 heures, le cortège allait à un train de sénateur. Pourtant, le parcours aménagé était long. Du Champ-de-Mars à la Bastille en passant par Montparnasse et Austerlitz. Mais ce n'est pas à cause de sa longueur que tout a arrêté — tout commença — à un kilomètre avant le terme fixé. En tête, une large banderole : « Ni droite, ni gauche ; ensemble contre la réforme ». Ça, c'était pour la télé. Car, monsieur, écrivez bien : « Nous sommes apolitiques ». Cent fois, cette injonction sera répétée... Derrière, les huit mille manifestants groupés par université ; les lettres que la semaine dernière, Dauphine, Nanterre, Paris-IV, Mialkoff et, la fin, le gros bataillon de Paris-II-Assas, bien encadré. Quelques mètres derrière, une banderole-bataillon, finement écrite, « Libérez Richard Antony ». Deux groupes se sont déplacés avec quelques-uns de leurs professeurs

derrière lesquels ils s'abritaient : une dizaine de Mialkoff et une vingtaine de Saint-Maur. Un professeur de droit international expliqua : « Nous sommes ici car la réforme va détruire l'intelligence française ». Par-ci, par-là, quelques délégués, « montés » de la province : Caen, les plus nombreux, cent cinquante, Lyon-III, une centaine, Nantes, Toulouse... L'ESSEC est là, aussi, et « la catho ». Un groupe compact, bien gardé par son service d'ordre qui interdira à ses membres de révéler aux journalistes son origine : ce sont des lycéens, de Victor-Duruy à Paris, de Saint-Charles à Athies-Mons, de Jean-Baptiste-Say, et d'autres lycéens. Et ce cortège qui s'avance pas. Volla même qu'il s'arrête à deux reprises devant des locaux identifiés comme appartenant à des ministères : la santé et les transports. Présente à un nouveau slogan : « Fonctionnaires, au boulot ! ». C'est le plus spontané. Les autres ont moins de succès, même

l'invitation d'un meneur : « Criez « étudiants en colère », ne fait pas recette. Le registre est du même tonneau que la semaine dernière, les 27 et 29 avril : « Auzi, auzi, aucune concertation ». « Savary, fumer, tu serviras d'engrais ». « Savary, si tu savais, la réforme où on se la met ? Au cul ! ». L'épithète des professeurs de droit en rougit comme un code civil. Les pancartes font montre de plus d'invention : « Savary : un destructeur sort ses griffes », ou, sur un véhicule Range Rover : « Savary, les internes l'ont gardé un lit ». Et ce cortège qui s'avance pas. A 16 h 15, un membre du service d'ordre lâche : « On va les faire gueuler. Ça va les énerver ». Une demi-heure plus tard, les incidents éclatent, boulevard de Port-Royal. Un groupe de jeunes et de moins jeunes essaie d'entraîner les manifestants à dépasser leur propre service d'ordre. Deux-muscles. Ils se retrouvent quelques dizaines, cheveux plus rasés que courts, écusson tricolore à l'épaule, bottes rangées aux pieds, à caracoler au avant du cortège. A l'approche de la gare d'Austerlitz, les responsables de la coordination étudiante semblent inquiets de voir des groupes se constituer. Jean-Léo Gros, dirigeant du CELF (jeunes gauchistes), parlemente, d'une belle petite voiture équipée d'un radio-téléphone... La décision est prise : la dispersion se fera avant la Bastille.

### Le sage défilé de Jussieu

Une grande banderole barre l'une des façades de l'université de Jussieu. On peut y lire : « Etudiants en lutte et en grève pour une vraie réforme de gauche ». Aux alentours, on discute sur les motifs de la manifestation organisée à l'appel du comité de grève inter-U.E.R. de Jussieu. « Nous sommes la première manifestation opposée à la loi Savary, explique Vincent, en deuxième année d'histoire à la Sorbonne, à ne pas être chapeauté par l'UNEF indépendante et démocratique ou manipulée par l'extrême droite ». Rappelant que leur action se situe « dans la tradition des luttes estudiantines depuis 1968 », David, représentant du comité de grève, annonce « la création d'une nouvelle coordination nationale », dont la première réunion est prévue ce vendredi 6 mai à Caen. Il est 15 h 45 quand le cortège démarre. Environ huit cents étudiants défilent rue des Ecoles en direction du ministère de l'éducation nationale. De nombreuses banderoles soulignent l'opposition à la loi Savary ; quelques drapeaux rouges ont été déployés. Dans ce sage défilé, l'atmosphère est bon enfant. A l'Odéon, répondent aux slogans lancés lors de la manifestation de la semaine dernière, le défilé reprend en chœur : « Nous sommes tous des bougnoules d'Aulney (!) ». Il est 18 h 30 quand le défilé arrive face aux C.R.S. Les organisateurs l'arrêtent à une centaine de mètres. Après avoir parlé, David Assouline, porte-parole des étudiants, obtient un rendez-vous avec un conseiller de M. Savary pour le lundi 3 mai. Tout en marquant leur mécontentement de ne pas pouvoir discuter tout de suite, les organisateurs prononcent la dissolution du défilé et invitent les étudiants à se retrouver à Jussieu. Un groupe d'une quinzaine d'autonomes bloque le boulevard Raspail, à la hauteur du boulevard Saint-Germain. Dix minutes plus tard, les C.R.S. arrivent et, sans violence, dégagent la chaussée. Les derniers manifestants se dispersent dans le métro, rue du Bac.

### Colère

Succès. Succès pour l'extrême droite. Le harcèlement de ses cénarions a réussi à mettre en état de siège le quartier Latin et en émoi, du coup, médias et habitants. De vieux symboles ont été ravivés, même s'ils n'ont pas provoqué d'adhésions. Succès pour les étudiants en désaccord avec la réforme Savary ? C'est moins sûr. En une semaine, ils n'ont pas réussi à grossir leurs rangs : la manifestation du jeudi 5 mai n'a pas entraîné dans la rue plus de sympathisants que celle du 29 avril... Dès la semaine dernière, semblait-il, le plein était fait du nombre d'étudiants proches de l'opposition dans les universités parisiennes. Proches de l'opposition, car il faut en finir avec ce prétendu apolitisme. Apolitiques, ces cris d'hostilité envers les fonctionnaires ? Apolitiques, le mépris et la haine à destination des policiers « au service d'un régime pourri » et juste bons à « se faire enculer ». Apolitiques, ces allusions au Chli pour se glorifier du renversement du régime de M. Allende ? Apolitiques, ces jeunes filles — *Dites bien que nous sommes indépendantes !* — le caillou à la main ? Apolitique, ce rendez-vous déjà pris : « La bonne nuit, ça sera le 10 mai ? (!) ». Certes, il doit bien exister parmi ces manifestants des 27 et

29 avril et du 5 mai des jeunes sans maturité politique, qui croient, en toute sincérité, que leur opposition à la réforme Savary n'est que « technique ». Mais il est évident que leur aversion s'adresse encore plus au système qu'à son texte, chez ceux qui rejettent même l'idée d'une concertation... Parmi les organisateurs de ces manifestations, il s'en trouve pour déplorer les violences qui les prolongent... On les croirait plus aisément si l'on ne voyait circuler entre les mains d'un de leurs chefs — dès la mise en place de la manifestation, comme c'était le cas au Champ-de-Mars — un plan de dissolution qui débouche pour un groupe à Saint-Michel, pour d'autres, ailleurs dans le quartier Latin. Dissolution en forme de rassemblement, en somme. Ces manifestations affectant de se proclamer « en colère », Pourquoi s'obstinent-ils à dissimuler qu'ils destinent cette colère, non à un texte, non à un ministre, mais finalement à tout un gouvernement qu'ils reculent en bloc ? S. B. et C. V.

### LA FIN D'UNE PARTIE DE BILLES

Il a dû y mettre le prix, car son lance-pierres est d'un modèle sophistiqué. Ce n'est pas l'usage de ces râteaux fourrés de bois mal dégrossi. Et lorsqu'il tire, il se penche, comme pour viser. Les deux policiers en civil étaient tout près ; ils lui mettent la main au collet. Il se défend à peine. Quand les deux hommes le fouillent, un paquet de billes de pierres colorées glissent de ses poches et roulent à terre. De longues minutes, les policiers le maintiennent, non loin des grilles de Jussieu, qui Saint-Bernard. Tout autour, d'autres pierres, moins subit-ques continuent de voler. Cheveux qui tombent en longues mèches sur les tempes rasées, il regarde, comme hébété. Effaré de se retrouver seul, abandonné. ture abandonnée depuis plusieurs jours au milieu de la chaussée et l'embranchement. Chant de victoire : la Marseillaise, avec drapeaux tricolores, dérobés triomphalement au fronton d'une banque... Exténués, exotés, les policiers mettent de moins en moins de discernement au cours de leurs charges. Les badauds observent, les noctambules de Saint-Germain-des-Près regardent la morne des brigades motorisées. Tous se posent la même question : « Où sont les manifestants ? » Il y a eu cent treize interpellations ; quatre interpellés ont été déferés au parquet. « Assas est toujours là », laisse tomber une manifestante, en abaissant le foulard qui lui barrait la bouche. SERGE BOLLOCH et CHARLES VIAL

### Le temps des corporations

(Suite de la première page.) Avec aussi l'approbation du régime présidentiel, qui s'accommodait fort bien de cette situation proche de l'exploitation, sur fond de négligence et de lâcheté politique qui mènent tout droit à l'impensable. Une nouvelle corporation qui nait seulement maintenant au grand jour et emprunte les voies d'un syndicalisme plus sauvegarde que celui de la C.F.D.T., de la C.G.T. et, a fortiori, de F.O. Offrirait-on une promotion à M. Savary, qui, après M. Jack Ralfe, est devenu le site de tous de toute une partie du monde médical et universitaire ? Un ministre cramponné à la cohérence d'un projet de réforme de l'enseignement supérieur battu en brèche aujourd'hui, puisqu'une fraction des médecins hospitaliers a fait céder le premier ministre. Sans compter les entreprises estudiantines contre ce même projet, qui rassemblent en cortège sages, agiles ou agressifs un monde universitaire (professeurs compris) de moins en moins homogène. Pourquoi d'autres corporations ne se mettraient-elles pas à battre les entrées et les pavés de la rue ? Ne voit-on pas des professeurs de droit réclamer une spécificité que les médecins ont obtenue ? Faudrait-il que les infirmiers et les infirmières — dont le dévouement est toujours « admirable » — fassent que les chefs de travaux, les adjoints, les étudiants de toutes catégories, se constituent eux aussi en corporations et trouvent le point faible de ce ventre mou où chacun peut espérer, pourvu qu'il en ait les moyens, faire valoir son intérêt catégoriel ? C'est bien une exaspération aux rejets polystyénisés qui a poussé dans les rues de Paris plusieurs milliers de petits patrons de commerçants et d'artisans. Un petit commerce qui travaille dur. Mais de quel droit le principal dirigeant de ce mouvement prétend-il dicter sa politique au ministre de l'économie ? Une politique qui serait sans doute fondée sur le principe — de plus en plus en hon-

### CORRESPONDANCE

Deux professeurs de l'université d'Aix-Marseille-III répondent à M. Debbsch

#### « L'égocentrisme d'un universitaire aixois »

MM. Loïc Philia et Charles Cadoux, professeurs de droit public à l'université d'Aix-Marseille-III, nous ont adressé la lettre suivante : A propos de l'entretien que vous a accordé M. Charles Debbsch sur la réforme de l'enseignement supérieur (Le Monde du 5 mai), nous nous permettons, en tant qu'enseignants dans la même université et dans la même discipline, de vous apporter les précisions suivantes : 1) M. Debbsch vous a déclaré : « Pour ce que j'ai constaté ici, à Aix et Marseille, ce sont les enseignants qui ont suivi et non l'inverse », pour notre part, nous avons plutôt constaté que ce sont certains enseignants qui ont poussé les étudiants à la grève. Si le professeur Debbsch a suspendu immédiatement ses enseignements (ce qui est un moyen radical pour transformer des étudiants en grévistes), le professeur Philia, qui fait cours après lui, a poursuivi et poursuit encore ses enseignements devant ces mêmes étudiants, malgré de multiples mesures de dissuasion et d'obstruction. Il nous paraît plus honnête de reconnaître que le projet de M. Savary concerne surtout, pour le moment, les enseignants. Lorsque la réforme commencera à s'appliquer (en 1985-1986 pour les étudiants de deuxième

#### BOMBES LACRYMOGÈNES ET PLOUETS DE GRÈVE A L'UNIVERSITÉ DE NANCY-II

(De notre correspondant.) Nancy. — Trois individus masqués ont perturbé un examen, ce jeudi matin, à l'U.E.R. de droit et sciences économiques de l'université de Nancy-II, en lançant des bombes lacrymogènes dans un amphithéâtre où des étudiants de troisième année passaient une épreuve écrite. M. Gérard Druenne, qui dirige l'U.E.R., a précisé qu'à l'avenir « il ne pouvait plus donner l'assurance que les perturbations apportées au fonctionnement normal de la faculté continueraient d'être limitées et contrôlées comme elles l'avaient été jusqu'alors ». Toutefois, il n'envisage pas, pour l'instant, la fermeture de l'établissement. Lors d'un scrutin organisé le 26 avril et auquel avaient participé mille quatre cents étudiants sur trois mille quatre cent soixante-quinze inscrits, la grève avait été votée à une majorité de 57 %. Un comité de non-grévistes s'était alors créé en raison de la proximité des examens ; depuis, les cours avaient été plus ou moins largement suivis. — J.-L. B.

#### « Les Annonces » est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 38, rue de Maube, 75011 PARIS - Tél. (1) 806-30-30

#### IRAS-ARAKI-ALCOCK LA NOUVELLE COMÈTE

C'est la raison pour laquelle cette nouvelle comète — on en découvre plusieurs chaque année — a reçu le nom d'Iras-Araki-Alcock. Elle devrait faire l'objet d'observations multiples de la part des astronomes et notamment de ceux de l'observatoire du pic du Midi, qui utilisera à cette fin le télescope de 2 mètres qui est à leur disposition.

## LA PORTE DE L'EXTREME-ORIENT

### 3 VOLS SUR KARACHI

### CORRESPONDANCE POUR BANGKOK, TOKYO

également pour Colombo, Kuala Lumpur, Singapour, Manille et Pékin

Renseignements chez votre agent de voyages ou à PIA : 152, avenue des Champs Elysées 75008 Paris - Tél. 355 31 82

Agence du Lyon : (7) 860 69 48

PIA  
real people to fly with



## ÉDUCATION

### Création d'un syndicat FEN dans l'enseignement privé

La FEN accueille désormais officiellement les personnels de l'enseignement privé. Le SNUDEP (Syndicat national pour l'unification du service public d'enseignement et la défense des personnels de l'enseignement privé) a réuni, le 4 mai, son congrès constitutif. Il déclare déjà appartenir à aucune organisation syndicale. Implanté dans vingt-huit départements, parmi lesquels le Maine-et-Loire, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin dominent, il espère doubler ses effectifs d'ici à l'année scolaire prochaine.

Le SNUDEP s'adresse à tous les personnels de l'enseignement privé, enseignants ou non, qui relèvent des lois Debré, Poincaré ou Guemour, c'est-à-dire qui travaillent dans un établissement, y compris agricole, sous contrat ou sous convention avec l'État. Selon M. Jacques Pommatou, secrétaire général de la FEN, sa création « anticipe l'unification du système éducatif français, l'anticipation pour l'occéder ». Dans cette perspective, le SNUDEP est « de nature transitoire », comme l'a déclaré son secrétaire général, M. Guy Champain, professeur dans un établissement privé du Mans, puisque l'intégration des personnels du privé — lorsque sera constitué le grand service public d'éducation unifié et laïque que la FEN appelle de ses

vœux — permettra leur adhésion directe aux syndicats tels que le SNI-P.E.G.C. pour les instituteurs et les professeurs de collège, au SNES pour les enseignants du second degré, au SNAEN pour les agents, etc.

Présent au congrès constitutif du SNUDEP, M. Jacques Pommatou, a dénoncé l'attitude de la Fédération des organismes de gestion de l'enseignement catholique (FNOGEC), qui vient d'adresser une note à ses présidents départementaux pour leur demander de s'opposer, en recourant aux tribunaux d'instance, à la désignation de délégués syndicaux du SNUDEP dans les établissements privés.

La naissance du SNUDEP avait été annoncée dès le congrès de la Fédération C.F.D.T. de l'enseignement privé réuni récemment à Marseille (le Monde du 13 avril) ; ses animateurs sont, en effet, des transfuges de la C.F.D.T. qui ont rejoint la FEN parce que, selon M. Guy Champain, « elle est l'organisation majoritaire dans l'éducation ». Jeudi 4 mai, M. Nicole Ntati, secrétaire national de la C.F.D.T., a accusé la FEN de chercher, en créant le SNUDEP, à « limiter le plus qu'elle peut la force que la C.F.D.T. représentera dans le service public unifié ».

C. V.

### LES ÉTUDIANTS DE « SCIENCES PO » A LYON NOTENT LEURS ENSEIGNANTS

#### Peuvent mieux faire

De notre correspondant régional

Lyon. — Trois étudiants de deuxième et troisième année de l'Institut d'études politiques (I.E.P.) de Lyon, Anne Pellotier, Jacques Perche et Sammy Oussedik, ont pris l'initiative de noter leurs professeurs. Cette « première », qui renverse habitudes et tabous, a été très soigneusement élaborée. Plus de 1 600 questionnaires — remplis par le tiers des étudiants choisis « au hasard » dans chaque cours et travaux dirigés de l'I.E.P. — ont été déposés et traités par ordinateur. Dans l'ensemble, le bilan est « globalement satisfaisant ». Mais la moyenne des notes attribuées aux enseignants se situe seulement à près de 3 sur 5 (soit un petit 12 sur 20). Cette appréciation que l'on pourrait résumer selon la formule « peuvent mieux faire », cache des variations très instructives selon le grade universitaire, l'âge ou le sexe des examinateurs examinés.

Toutes les précautions ont été prises, à commencer par l'anonymat des renseignements obtenus sur chacun des professeurs. Les enseignants notés par les étudiants devront eux-mêmes faire une démarche pour connaître leur « score ». Précaution méthodologique : la questionnaire — quinze questions « subjectives mais au balayage très large » — a tenté de limiter le coefficient de sympathie spontanée. Trois grands chapitres : la capacité pédagogique, la capacité d'innovation et les relations avec les élèves, regroupent l'essentiel, les étudiants ayant finalement refusé de prendre en compte la « notation des méthodes de notation ».

#### « Cela ne se fait pas »

Les résultats par grade sont favorables aux professeurs (3,2 sur 5 de moyenne), qui devaient les assistants (2,9) et les maîtres-assistants (2,7) bons derniers, qui dépassent péniblement la moyenne. Autre surprise : la deuxième place, avec 3 sur 5 de moyenne, des enseignants vacataires — nombreux à l'I.E.P. — qui précèdent ainsi deux catégories traditionnelles de professeurs. « Les vacataires obtiennent la meilleure note pour la disponibilité face aux questions des élèves, une appréciation supérieure à la moyenne en ce qui concerne leurs capacités pédagogiques, mais... la plus mauvaise note d'ensemble à la question sur le refus de la dérogation », commente Jacques Perche.

L'analyse informatique a été faite sur l'ordinateur de l'Institut

supérieur d'agronomie Rhône-Alpes, dépendant de la faculté catholique de Lyon. A Lyon-II, faute de patronage par un professeur de Sciences-Po, on a refusé le traitement des résultats. Du côté de la hiérarchie universitaire, on semble, en effet, très soucieux de ne pas voir l'expérience « sortir de la maison ». Pourtant, le traitement scientifique, où toutes les « entrées » sont possibles, a permis des analyses très intéressantes. On sait, par exemple, que les enseignants précèdent de peu leurs collègues masculins (3 sur 5 contre 2,9). Que les hommes de moins de trente ans et les femmes âgées de trente à quarante ans ont les notes les plus flatteuses. Que le plus « mauvais » enseignant obtient 2 sur 5 et qu'il existe un vacataire « super-star » coté à 4,7 sur 5.

L'analyse par question fait enfin ressortir les points forts des enseignants, qui, dans l'ensemble, « respectent les élèves en tant que personnes » (3,4 de moyenne malgré des... zéros parfois attribués dans cette rubrique) et sont, avec la même note, « disponibles face aux questions ». Les bonnets d'âne collectifs concernent les questions « Aisance pour faire participer la classe » (2,3 de moyenne) et... « Sens de l'humour » (2,4).

« Si les étudiants qui ont refusé de noter leurs professeurs parce que « cela ne se fait pas » représentent une minorité (environ 10 %), on ne connaît pas encore les réactions des enseignants à cette notation inédite.

CLAUDE RÉGENT.

H.A.A.

SARJ

68, av. d'Iéna

75116 PARIS

720-36-80

INFORMATIQUE : Langues - Programmes - Traitement textes  
Pour ÉLÈVES et ÉTUDIANTS débutants  
Horaires souples T.L.J. Form. cont.  
MATH - PHY - BIO - LETTRES  
Cours part. et coll. T.L.J. et p.j. à sept.  
2<sup>e</sup> A TERM. 83-84 : Inscr. ouvertes  
Test d'admission sur R.V.

## MÉDECINE

AU C.H.U. BICHAT (PARIS)

### Une récente épidémie de la « maladie du légionnaire » est à l'origine d'une douzaine de décès

Le C.H.U. Bichat (Paris) vient une nouvelle fois d'être le siège d'une épidémie de la « maladie du légionnaire » — ou légionellose, — affection de nature bactérienne due à la prolifération dans l'organisme du germe *Legionella pneumophila*. Plusieurs poussées épidémiques avaient déjà été enregistrées depuis 1981 dans cet hôpital, ultramodernisé, inauguré en 1980. Cette fois, le phénomène avait une tout autre ampleur : de décembre 1982 à mars 1983, cinquante-deux cas de la maladie du légionnaire ont été diagnostiqués. Une douzaine de décès ont été enregistrés. Depuis quelques semaines, tout semble rentrer dans l'ordre. Rien pourtant ne permet d'affirmer que l'épidémie est définitivement jugulée.

Presque sept ans après avoir découvert son existence, on n'a toujours pas de notion définitive sur l'écologie de *Legionella pneumophila*, et la « maladie du légionnaire » (1) représente, à bien des égards, un véritable casse-tête pour les épidémiologistes. L'hôpital Bichat semble, en France, une cible particulièrement privilégiée. En 1981 déjà, un an après son inauguration, cet hôpital entièrement climatisé, connu une première alerte. En juillet, puis en août, plusieurs cas étaient diagnostiqués et deux décès enregistrés. La direction de l'Assistance publique faisait appel à des spécialistes américains du Center for Disease Control d'Atlanta. On décidait, alors, de suspendre toutes les admissions. Les malades étaient transférés vers d'autres hôpitaux. La désinfection de l'établissement et des modifications techniques dans le système de climatisation centrale étaient réalisées ; on soupçonnait l'eau stagnante des canalisations de climatisation de se transformer en réservoir de germes pathogènes. Le coût estimé des travaux — en partie subventionnés — fut de 1 646 000 F, auxquels s'ajoutait le manque à gagner de l'hôpital.

Une « flambée épidémique » d'une tout autre ampleur débuta en septembre 1982 (cinquante-deux cas en trois mois et une douzaine de décès). Il faut cependant noter qu'il est difficile d'établir à tout coup un lien de causalité direct entre l'apparition de la maladie et les décès. Il s'agit pour la plupart de personnes âgées ou souffrant d'infections majeures. Fin janvier, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale décidait une enquête épidémiologique. En dépit de l'importance du phénomène épidémique et de la situation jugée « alarmante » par certains responsables, aucune décision majeure ne fut prise dans un premier temps. Les informations officielles cessèrent dès la mi-décembre, après que deux décès eurent été enregistrés.

#### Une accalmie ?

A la lecture des comptes rendus des réunions du comité de lutte contre l'infection du groupe hospitalier Bichat-Claude-Bernard, on constate qu'il aura fallu près de quatre mois pour qu'une décision soit prise et appliquée. Mi-mars, on

adoptait, en effet, un protocole technique mis au point à l'hôpital Kingston (Grande-Bretagne), consistant à augmenter périodiquement la température de l'eau chaude du système de climatisation à 60 °C, à chasser en permanence ce circuit d'eau et à le purger chaque semaine durant quelques minutes en ouvrant tous les robinets. Cette méthode fut mise en œuvre fin mars. « Force est aujourd'hui de constater, remarquent-ils, que l'épidémie a brusquement cessé plusieurs jours avant le 29 mars ».

Dès lors, comment faire pour juger de l'efficacité du protocole retenu ? Comment expliquer, d'autre part, qu'aucun membre du personnel n'ait contracté cette affection de nature pourtant contagieuse ?

La situation actuelle correspond-elle à une accalmie ? Personne n'ose, aujourd'hui, faire de pronostic. En revanche, on peut s'interroger sur les raisons qui ont à ce point retardé toute prise de décision et sur certaines incohérences, comme le fait que la solution adoptée avait, quelque temps auparavant, été présentée comme techniquement impossible.

Au total, l'« affaire Bichat » vient, une nouvelle fois, illustrer quelles peuvent être les conséquences de l'absence en France de toute structure médico-scientifique centralisée ayant, en cas de phénomène épidémique grave, pouvoir de décision.

JEAN-YVES NAU.

(1) *Legionella pneumophila* est un des membres de la famille des légionelles. Ces germes, et l'affection qu'ils provoquent, tirent leur nom de l'American Legion Association, qui, en 1976, avait réuni un important congrès à Philadelphie, au cours duquel de nombreux cas se sont déclarés, la maladie provoquant au total vingt-neuf décès. On démontre de plus en plus fréquemment l'existence de formes imprévisibles de la maladie du légionnaire. Lorsque apparaissent des signes cliniques, le traitement antibiotique est souvent efficace. Le groupe des personnes à risques est constitué des personnes âgées de plus de cinquante ans, grandes consommatrices de tabac et des malades immunodéprimés ou placés sous rein artificiel. Chez ces personnes, la mortalité varie de 5 % à 10 % avec traitement, de 15 % à 20 % sans traitement.

**ISLANDE**  
Nouvelle liaison maritime par le ferry EDDA

départs hebdomadaires de Bremerhaven ou de Newcastle vers Reykjavik  
Traversée à partir de 715 F  
transport voiture gratuit pour 4 passagers payants

Informations : toutes agences de voyages ou **ALANT'S TOURS**  
Agent général de la Compagnie FARSKIP  
5, rue Danielle Casanova  
75001 Paris tél. 296.59.78

## BARIVEN S.A. DE CARACAS, VENEZUELA

une entreprise filiale de

## PETROLEOS DE VENEZUELA S.A.

annonce l'ouverture de son bureau d'achat européen



## BARIVEN EUROPE

REGISTRE COMMERCIALE 104156, LA HAYE, PAYS-BAS

à partir du 9 mai 1983 dans :

KANTORENCOMPLEX LEIDSENHAGE  
DUINDOORN 31, 2262 AR

ADRESSE POSTALE :  
BOÎTE POSTALE 415, 2260 AK

LEIDSCHENDAM - PAYS-BAS

TEL.: (0)70 209232

TLX.: 32540 BARIV NL

هكسان الكحل





Aux hommes d'affaires français

# Banzaï!

L'Extrême-Orient n'est pas si loin que cela. En fait, il est proche, grâce à la Carte Diners "Société". Au Japon, la Fuji Bank et le Japan Travel Bureau sont les associés du Diners Club.

Alors allez-y en toute tranquillité. Non seulement vous pourrez régler vos dépenses professionnelles (hôtels, voitures, avions, etc.) avec votre carte Diners "Société", mais en plus vous serez accueillis selon la meilleure tradition japonaise.

Atmosphère idéale pour que vous puissiez mener à bien vos affaires.

Bonne chance et Banzaï.

La Carte Diners "Société" peut être obtenue dans les plus brefs délais :

- Télégez aux n<sup>os</sup> 630 225 - 630 665 - 630 666 - 660 952
- Ecrivez à Diners Club International 18, rue François I<sup>er</sup> - 75380 Paris Cedex 08
- Téléphonez au (1) 723 78 05, nous répondrons à toutes vos demandes 24 heures sur 24.



Carte Diners "Société". Une carte française, un réseau mondial de 550 000 établissements.



## JUSTICE

### UNE « PREMIÈRE » A STRASBOURG L'Etat français devant ses juges

Pour la première fois, le gouvernement français va devoir répondre de ses agissements devant la Commission européenne des droits de l'homme. Cette première aura lieu lundi 9 mai à Strasbourg, où la Commission doit se prononcer sur la recevabilité d'une requête de Pierre de Varga.

Incarcéral en l'attente de l'assassinat de Jean de Broglie au mois de décembre 1976, celui-ci estime avoir été détenu, jusqu'à sa condamnation cinq ans

Nouveau phare des libertés en Europe, la France de M. Mitterrand se devait, à ses propres yeux, de reconnaître le droit de recours individuel prévu par l'article 25 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ce faisant, le gouvernement prenait le risque d'attirer l'attention sur les faiblesses du système judiciaire français, faiblesses qui demeurent, malgré le grand « nettoyage » opéré par M. Robert Badinter. Le gouvernement actuel n'a pas de responsabilité dans la durée de détention provisoire dont se plaint Pierre de Varga, mais cette durée, souvent excessive, est un travers de la justice française. Surtout, elle est incompatible avec le « délai raisonnable » dont parle la Convention.

Malgré cela, la plainte de Pierre de Varga n'a guère de chance d'aboutir. La Commission et la Cour se réfèrent en effet pour décider si la durée est raisonnable ou non d'une détention provisoire, à une série de critères, dont celui de la complexité de l'affaire. Si une affaire fut difficile à instruire, c'est bien l'assassinat de Jean de Broglie. Cela ne veut pas dire qu'aucune plainte de ce genre n'est recevable. Dans une affaire Ringens, jugée en 1973, la Cour de Strasbourg a condamné le gouvernement autrichien à verser 20 000 marks allemands (50 000 F. aujourd'hui) à l'intéressé, soupçonné d'escroquerie, et qui se plaignait d'avoir été détenu vingt-huit mois sans jugement.

Lundi matin, la Commission, qui se réunira à huis clos au premier

plus tard à dix ans de réclusion criminelle, en violation de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prévoit qu'une personne incarcérée « a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ». Cette affaire inaugure une série de contentieux dont l'origine remonte à la reconnaissance, le 2 octobre 1981, par le gouvernement français du droit de recours individuel devant la Commission et la Cour de Strasbourg.

Convention européenne des droits de l'homme en 1974. La deuxième thèse consistait à n'accepter que des requêtes portant sur des affaires tranchées depuis six mois et moins. Ce délai de six mois étant celui prévu pour les Etats ayant déjà reconnu le droit de recours individuel.

Par crainte d'être submergée, la Commission a finalement choisi la seconde solution. Elle l'a fait à l'occasion d'une requête de M. Yann Fouéré, l'un des figures de proue du mouvement autonomiste breton. Réfugié en Irlande, M. Fouéré avait saisi la Commission pour une affaire remontant à 1975, inculqué et incarcéré par un juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat, mais ayant bénéficié d'un non-lieu, il invoquait plusieurs articles de la Convention. Les faits étant trop anciens, la Commission a finalement déclaré le recours irrecevable.

La requête de Pierre de Varga constitue ainsi une première. Cependant, même dans l'hypothèse la plus optimiste, l'intéressé n'est pas au bout de ses peines. La Commission décidera en effet lundi de la recevabilité de cette requête. Non de son bien-fondé. Celui-ci ne sera examiné que dans plusieurs mois. Ensuite, le cas échéant, l'affaire viendra devant la Cour. Une course d'obstacles qui peut durer plusieurs années, et dont Pierre de Varga a peu de chances de sortir vainqueur, la perspective d'une victoire du requérant constituant néanmoins une étape de Damocès, gage de sagesse de la justice des pays membres et, au-delà, des gouvernements.

BERTRAND LE GENDRE.

#### Des limites temporelles

La première tâche de la Commission a été de préciser les limites temporelles de ce droit de recours. Deux thèses s'affrontaient : la première tendait à déclarer recevables l'ensemble des recours ayant trait à des affaires jugées en France depuis la ratification par celle-ci de la

### LA RÉFORME DU STATUT

#### Les objecteurs, déçus du socialisme

A l'appel du Mouvement des objecteurs de conscience, une quarantaine de militants, débonnaires et souriants, ont débaptisé le jeudi 5 mai, à Paris, l'avenue du Général-Lemoinne en avenue Louis-Léon, du nom du militant libertaire dont l'action fut à l'origine, en 1963, du premier statut qui fut accordé aux objecteurs. Ils enten-

La déception des objecteurs de conscience est aujourd'hui à la mesure des espoirs qu'ils avaient mis, il y a deux ans, dans l'arrivée de la gauche au pouvoir. M. Charles Hernu, qui n'était alors que maire de Villeurbanne et député (P.S.) du Rhône, ne leur écrivait-il pas, le 12 mai 1981, que « l'objecteur devra accomplir un temps de service égal à celui des autres gens du contingent » ? Les principales organisations d'objecteurs jouèrent largement, au sein d'une commission qui siégea des mois à Malignon, le jeu de la concertation : « L'attente, raconte l'un d'eux, était confuse ».

Le projet de loi modifiant le code du service national, adopté le 6 avril par le conseil des ministres, et qui doit être discuté au Parlement incessamment, les a pris totalement au dépourvu. « La tromperie a été totale », estime un objecteur du mouvement O.P. 20. Même à la Ligue des droits de l'homme, une organisation à laquelle appartiennent des

membres du gouvernement, la déception, d'après M. Jean-Jacques de Félicie, vice-président, est grande. L'absence des motifs du projet présenté par M. Hernu, qui affirme la nécessité de créer « un service civil à vocation sociale et humanitaire, considéré comme l'une des formes d'accomplissement du service national », ne saurait, en effet, tromper personne...

Quelques concessions sont faites, mais elles sont jugées secondaires : Publication de la loi, caractère suspensif du recours, élargissement des conditions d'attribution à l'ensemble des motifs de conscience. Elles ne sauraient cependant masquer aux yeux des objecteurs deux graves insuffisances : le maintien de la durée du service civil à deux ans, et le fait que l'attribution du statut ne soit pas automatique, le ministère de la Défense étant chargé de juger du bien-fondé des demandes. Cette dernière disposition est particulièrement dénoncée par les militants de O.P. 20, qui, depuis quatre ans, du haut de la tour Eiffel jusqu'à leur marche dans les Ardennes, ont dénoncé l'arbitraire de la défunte commission juridictionnelle. Il est vrai que les militaires leur paraissent les moins bien placés pour juger de la sincérité de la démarche des objecteurs. M. Jacques Robert, président de l'université de Paris-III, ancien membre de la commission, dont il plaide longtemps la nécessaire réforme, regrette que le projet maintienne la « marginalité des objecteurs ».

L'effet de surprise n'explique pas, à lui seul, le silence observé par les objecteurs depuis quelques mois. Les responsables de leurs mouvements veulent croire encore à « leur capacité de persuasion ». Après tout, les élus socialistes n'ont-ils pas voté, le 7 février, une résolution du Parlement européen sur l'objection qui leur était extrêmement favorable ? Des entrevues sont donc demandées auprès des parlementaires, des contacts pris avec les Eglises dont beaucoup sont sensibles aux thèses non violentes.

Les militants pacifistes, en outre, qui avaient cru à un changement possible sans larges démobilisations. La semaine d'action du Mouvement des objecteurs de conscience (MOC), organisée cet hiver, n'avait réuni que quelques dizaines de participants.

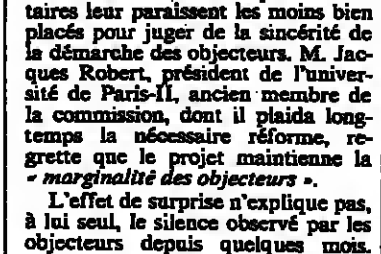
Ces objecteurs n'ont pas de bataillons à opposer au projet de M. Hernu. Ils ont pour eux quelques principes qui étaient en gros ceux contenus, en 1979, dans une proposition de loi du parti socialiste.

NICOLAS BEAU.

**BEAU RIVAGE ?**  
Dans tous les bons restaurants.



**BEAU RIVAGE.**  
Chez votre caviste et épicerie fine.



**BEAU RIVAGE.**  
Chez votre caviste et épicerie fine.



## SPORTS

### TENNIS

#### Leconte bat Lendl à Forest Hills

En deux sets (6-2, 6-3) et soixante-deux minutes, le jeune Français Henri Leconte a largement battu le Tchèque Ivan Lendl en huitièmes de finale du tournoi des champions (W.C.T.) de Forest Hills (Etats-Unis). Leconte enleva notamment neuf jeux consécutifs, passés de 2-2 dans la première manche à 5-0 dans le second set. Lendl sauva alors trois balles de match sur son service pour revenir à 5-3, mais ce n'était qu'un baroud d'honneur.

Leconte, qui avait éliminé Bjorn Borg à Monaco pour le dernier tournoi officiel du Suédois, s'est montré au cours de cette partie plus agressif, montant au filet à bon escient, servant bien (5 aces contre 4 à Lendl), et se déplaçant habilement. Ce fut probablement le meilleur match de la carrière du joueur français. « Leconte était imbattable aujourd'hui, il m'a dominé dans tous les domaines du jeu. S'il continue à

En quarts de finale, Leconte sera opposé au néo-américain Johan Kriek.

**CYCLISME.** - Avant une difficile étape de montagne qui devait conduire les concurrents du Tour d'Espagne de Salamanque à Avila (225 kilomètres et trois cols à plus de 1 500 mètres d'altitude) la seizième étape, disputée le 5 mai et gagnée par José Langua, n'a pas apporté de changement au classement général : le Français Bernard Hinault restait à 1 min 16 sec du leader, l'Espagnol Julian Gorospe.

Les organisateurs de la course ont dû lancer un appel au calme à la radio et à la télévision, pour que les concurrents étrangers soient respectés par le public.

**Publié**  
L'AMBASSADE D'ISRAËL  
et le Comité de coordination des organisations juives  
**LA FÊTE DES 35 ANS D'ISRAËL**  
LA GRANDE CHORALE GUEVATRON  
à 35 ans de la charrette israélienne  
**ENRICO MACIAS**  
ALLOCUTIONS : Son Excellence  
M. MEIR ROSEN, ambassadeur  
d'Israël ; M. RENÉ-SAMUEL SIRAT,  
grand rabbin de France ; M. THÉO  
KLEIN, président du C.R.I.F.  
**DIMANCHE 8 MAI 1983, à 20 h**  
CHATEAU PORTE DES LILAS  
Avenue du Docteur-Gly  
(Métro : Porte des Lilas - Paris) 17  
PRX DES PLACES : 80, 100 et 200 F  
c/o toutes les organisations juives et O.S.M.  
36, rue Yehouda, 75001 PARIS - Tél. : 724-66-55

**BEAU RIVAGE !**



Un excellent Bordeaux.

**JUSQU'AU 11 MAI**  
dans tous les rayons

**PRIX EXCEPTIONNELS**  
**AUX TROIS QUARTIERS**

17 BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER.

هكوان الرول



## **CANNES 1983**

### **SÉLECTION OFFICIELLE**

**LA LUNE DANS LE CANIVEAU**  
de JEAN-JACQUES BEINEIX

**L'HOMME BLESSÉ**  
de PATRICE CHEREAU

**NOSTALGIA**  
de ANDREÏ TARKOVSKI

**CARMEN**  
de CARLOS SAURA

**LES RÉCIDIVISTES**  
de ZSOLT KEZDI-KOVACS

**ÉQUATEUR**  
de SERGE GAINSBOURG  
(hors compétition)

### **PERSPECTIVES DU CINÉMA FRANÇAIS**

**LA PALOMBIÈRE**  
de JEAN-PIERRE DENIS

**LIBERTY BELLE**  
de PASCAL KANE

### **SEMAINE DE LA CRITIQUE**

**LE DESTIN DE JULIETTE**  
de ALINE ISSERMANN

 **Gaumont**







## Auto en kit

Emboutillage, accrochage, angueulade, constat et visite au garage pour une nia cabossée ou un phare dont la vitre e pété. Verdict du spécialiste : Il faut changer le pièce endommagée. Toute la pièce ? mais le projecteur n'a rien, il suffirait de remplacer la vitre ! Désolé, c'est à prendre ou à laisser, on ne vend pas de vitre isolée. A tous les coups, c'est pareil. Et savez-vous pourquoi ? Tout simplement parce que le constructeur consent, par contrat, une rétrocède au carrossier pour la réparation du nombre de pare-chocs ou de grilles de calandres ainsi imposés aux cochons de payants dans l'année.

Et ces bricoles coûtent des fortunes (!). C'est bien simple : si vous achetez au détail — pas chez un casseur, bien sûr, chez un concessionnaire — les mille six cent pièces nécessaires à la fabrication d'une Peugeot 504-GR, par exemple, ça vous reviendra deux fois plus cher qu'une voiture neuve. Si malgré ça vous vous aviez d'en monter une, il y a peu de chances pour que la service des Mines, très à

Certains revendeurs indépendants essayent bien de s'approvisionner en Italie ou au Japon, où l'on trouve des copies évidemment meilleur marché. L'ennuï, c'est que c'est extrêmement risqué. La loi protège, en effet, énergiquement le droit de propriété littéraire, pardon, industriel et artistique des constructeurs français.

Un vrai scandale, ce monopole, un scandale justement dénoncé dimanche en fin d'après-midi par la megezzine d'A 2 (« Les chères captives ») (2). Essayez de ne pas être derrière votre volant mais devant votre télé à 18 h. Ne serait-ce que pour le plaisir d'entendre un responsable d'une compagnie d'assurances accuser carrément les constructeurs de fabriquer des autos irréparables et d'organiser le gaspillage.

**CI AUDE SARRAUTE.**

(1) Voir le Monde du 10 novembre 1979.  
(2) « Dimanche magazine ».  
A 2. 18 h 10.

# CARNET

- L'ambassadeur des Etats-Unis et M<sup>me</sup> Evan Galbraith ont donné une réception, jeudi, à l'occasion du passage à Paris d'un groupe de directeurs de journaux américains.

- M. Jamil al Héjailan, ambassadeur d'Arabie Saoudite, a donné une réception, jeudi, à l'occasion de la première Journée franco-saoudienne.

- M<sup>me</sup> Louis Bertolus, son épouse,  
 M<sup>me</sup> Anne Bertolus,  
 M. et M<sup>me</sup> Joseph Bertolus,  
 M. et M<sup>me</sup> Maurice Burel,  
 M. et M<sup>me</sup> François Jullien de Pom-  
 merol,  
 M. et M<sup>me</sup> Nicolas Bertolus,  
 M. et M<sup>me</sup> Jean Bertolus,  
 M. et M<sup>me</sup> Michel Bertolus,  
 M. et M<sup>me</sup> Jean-François Cota,  
 M. et M<sup>me</sup> Raul de Crécy,  
 M. Luc Bertolus,  
 M<sup>me</sup> Françoise Bertolus,  
 M. et M<sup>me</sup> Marc Bertolus,  
 M. et M<sup>me</sup> Peter Brandt,

Ses trente-trois petits-enfants et trois arrière-petits-enfants,  
Ainsi que M. et M<sup>me</sup> André Bertolus,  
M<sup>me</sup> Maurice Rivière,  
et toute leur famille,  
ont la douleur de faire part de décès de  
**M. Louis BERTOLUS,**  
survenu, en sa quatre-vingt-unième  
année, le 2 mai 1983.

— M<sup>me</sup> Cécile Beker, Denise Garbarz, Michel et Catherine Garbarz-Lahaussé et leurs enfants, La famille Ajchenbaum, ont la douleur de faire part du décès de

**Aron GARBARZ,**

survenu le 4 mai 1983.  
L'inhumation aura lieu au cimetière  
parisien de Bagneux, lundi 9 mai, à  
14 heures.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Fernand Joubert,  
M. Michel Joubert et sa fiancée  
M<sup>lle</sup> Nathalie Vasseur,  
ont le chagrin de faire part du rappel à  
Dieu, dans sa soixante-dixième année  
de

**M. Henri JOUBREI,**  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'ordre national du Mérite,  
ancien magistrat,  
président d'honneur  
de l'Association internationale  
des éducateurs de jeunes inadaptés.

- M. Pierre Leboulleux,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Leboulleux,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Béliard,  
M<sup>me</sup> Mad Leboulleux,  
ses enfants, petits-enfants et belle-sœur,  
ont la douleur de faire part du décès  
survenu le 1<sup>er</sup> mai 1983 à Ottawa

(Canada), de  
M<sup>re</sup> Gaston LEBoulleux,  
née Jeanne Borrien.  
La cérémonie religieuse a été célé-  
brée dans l'intimité familiale.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
52, rue du Docteur-Blanche,  
75016 Paris.  
4, allée Murat, 78150 Rocquencourt.  
Ambassade de France à Ottawa.  
42, promenade Sussex, Ottawa.  
Ontario K1M2C9, Canada.  
14, rue Edmond-Roger, 75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

(Suite de la première page.)

Le problème est justement de tracer la frontière entre un respect légitime et un racisme religieux. Il ne s'agit pas d'instituer la censure, tout au plus, et la création par un certain nombre d'autorités morales et religieuses d'un Comité pour le respect des consciences à la télévision devant nécessairement provoquer le lancement d'un contre-comité pour la liberté d'expression.

Comme l'a déclaré M. Georges Fillard, dans une réponse à une question posée à l'Assemblée nationale le 20 avril, « la question se situe au carrefour où l'exercice d'une liberté peut heurter une autre liberté : la liberté du créateur a rencontré la liberté du croire. Il faut respecter la liberté d'un et la correction de l'autre ».

Il ne faut pas oublier, enfin, que les catholiques convaincus sont devenus une minorité dans ce pays et que d'autres sensibilités y ont droit de cité. Les chrétiens de gauche, les chrétiens plus agressifs et méprisants à l'égard des athées que les incroyants eux-mêmes, dit par exemple M. Albert Besançon, président de l'Union des athées. Comme en témoignent certaines déclarations, par exemple celle du pape qui affirmait qu'un monde sans Dieu est un monde sans hommes, ou encore celle du cardinal Marty qui déclarait que l'athéisme n'est une maladie sociale.

La religion est-elle devenue le parent pauvre de la télévision depuis l'arrivée de la gauche ? Ceux qui affirment feraient bien de consulter les programmes avant de lancer des généralisations. Pendant le week-end pascal, par exemple, il y avait un reportage à TF 1, le vendredi saint, sur les pèlerins à Jérusalem ; le portrait d'un savant jésuite, le Père Laroy

un prieur de monastère invité à «Sept sur sept»; des interventions de Mgr Eichinger, évêque de Strasbourg, et de Mgr Decourtray, archevêque de Lyon; une séquence sur un monastère particulièrement vivace sans parler des informations qui ont été transmises, en direct, le chemin de croix de Jean-Paul II au Colisée, le vendredi saint, puis les messages pascal ainsi que la bénédiction *urbis et orbis* le jour de Pâques...

Bernard Chevallier, chef de la rubrique « religion » droits de l'homme » à TF 1, est formel : la couverture des sujets religieux n'est pas moindre qu'européenne. Lors du voyage de Jean-Paul II en Espagne (novembre 1982), l'envoyé spécial de TF 1 avait effectué trente-deux « passages » à l'écran, dans les différents journaux télévisés ; or le voyage du pape en Amérique centrale (mars 1983) a donné lieu à trente-trois « passages », allant de 25 secondes à 2 minutes. Quant à l'ouverture de l'Année sainte, l'événement fut traité en images dans le journal de 20 heures sur TF 1.

Bref, pour Bernard Chevillier, qui est aussi président de l'Association professionnelle des Informaticiens religieux, le changement de majorité en 1981 n'est pas traduit par un virage à la religion. Il le déçoit. Ce qui peut décevoir, en revanche, c'est le manque de concertation entre les chaînes de données et certains. Mais, il reconnaît aux sujets religieux récemment traités par TF 1 — la musique du Havre, un interview du dala-Him, un reportage sur Maxime Kolbe, l'assemblée des évêques — la nouveauté de leur traitement. Toutefois, il ne considère pas que les critiques demandent à être nuancées.

La question de fond, tant pour le débat que pour la rédaction, est de savoir non seulement quel espace réserver à la religion, mais aussi sous quelle manière traiter un sujet souvent « délicat ». S'il est normal de privilégier une religion dont se réclame une majorité de Français, il n'est pas de raison d'ériger les volontés de l'Eglise en prérogatives ou en tabous, ni de négliger les protestants spirituels, comme les minorités, les juifs ou les musulmans.

Finalement, la meilleure approche ne serait-elle pas de traiter la religion comme n'importe quel fait de société, et de laisser aux journalistes qui, pour être spécialisés, ont d'abord un journalisme commun les autres ?

**La librairie Flammarion**  
vous invite  
**le Samedi 7 Mai 1983**  
à partir de 16 heures  
à rencontrer  
**Philippe SOLLERS,**  
qui signera son livre  
**« FEMMES »**  
à la Librairie Flammarion  
Palais des Congrès  
Porte Maillot, PARIS (17°)  
Téléphone : 758-22-31

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**

- 20 h 35 **Variétés : Formule 1.**  
De M. et G. Carpentier.  
*Special Dalida.*
- 21 h 40 **Série : Lucien Leuwen.**  
D'après le roman de Stendhal. Réal. Cl. Autant-Lara,  
avec B. Garcin, N. Jamet, A. Luchini. (prod.)  
Lucien Leuwen devient dote de camp du ministre de  
l'Intérieur, M. de Vauze. Il n'oublie pas Mathilde de  
Chazelles, qui, croit-il, l'a trompé.
- 22 h 45 **Les nouvelles nouvelles : Michel Duborgel.**  
Homage de pêche.  
Émission de E. Lalou, L. Barrière et J.-P. Fleury.
- 23 h 15 **Journal et cinq jours en S.-P.**

20 h 35 **Fessilleton** : Secret diplomatique.  
De D. de la Patellière et A. Kandel.  
N. 2 : Le vague de l'histoire diplomatique  
Un héros pâle, des jeunes filles sulfureuses,  
le tout noyé dans une intrigue d'une lenteur désespérante.

21 h 35 **Apocryphes**.  
Magazine littéraire de B. Privat.  
Sur le thème : *A la française ? Sont invités : F. Fillingier*  
et *S. Joly* (La vie tu parles), *S. Prou* (Le Pré aux  
marcins), *G. de Roehschild* (Contre bonne fortune),  
Th. Zeldin (Ex-Français).

22 h 55 **Journal**.

23 h 5 **Ciné-club** (cycle Michel Simon) : *La Chienne*.  
Film français de J. Renoir (1931). Avec M. Simon,  
J. Marten, G. Flamant, M. Berabot, Gaillard, J. Gahret  
(N. Rodifusion).  
Un coiffeur d'âge mûr, marié à une harpie, s'prend  
d'une fille des rues qui lui joue la comédie de l'amour  
pour le gruger, au point de son souteur. Inspiré par  
un roman de Georges de la Fouchardière, cette étude  
de son amour est amoureuse, elle a comme il tendra  
moralité, comédie de la vie où, selon Renoir, chacun a

20 h 35 Vendredi : Palerme, la chronique noire des narcodroïdes.  
Magazine d'information d'A. Campus.  
Rome (en Sicile), une ville où mais de la Mafia : exécutions sommaires, trafic d'héroïne, énormes enjeux financiers... L'été italien a engagé une lutte dont les héros sont d'abord les juges, puis certaines personnalités du monde politique. Un reportage de Françoise Liffan.

21 h 35 Journal.  
h 55 Magazine du photo : Flash 3.  
De Bertoldi P. Dhouet et J. Eyraud.  
Renne de presse : les coulisses du grand reportage ; Les archives de la P.J. ; Portraits : Alain Bizos ; Flash pratique : le portrait.

22 h 38 Une minute pour une image.  
D'Agosta Vardica.  
22 h 40 Prélude à la nuit.  
Oscar pour instruments à vent d'Igor Stravinski pour les solistes de Mazzella.

22 h 30. *Nuits macabres* : Arrêts fréquents.

20 à 20, Concert (en direct de Baden-Baden) : Sérénade  
n° 1, Quatuor pour piano et cordes de Brahms  
par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir.  
M. Bameri.

22 à 15, Fréquence de nuit : Mozart, avec Sade, de  
Ph. Sollers.

**PREMIERE CHAÎNE: TF 1**

9 h 45 Vision plus.  
10 h 15 La maison de TF 1 (et h 13 h 35).  
12 h Bonjour, bon appétit.  
*Magazine de la cuisine avec M. Oliver.*  
12 h 30 La séquence du spectateur.  
13 h Journal.  
14 h Montouriste : Les grands explorateurs.  
15 h Alexandre von Humboldt.  
16 h 55 Série : La lumière des justes.  
18 h Trente millions d'arols.  
18 h 30 Pépini câlin.  
19 h 35 Magazine auto-moto.  
19 h 10 D'accord, pas d'accord.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Dallas.  
*On découvre un J.R. a conduit la société familiale : à la famille.*  
21 h 35 Droit de réponse.  
Emission de Michel Polak, l'hôpital malade.  
Avec des médecins, des infirmières, des étudiants et des malades.  
22 h 50 Etoiles et toiles.  
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.  
*En direct du Festival de Cannes avec entre autres deux reportages : " Ces jours de feu à Festival, M<sup>me</sup> Louise Beuve, Le Ferveur le Brav " et " Le Quinquagème des réalisateurs fête ses quinze ans "*  
23 h 40 Journal.

11 h 15 **ANTIOPE.**  
 11 h 10 **Journal des sourds et des malentendants.**  
 11 h 30 **Pierline 45.**  
 12 h **A nous deux.**  
 12 h 45 **Journal.**  
 13 h 35 **Século : Colorado.**  
*Les longues corues.*  
 15 h 10 **Les jeux du stade.**  
 17 h **Récar 8 A 2.**  
 17 h 50 **Les cornets de l'aventure.**  
*- De Chevaline à Coufin -, de M. Luquet ; « Un homme, une femme, un 8 000 » de M. Barnard.*  
 18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**  
 19 h 10 **D'accord, pas d'accord.**  
 19 h 15 **Emissions régionales.**  
 19 h 40 **Le théâtre de Bourard.**  
 20 h **Journal.**  
 20 h 35 **Variétés : Champs-Élysées.**  
*De M. Dracul.*  
*Avec les Compagnons de la chanson, G. Bécard, C. Goya, etc.*  
 21 h 50 **Téléfilm : Diane Lanster.**  
*D'après l'œuvre de J.D. Wofford, réalisation B. Grey-sanne, avec A. Alrina, J. Spissner, J. Parot...*  
 (11 h 50)  
*Un jeune homme handicapé rencontre une jeune fille de bonne famille, très belle et très blonde. Quoyesme o bien rendu le climat de malaise, l'ambiguïté de cette étrange réduction sentimentale, qui avait valu à Wol-schelle le regard plus aigü.*  
 22 h 50 **Gymnastique : championnat d'Europe.**  
 23 h 25 **Journal.**

12 h Objectif entreprises.  
Emission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).

13 h 30. Horizon.  
Machines des années.

**DIMANCHE 8 MAI**

— *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du P.S., est l'invité de l'émission le « Grand Jury-R.T.L. la Monde » sur R.T.L. à 18 h 15.

*M. Pierre Méhaignerie*, président du C.D.S., participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures

*M. Georges Fillioud*, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, est reçu à l'émission « Psycho-test : A la recherche de... » sur R.M.C. à 19 h 15.

**un cocktail  
quand la nuit commence**



**Le Negroni.**  
1/3 Campari.  
1/3 Gordon's Gin.  
1/3 Martini rouge.  
1/2 tranche d'orange.  
Servir glacé.  
(recette de Fosco Scarselli  
pour le Comte Negroni).

**ROBLOT S. A.**

522-27-22

## ORGANISATION D'ORSEQUES

**CURE THERMALE 1983**

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

**De l'Océan à la MÉDITERRANÉE.** Choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil.

Documentation gratuite (hébergement et cures): **CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL**, Maison du Thermalisme, 32, av. de l'Osney 75002 PARIS tél. 742.67.01 +







# INFORMATIONS « SERVICES »

## ARTS

### L'antiquaire du vitrail

Les amateurs d'antiquités cherchent avec ardeur des meubles hauts époques, des bois dorés, des portes sculptées, des faïences ou des boules de verre, mais qui songerait à offrir un vitrail pour y retrouver les couleurs du passé ?

Il existe pourtant, au pied de la cathédrale de Chartres, une spécialiste inspirée qui peut mettre sur sa carte de visite « Antiquaire en vitrail ». Parmi tous les marchands de passé, Micheline Loire est unique en son genre et sans doute la seule au monde.

Certes, l'on peut parfois découvrir chez des brocanteurs des vitraux ou des fragments de vitraux plus ou moins endommagés, tirés de quelque démolition, mais ils sont proposés tels quels, « dans leur jus », le plus souvent brisés et desséchés de leurs plombs. Il faudrait toute la technique d'un verrier pour les restaurer comme font les antiquaires d'un meuble ou d'une faïence.

Micheline Loire avait commencé une carrière scientifique (en passant par l'Ecole polytechnique) avant de rencontrer un maître verrier, lui-même fils de maître verrier... et de l'épouser. Mais elle épousait aussi tous les vitraux de Chartres, de France et de Navarre. Elle s'est longuement initiée à l'art religieux du Moyen Âge, aux techniques traditionnelles du verre teinté de plomb, à la dalle de verre, jusqu'au jour où elle s'est sentie assez savante pour « inventer » un nouveau métier. C'est en 1976 que Micheline Loire a décidé de créer la Galerie du vitrail.

Mais qu'est-ce qu'un vitrail ? Un support de verre, une cloison décorative qui participe à l'architecture d'un édifice et lui apporte les ressources d'une composition picturale traversée de lumière.

#### Sauvetage du verre

Parce qu'ils s'adressent directement aux sens, les vitraux parlent un langage universel, alors que les signes écrits s'opposent à la communication immédiate. Aussi n'est-il pas étonnant que la galerie, qui fait éclore ses poèmes de verre au fil de la cathédrale, attire tant d'étrangers qui viennent en pèlerinage des bords du Rhin, des Etats-Unis ou du Japon. Capitale du vitrail, Chartres offre aux regards une fabuleuse verrerie : plus de 2 000 m<sup>2</sup> pour la seule cathédrale en 172 vitraux, auxquels s'ajoutent les chefs-d'œuvre des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles de l'église Saint-Pierre et les vitraux du XVII<sup>e</sup> siècle de l'église Saint-Aignan. Lieu d'accueil du Centre international du vitrail, Chartres atteste la vitalité de cet art qui continue à pratiquer, dans la ville et aux alentours, les maîtres verriers d'aujourd'hui, en quête d'un style nouveau, s'efforçant d'intégrer leurs créations au décor contemporain.

Le vitrail tel que le conçoit Micheline Loire n'est pas une œuvre statique, mais un art en mouvement, un art religieux au sens fort du terme : ce qui relie les hommes dans le culte de la beauté, et ce qui les rapproche à travers les siècles.

Comme les antiquaires dignes de ce nom, la spécialiste du vitrail s'efforce de sauver les œuvres anciennes de la dégradation du temps. Elle a étudié scientifiquement le processus de détérioration du verre pour en arrêter le cours. Exposé depuis des siècles aux intempéries, le verre se corrodé, modifie sa gamme chromatique, perd la translucidité qui faisait jadis l'essence de sa beauté. Les vitraux endommagés passent par un atelier de restauration avant d'être remis en lumière dans la salle d'exposition.

Parmi les œuvres d'aujourd'hui, la Galerie du vitrail propose des vitraux anciens du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, comme une scène du Nouveau Testament (18x23 cm) à 1 000 F, un couronnement de la Vierge (55x47 cm) à 2 000 F ou une grande descente de croix (140x222 cm) à 35 000 F. Les vitraux des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> ont aussi leur attrait, notamment parmi les floraisons de l'Art nouveau, comme des paysages aquatiques, des copulines, des vus et des pavots, de 500 à 3 000 F selon les formats. Des peintures sur verre symboliques ou des médaillons et, très récemment, des vitraux à partir de 1 300 F.

Autant d'éléments qu'une science lumineuse peut mettre en valeur dans une pièce, où qui s'intègre avec bonheur dans un ensemble architectural.

La Galerie du vitrail, c'est aussi la vitrine des maîtres verriers contemporains, qui sont encore près d'une centaine, attentifs à capter la lumière pour faire jaillir, chacun selon son talent, des arcs-en-ciel de couleurs dans le massif vitré. Les œuvres contemporaines exposées valent de 2 000 francs à 4 000 francs. A la demande, la Galerie du vitrail réalise, d'autre part, des compositions originales de 1 500 francs à 3 500 francs le mètre carré, suivant la surface à exécuter et la technique employée.

Enfin, la Boutique du vitrail comporte un centre de documentation avec une librairie qui regroupe sous les ouvrages consacrés à l'art et aux techniques du vitrail, ancien et moderne, des présentations de dispositions sur les étapes de la création du vitrail, des jouets éducatifs à partir de supports de verres multicolores. Ces activités ont leur importance pour faire comprendre le rôle du vitrail des origines à nos jours, mais l'essentiel demeure, pour Micheline Loire, de rechercher sans cesse, dans toute la France, les pièces qui, après restauration, et souvent après un véritable sauvetage, viendront garnir les vitrines de la galerie.

Anciens ou récents, parce qu'ils illuminent de leurs feux la pierre et le béton, les vitraux méritent une place de choix dans l'habitat d'aujourd'hui.

F. GERSAINT.

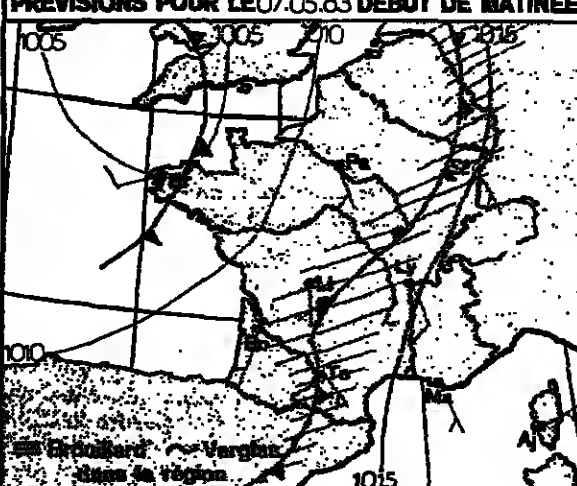
\* La Galerie du vitrail, 17, rue du Cloître-Notre-Dame, Chartres (face au parvis sud de la cathédrale). Tél. : 16 (37) 36-10-03.  
\* Deux autres restaurateurs nous sont signalés : Galerie d'art (Railland-André-Aurélien), 54, rue Pharaon, à Toulouse ; Cellier, place de l'Assomoi, à Belfort.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 06.05.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 07.05.83 DÉBUT DE MATINÉE



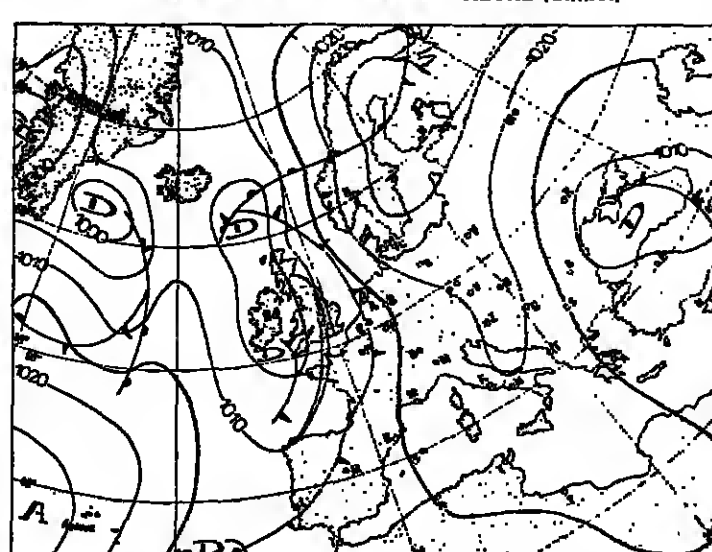
Évolution probable du temps en France entre le vendredi 6 mai à 0 heure et le samedi 7 mai à minuit.

La dépression centrée sur l'Irlande dirige toujours sur la France un flux de sud-ouest instable et orageux ; un front froid descendant traversera les régions de la moitié sud-est, avec l'arrivée, samedi matin, d'une circulation plus importante qui apportera une aggravation pluvio-orageuse.

Samedi, un temps médiocre, avec une nébulosité importante et des précipitations locales à caractère orageux, prédominera sur la moitié sud-est du pays, des Pyrénées au Massif Central et au Nord-Est, ainsi que sur les Alpes, la vallée du Rhône et le Sud-Est. Un renforcement des précipitations sera observé par le sud-ouest dans l'après-midi, et elles pourraient être fortes sur les versants sud à sud-ouest du relief. Sur les autres régions, du nord de l'Aquitaine au Bassin parisien et au Nord, ainsi que sur le Nord-Ouest, après une matinée souvent nuageuse, le temps sera agréable malgré quelques averses temporaires près de la Manche. Les températures maximales, toujours supérieures à la normale, seront toutefois en légère baisse. Les vents seront faibles, exceptés sous les orages.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 6 mai, à 8 heures, de 1 014,3 millibars, soit 760,8 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 mai ; le second le minimum de la nuit du 5 mai à 6 mai) :

PRÉVISIONS POUR LE 7 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Ajaccio, 21 et 8 degrés ; Biarritz, 27 et 15 ; Bordeaux, 27 et 14 ; Bourges, 23 et 12 ; Brest, 18 et 12 ; Caen, 20 et 11 ; Cherbourg, 17 et 10 ; Clermont-Ferrand, 24 et 12 ; Dijon, 21 et 9 ; Grenoble, 23 et 9 ; Lille, 20 et 9 ; Lyon, 23 et 11 ; Marseille-Marganne, 22 et 11 ; Nancy, 18 et 5 ; Nantes, 25 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 12 ; Paris-Le Bourget, 20 et 12 ; Pau, 28 et 13 ; Perpignan, 20 et 15 ; Rennes, 23 et 11 ; Strasbourg, 19 et 8 ; Tours, 23 et 12 ; Toulouse, 26 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 12 degrés ; Amsterdam, 15 et 7 ; Athènes, 22 et 13 ; Berlin, 11 et 4 ; Bonn, 19 et 7 ; Bruxelles, 18 et 9 ; Le Caire, 30 et 23 ; Les Canaries, 22 et 14 ; Copenhague, 14 et 5 ; Dakar, 23 et 20 ; Djakarta, 26 et 17 ; Genève, 20 et 8 ; Jérusalem, 21 et 5 ; Lisbonne, 17 et 13 ; Londres, 19 et 12 ; Luxembourg, 19 et 8 ; Madrid, 22 et 12 ; Moscou, 13 et 8 ; Nairobi, 25 et 17 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 22 et 8 ; Rome, 22 et 14 ; Stockholm, 13 et 1 ; Tassar, 34 et 22 ; Tunis, 22 et 15.

17 et 8 ; Madrid, 22 et 12 ; Moscou, 13 et 8 ; Nairobi, 25 et 17 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 22 et 8 ; Rome, 22 et 14 ; Stockholm, 13 et 1 ; Tassar, 34 et 22 ; Tunis, 22 et 15.

Prévisions pour la journée du dimanche 8 mai

Un vaste couloir dépressionnaire s'étend de la mer de Norvège à l'Angleterre et à l'Espagne et dirige sur la moitié est de la France des perturbations orageuses.

Le temps, dimanche, restera lourd, très nuageux et menaçant sur la Champagne, l'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne, le Centre-Est, la Provence, le Roussillon, le bas Languedoc, les Cévennes et la Corse.

Des pluies d'orages sont à prévoir, localement fortes et accompagnées de violentes rafales de vent.

Sur les autres régions de France, un temps variable et un peu plus frais s'établira par l'ouest. Les vents faibles domineront du nord-ouest. Quelques faibles averses pourront encore se produire vers la Manche et la mer du Nord.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 6 mai :

### DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 19 février 1970 relatif à l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés.

● Modifiant le décret du 29 septembre 1962 portant réforme du baccalauréat de l'enseignement du second degré.

## PARIS EN VISITES

### Dimanche 8 mai

● Manet, 11 heures, Grand Palais (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

● Hôtels de l'île Saint-Louis, 15 heures, métro Saint-Paul, M<sup>me</sup> Hauler.

● Synagogues rue des Rosiers, couvent des Blancs-Manteaux, 16 heures, 3, rue Malher, (Vieux Paris).

### CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Brumfield : « La Finlande », et 16 h 30 « la Norvège » (Audiovisuels).

15 h 30, 15, rue de la Bûcherie, A. Leroy : « La vie passionnante de Dickens », (Artistes de l'Esprit).

## LOTO

TIRAGE N°18  
DU 4 MAI 1983

5 6 21 24 40 43

NUMERO COMPLEMENTAIRE 48

6 BONS NUMEROS	4	3 349 226,10 F
5 BONS NUMEROS	30	223 281,70 F
5 BONS NUMEROS	2 190	9 175,90 F
4 BONS NUMEROS	128 287	156,60 F
3 BONS NUMEROS	2 700 385	10,70 F

SUPER CAGNOTTE DU 7ème ANNIVERSAIRE

20 000 000 F

POUR LE TIRAGE DU 11 MAI 1983  
VALIDATION JUSQU'AU 10 MAI 1983 APRES-MIDI

Les mots croisés se trouvent page 22.

## Le Monde

DI MANCHE

dans son numéro du 8 mai

### Klaus Hornig, martyr de l'article 47.

Un officier allemand qui refusa pendant la dernière guerre d'obéir à des ordres illégaux.  
(Une enquête d'Alexandre Szombati)

### Capricorne pour les tropiques : La chèvre, arme stratégique ?

Michael Harrington, socialiste marxiste américain.

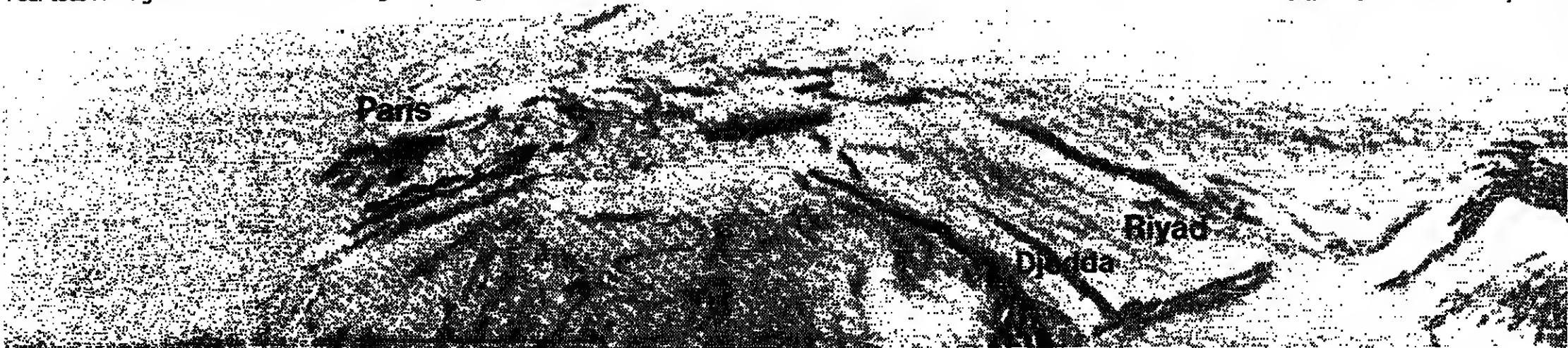
### Nouvelle : Mouvement perpétuel d'Augusto Monteiro.

Les rubriques : Associations, Audiovisuel, Disques. Chronologie du mois d'avril.

# La voie royale : chaque semaine, 9 TriStar vers Djedda et Riyad.

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia, 55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.

**saudia**  
SAUDI ARABIAN AIRLINES  
Bienvenue dans notre royaume





## C.E.E.

### La Commission propose une majoration des ressources propres et une modulation des contributions des Etats

Bruxelles (Communautés européennes). - Eviter l'asphyxie financière de la Communauté, tel est l'objectif de la Commission européenne, qui vient de soumettre aux Dix des propositions qui visent tout à la fois à accroître les ressources propres de la C.E.E. et à faire en sorte que la répartition de la charge de l'impôt communautaire entre les Etats membres soit mieux équilibrée.

Les ressources propres de la C.E.E. sont composées des prélèvements agricoles et des droits de douane perçus aux frontières sur les importations en provenance des pays tiers ainsi que d'une fraction plafonnée à 1 % des recettes de la T.V.A. Ces ressources s'épuisent. En raison en particulier de la pression du Parlement européen, des crédits de plus en plus importants sont affectés à la politique régionale, à la politique sociale, bref à ce qu'on appelle les politiques nouvelles. Surtout, après deux années de calme, on assiste à ce que M. Thörn, le président de la Commission, a appelé jeudi une « explosion des dépenses agricoles ». Elles croissent sensiblement plus vite que ces recettes, si bien que les ressources propres risquent d'être épuisées en 1984. Comme l'a souligné M. Thörn, une telle situation, s'il n'y était porté remède, « rendrait impossible l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, ne permettrait plus d'assurer la continuité des politiques existantes et de développer des politiques nouvelles ».

On pourrait, il est vrai, imaginer de bloquer la progression des crédits affectés à des politiques dites communes, telle la politique régionale. Mais c'est une voie illusoire. Aucun gouvernement membre n'aura l'audace de dire qu'elles ne servent à rien et qu'il faut couper dans les crédits qui y sont affectés.

La Communauté a donc besoin de ressources propres nouvelles. La Commission propose en conséquence de faire passer de 1 % à 1,4 % le plafond des recettes de T.V.A. pouvant être affectées aux dépenses de la Communauté.

Une telle décision exige non seulement l'unanimité des gouvernements membres, mais aussi la ratification des dix Parlements nationaux. Or deux pays, la R.F.A. et le Royaume-

#### De notre correspondant

Uni, ont pris jusqu'ici une position hostile à l'accroissement des ressources propres. Le Royaume-Uni se plaint des déséquilibres du budget européen : les dépenses sont affectées pour environ 60 % à la politique agricole commune (PAC) si bien que les pays ayant une agriculture de dimensions relativement modestes reçoivent moins qu'ils ne paient. Des compensations très substantielles ont été accordées aux Britanniques en 1980 (1,175 milliard d'ECU) (1), en 1981 (1,4 milliard d'ECU) et en 1982 (850 millions d'ECU) pour alléger cette « contribution nette ».

Afin de parvenir à une meilleure répartition de la charge de chacun, la Commission propose d'appliquer un mécanisme correcteur à une partie des recettes plafonnées de la T.V.A. Un taux modulé de T.V.A. serait établi selon trois critères, avec comme résultat de frapper davantage les pays agricoles riches, et serait appliqué à une partie des recettes. La fraction des recettes ainsi concernée serait égale à un peu moins de la moitié des dépenses de soutien agricoles (2). Dans l'état actuel des choses, environ 25 % du budget serait couverts grâce à cette recette de T.V.A. ainsi modulée. Etabli à partir des données actuelles, ce taux modulé comparé au taux normal serait défavorable aux pays suivants : France, 27,8 % (au lieu de 23,7 %) ; Italie, 14,5 % (12,7 %) ; Pays-Bas, 7,5 % (5,8 %) ; Danemark, 3,6 % (2,3 %) ; Grèce, 1,8 % (1,6 %) ; Irlande, 0,8 % (0,7 %) ; indifférent pour la Belgique (4,1 %), mais favorable au Royaume-Uni, 11,1 % (au lieu de 19,1 %), et à la R.F.A., 28,5 % (au lieu de 29,8 %).

En prenant les chiffres du budget de 1983, l'instauration de ce mécanisme correcteur se traduirait par un

Ces propositions ont donc l'ambition de régler en une seule fois les différents problèmes que posent les finances de l'Europe, y compris celui de la réduction de la « contribution nette » du Royaume-Uni au budget européen (la différence entre ce qu'il verse et ce qu'il reçoit en retour). Le Conseil européen, qui se tient début juin à Stuttgart, devra se prononcer sur ces propositions qui vont se trouver au centre du débat européen au cours des mois à venir.

allègement de la contribution britannique d'environ 450 à 500 millions d'ECU, par un allègement de 100 à 150 millions d'ECU pour l'Allemagne, et par alourdissement d'environ 250 millions d'ECU de la facture à payer par la France.

D'un point de vue français, comment apprécier la proposition de la Commission ? Elle empêche l'asphyxie financière de la C.E.E. et, en particulier, de la PAC. C'est important. En effet, dans l'esprit de la Commission, les Britanniques n'obtiendront désormais une correction de leur contribution que s'ils acceptent le déplafonnement des ressources propres. La France, hostile à toute idée de juste retour, a insisté dans le passé sur le fait que la compensation accordée au Royaume-Uni devait être provisoire et dégressive. La proposition de la Commission revient à offrir aux Britanniques une correction permanente mais limitée.

On peut donc se demander si la proposition de la Commission ne constitue pas, même si elle altere le principe de la solidarité financière tel qu'il a été défini en 1970, une base de négociation satisfaisante pour la France. A condition toutefois et cette condition - on le vérifiera bientôt, est loin d'être remplie, - que M. Thatcher s'en contente et que, le mécanisme correcteur empêché, elle ne réclame pas en plus un chèque pour réduire davantage une « contribution nette » qu'elle considérerait encore comme trop élevée.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) ECU = 6,82 F.  
(2) Le texte de la Commission indique que les recettes provenant de ce taux modulé de la T.V.A. « seraient égales à la différence entre les dépenses de la section agricole de la FEOPA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) et 33 % des dépenses budgétaires totales ».

### « La hausse des prix agricoles sera de 8 % en France, et pas plus », déclare M. Rocard

M. Michel Rocard a « vivement déploré », jeudi 5 mai, la décision de la Commission européenne sur les montants compensatoires monétaires. En refusant de soumettre immédiatement la demande française d'un démantèlement de 2 points au conseil des ministres de la Communauté, « la Commission a estimé ne pas pouvoir s'écarter du strict terrain des procédures ». M. Rocard le déplore d'autant que plusieurs de ses collègues de l'agriculture, qui comme lui, à la différence des membres de la Commission, « sont sur le terrain », avaient espéré une réponse favorable à la requête française.

Commentant les résultats obtenus par l'agriculture française l'an passé, M. Rocard a estimé, au regard des cours du premier trimestre qui ont diminué de 0,3 %, que

l'objectif de hausse de 8 % serait difficile à atteindre pour les prix à la production en 1983. « Cela aidera certainement à la lutte contre l'inflation, mais comme ministre de l'Agriculture je dois affirmer que c'est l'agriculture qui a payé le plus cher les dérapages inflationnistes dans notre pays ».

Enfin, le ministre a tenu à préciser avec beaucoup de fermeté que son objectif, en matière de hausse des prix sur le plan communautaire, était totalement conforme au plan de rigueur du gouvernement : « La hausse des prix sera de 8 % en France, et pas plus ». La divergence avec M. Delors, arbitrée par le premier ministre, ne portait donc pas sur l'objectif final, mais sur la question de savoir si le démantèlement de 2 points demandés par la France,

ajouté aux hausses communautaires à venir et au démantèlement antérieur déjà acquis, ferait sauter cette barre des 8 %.

Les deux ministères divergeaient sur trois critères de calcul : la prise en charge totale ou partielle du premier démantèlement d'avril 1982 pour la campagne 1983-1984, l'ampleur de la hausse prévisible pour la part des productions françaises (13 %) qui ne sont pas soumises à des règlements communautaires, la correction à faire dans le calcul du revenu annuel du fait du retard de sept semaines au moins apporté à la fixation des prix. Le tout conduisant à une différence d'estimation d'environ 1,8 point. Le ministre de l'Agriculture, soutenu par Matignon, a fait prévaloir le calcul de ses services, tout en assurant que son 8 serait 8.

#### Industrie chimique

### PROCHAINE RÉUNION A BRUXELLES POUR DISCUTER DES SURCAPACITÉS

Les dirigeants des grands groupes chimiques européens se réuniront dans les prochaines semaines à Bruxelles, afin d'étudier les moyens de réduire les énormes surcapacités existant encore dans la pétrochimie.

MM. Etienne Davignon, commissaire de la Communauté pour les affaires industrielles, et Franz Andriessen, chargé de la concurrence, assisteront aux débats.

La situation de la pétrochimie européenne reste très préoccupante. Rien que dans l'industrie des matières plastiques, les pertes enregistrées en 1982 ont dépassé 9 milliards de francs. Les surcapacités sont en moyenne de l'ordre de 30 %.

En juillet 1982, les groupes chimiques s'étaient déjà réunis à Bruxelles - vainement - pour tenter de trouver une solution.

### Des objectifs difficiles à concilier

M. Michel Rocard poursuit des objectifs difficiles à concilier. D'abord, il indique qu'en 1983 il faudrait un retournement de pente insupportable sur les marchés, pour atteindre 8 % de hausse. Il précise qu'un point de hausse des prix à la production a une faible incidence à la consommation (0,065 point).

Après, il s'est engagé devant le congrès de la F.N.S.E.A. à maintenir le revenu en 1983. Enfin, il fait part de sa volonté de revenir de Bruxelles ou de Luxembourg avec une augmentation des prix agricoles garantis en France de 8 % et pas plus. Mais il précise encore qu'en moyenne, sur plusieurs années, les prix de marchés sont inférieurs de 1 à 1,5 point aux prix garantis. Si l'on comprend bien, il fera alors en sorte d'obtenir au plan communautaire une hausse qui satisfait aux exigences du plan de rigueur, mais qui ne peut assurer correctement une relance des prix de marché, ni le maintien du revenu.

C'est que, en réalité, le ministre de l'Agriculture est pris entre deux logiques : celle de la « politique-spectacle » et de la baisse de réputation des médias. Cette politique-là

fait craindre qu'un chiffre supérieur à 8 % soit interprété par les autres catégories socio-professionnelles comme une entorse à la rigueur, un favoritisme qui doit obligatoirement appeler un alignement sur le traitement le plus défavorable.

L'autre logique est celle du calcul économique. Pour assurer une hausse du revenu identique à l'inflation et surtout pour dégager des capacités d'investissement, il faudrait des prix garantis plus élevés.

Comme M. Rocard veut être un bon ministre de l'Agriculture, mais qu'il ne peut se déprendre de son souci de rigueur pour lutter contre l'inflation, il choisit une ligne médiane : les agriculteurs paieront leur juste part dans la lutte contre l'inflation, mais pas plus, car ils ont déjà beaucoup donné. Fessent alors le ciel - donne chimique importante même pour les fabricants d'indice, - le tenue des marchés et leur gestion aussi, sur laquelle le ministre fonde des espoirs, que cette juste part soit jugée acceptable par tous et compatible avec la promesse du maintien du revenu.

JACQUES GRALL.

## POUR UNE POIGNÉE DE DEVISES.



### TOUTE LA ZONE FRANC, TRANQUILLE!

Les vacances en zone franc, c'est tranquille ! Tranquille parce que vous ne touchez pas à votre allocation devises, quelle que soit la durée de votre séjour. Tranquille parce que Air France-Vacances vous y emmène à des prix pour tout le monde. Tranquille parce que Air France-Vacances vous assure le transport aérien sur des lignes régulières. Prix du transport aérien aller-retour :

LA RÉUNION :	6180 F	LA GUYANE :	4490 F
LA GUADELOUPE :	3975 F	LA MARTINIQUE :	3975 F
DAKAR :	3300 F	AJACCIO :	930 F
BASTIA :	930 F	NICE :	820 F

Tarif aller et retour au départ de Paris valable jusqu'au 27 juin pour les Antilles et 30 juin pour la Réunion. Vente et transport soumis à des conditions particulières. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre agence Air France.

## AIR FRANCE-VACANCES

DES PRIX POUR TOUT LE MONDE.

### AIR FRANCE VACANCES + HÔTEL FACILE!

Vous pouvez réserver, dès l'achat de votre billet d'avion, une chambre en demi-pension pour le nombre de jours que vous désirez. Cette possibilité vous est proposée sur de nombreuses destinations, soit où la vie n'est pas chère et où vous n'aurez pas à dépenser toute votre allocation devises. Air France-Vacances + hôtel, facile ! Exemple :

<b>ATHÈNES :</b>		<b>DJERBA :</b>	
Prix du transport aérien aller-retour .....	1800 F	Prix du transport aérien aller-retour .....	2055 F
+ séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension	1225 F	+ séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension	1015 F
dont 980 F en devises		dont 810 F en devises	
<b>MARRAKECH :</b>		<b>LISBONNE :</b>	
Prix du transport aérien aller-retour .....	2580 F	Prix du transport aérien aller-retour .....	1890 F
+ séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension	805 F	+ séjour de 3 jours en hôtel, en 1/2 pension	645 F
dont 645 F en devises		dont 515 F en devises	



## C.E.E.

### 1,3 milliard de dollars pourraient être consacrés à la coopération dans l'informatique

Tandis que les éprouvants « marathons » agricoles suivent les dissensions monétaires, Thomson renonce à Grundig et se tourne vers les magnétoscopes du japonais J.V.C. Philips adopte les technologies de l'Américain A.T.T., les Britanniques décident de renouer avec les normes européennes dans les radiotéléphones pour choisir les américaines.

Chaque mois, chaque semaine, l'Europe semble se déchirer un peu plus. Invité par l'Executive Club à Paris le jeudi 5 mai, M. Étienne Davignon, vice-président de la C.E.E., chargé des questions industrielles, est très inquiet. « L'Europe est en grand danger. A l'heure des difficultés, chaque pays a du mal à accepter les contraintes communautaires. Le débat est difficile, car chacun a l'impression de s'en libérer et retrouverait une meilleure situation individuelle. »

Inquiet sur le présent, M. Davignon l'est aussi pour l'avenir. La dégradation de la situation dans les industries de la communication (informatique, électronique) est manifeste : une balance commerciale européenne équilibrée en 1975, un déficit de 5 milliards de dollars en 1981, et proche de 10 milliards en 1982, selon les premières statistiques de la C.E.E. M. Davignon souhaite donc vivement que les États membres donnent une vive impulsion au programme ESPRIT (European Strategic Program for Research and Development in Information Technology), qui vise à établir des coopérations entre les laboratoires de recherche en Europe, dans ces domaines de pointe. Aujourd'hui très limité avec un budget de 11 millions de dollars, ESPRIT pourrait déboucher sur un plan de cinq ans doté de 1,3 milliard de dollars, financé moitié par la C.E.E., moitié par les industriels.

Les États membres seront appelés à se prononcer, lors du conseil européen d'octobre, pour un démarrage en janvier 1984. C'est déjà dans cet esprit, si l'on peut dire, que trois firmes d'informatique, l'anglaise I.C.L., l'allemande Siemens et la française C.I.H-Honeywell Bull ont décidé de créer un laboratoire commun (le Monde du 23 mars).

L'Europe, qui échoue lorsqu'elle se cherche dans les grandes fusions spectaculaires, se retrouverait grâce à ces projets concrets à l'horizon

1990. Tel est l'objectif de M. Davignon. Pourtant, l'ambition apparaît bien timorée. Le budget des Bell Laboratories (A.T.T.) a dépassé 1,7 milliard de dollars pour la seule année 1982. Et comment espérer qu'une convergence se réalise en 1990 quand les divergences s'accroissent aujourd'hui ? Curieusement, pour M. Davignon, les accords A.T.T.-Philips ou Thomson-J.V.C. ne sont pas anti-européens. « Tout dépend des produits futurs. »

Les lendemains qui chantent donc. Cette indulgence vis-à-vis des entreprises, M. Davignon l'explique ainsi : « Surtout pas d'accord de cartellisation entre les Européens. » Ce que souhaitait M. Chevènement, au travers de l'accord Thomson-Grundig-Philips, c'est-à-dire une entente pour reconquérir le marché intérieur des Dix, présente à ses yeux un « risque considérable ». « Les Japonais font l'inverse : concurrence à l'intérieur et entente à l'extérieur », explique-t-il.

Étonnante théorie pour un homme qui, pour sauver la sidérurgie européenne, a cartellisé la production européenne au point que chaque kilo d'acier produit est dédié à Bruxelles. Les statistiques citées ne prouvent-elles pas la « crise manifeste » des nouvelles technologies et de l'avenir européen ?

ERIC LE BOUCHER.

### LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL A DIVISÉ

#### LES MINISTRES EUROPÉENS

La deuxième conférence des ministres du travail des pays membres du Conseil de l'Europe, réunie à Paris, s'est achevée, le 5 mai, par la publication d'un communiqué final reprenant l'état des débats.

Pour lutter contre le chômage, les ministres se sont accordés à reconnaître la nécessité de la convergence « des objectifs et des moyens de la politique économique et financière, d'une part, et de la politique du marché du travail, d'autre part ». Ils ont souligné le besoin d'une coordination accrue des services intervenant sur le marché de l'emploi, notamment pour les jeunes et les chômeurs de longue durée.

Si les ministres « ont considéré de façon unanime que la formation initiale et continue était un élément fondamental de la politique de l'emploi », ils se sont montrés plus divisés sur la réduction du temps de travail, chacun poursuivant des politiques différentes.

Dans le communiqué, les ministres insistent donc sur « le rôle essentiel (qui) appartient aux partenaires sociaux (de) négocier les formes et les modalités de la réduction et la réorganisation du temps de travail ». Certains gouvernements acceptent toutefois de « jouer un rôle d'encadrement et d'incitation » pour de telles négociations.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. - ou Dép. -	Rep. - ou Dép. -	Rep. - ou Dép. -
S.E.U. ....	7,35/7,36	+ 220 + 260	+ 460 + 525	+ 1390 + 1510
S. can. ....	6,80/6,81	+ 120 + 185	+ 360 + 396	+ 1013 + 1135
Yen (100) ...	3,125/3,128	+ 162 + 188	+ 333 + 371	+ 1002 + 1064
D.M. ....	3,010/3,012	+ 190 + 214	+ 385 + 421	+ 1135 + 1263
Fr. S. ....	2,670/2,675	+ 154 + 173	+ 317 + 347	+ 948 + 1001
F.R. (100) ...	15,852/15,865	+ 286 + 424	+ 623 + 843	+ 1807 + 2280
S.S. ....	3,581/3,583	+ 242 + 271	+ 496 + 538	+ 1518 + 1590
L.(100) ....	5,054/5,059	+ 163 + 194	+ 325 + 341	+ 1134 + 1238
E. ....	11,573/11,585	+ 282 + 296	+ 461 + 601	+ 1607 + 1842

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9	10 1/4	11 1/8	12 1/2	14	16	18	20
S.E.U. ....	4 13/16	5	5 1/2	5 3/4	6	6 1/2	6 3/4	7	7 1/2
D.M. ....	5 1/2	5 3/4	6	6 1/2	6 3/4	7	7 1/2	8	8 1/2
F.R. (100) ...	8 7/8	9 1/4	9 1/2	10 1/8	10 1/4	10 3/4	11 1/8	11 1/4	11 3/4
S.S. ....	2	2 1/4	2 1/2	2 3/4	3	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4
L.(100) ....	14	15 1/2	16	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2
E. ....	18 3/8	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2
S. can. ....	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/4	20 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## CONJONCTURE

### Hausse des prix de détail en mars : + 0,9 %

	des 12 derniers mois (mars 83/mars 82)	des 6 derniers mois (mars 83/sept. 82)	des 3 derniers mois (mars 83/déc. 82)	du dernier mois (mars 83/fév. 83)
● ENSEMBLE .....	+ 9	+ 5	+ 2,6	+ 0,9
● ALIMENTATION (y compris boissons) .....	+ 8,3	+ 4,4	+ 2,3	+ 0,9
Produits à base de céréales .....	+ 7,7	+ 6,8	+ 2	+ 0,7
Vinifères de bovinerie .....	+ 9,3	+ 4,5	+ 2,1	+ 0,5
Porc et charcuterie .....	+ 7,2	+ 2,4	+ 0,4	- 0,3
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande .....	+ 6,5	+ 6,6	+ 2,2	+ 1,1
Produits de la pêche .....	+ 10,8	+ 6,2	+ 3,3	+ 0,6
Lait, fromages .....	+ 10	+ 5	+ 3,3	+ 1,2
Autres produits laitiers .....	+ 2,6	+ 0,8	+ 0,7	+ 1,3
Légumes et fruits .....	+ 8,1	+ 1,7	+ 0,9	+ 0,3
Autres produits alimentaires .....	+ 8,5	+ 3,7	+ 2,3	+ 1,2
Boissons alcoolisées .....	+ 9,8	+ 4,7	+ 3,2	+ 1,4
Boissons non alcoolisées .....	+ 13,6	+ 7,7	+ 4,8	+ 2,6
● PRODUITS MANUFACTURÉS .....	+ 8,3	+ 4,3	+ 1,8	+ 0,7
1) Habillement et textiles .....	+ 9,6	+ 5,4	+ 2,5	+ 1,2
Vêtements de dames .....	+ 9	+ 5,2	+ 2,3	+ 1,4
Autres vêtements et accessoires .....	+ 10,6	+ 5,9	+ 2,9	+ 1,4
Articles chaussants .....	+ 8,6	+ 4,6	+ 1,7	+ 0,8
Autres articles textiles .....	+ 9,8	+ 5,1	+ 3,3	+ 1,4
2) Autres produits manufacturés .....	+ 8	+ 4,1	+ 1,6	+ 0,6
Mobilier et tapis .....	+ 9,5	+ 4,4	+ 3	+ 0,9
Appareils ménagers électriques et à gaz .....	+ 7,1	+ 3,8	+ 2,8	+ 1,1
Autres articles d'équipement du ménage .....	+ 9,2	+ 4,8	+ 3,7	+ 1,5
Servants de ménage, produits détergents et produits d'entretien .....	+ 8,8	+ 4,5	+ 3,7	+ 0,8
Articles de toilette et de soins .....	+ 5,8	+ 3,5	+ 4	+ 2,4
Véhicules .....	+ 7,2	+ 5,9	+ 2,4	+ 0,9
Papeterie, librairie, jouets .....	+ 8,3	+ 5,5	+ 3,5	+ 1,3
Photo, optique, électro-acoustique .....	+ 2,4	+ 1,2	+ 0,8	+ 0,2
Autres articles de loisir .....	+ 9,5	+ 4,6	+ 2,5	+ 1,1
Combustibles, énergie .....	+ 8,5	+ 5,3	+ 3,4	+ 0,9
Tabacs et produits manufacturés divers .....	+ 8,7	+ 6,9	+ 4,6	+ 0,8
● SERVICES .....	+ 10,6	+ 6,6	+ 4,1	+ 1,3
Services relatifs au logement .....	+ 9,7	+ 6	+ 4,4	+ 0,8
dont : loyers .....	+ 9,5	+ 6,3	+ 4,5	+ 0,7
Soins personnels, soins de l'habille-	+ 11,5	+ 6,4	+ 2,6	+ 0,4
ment (1) .....	+ 10,7	+ 10,4	+ 6,7	+ 4,4
Services de santé .....	+ 11,5	+ 5,8	+ 3,2	+ 0,5
Transport public .....	+ 8,5	+ 5,7	+ 2,3	+ 1,1
Services d'entretien de véhicules .....	+ 12	+ 6,7	+ 4,4	+ 1
Services (2) .....	+ 9,4	+ 4,3	+ 2,4	+ 0,4
Hôtels, cafés, restaurants, casinos .....				
Autres services (3) .....				

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 338,7 en mars, contre 335,6 en février. En rythme annuel calculé sur trois mois (janvier, février, mars 1983), l'inflation est de 10,8 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, de coiffure, de nettoyage, de teinture, de teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi amicales), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

● La table ronde sur l'insertion et la formation professionnelle des jeunes de 16-25 ans se tiendra le 20 mai prochain à l'hôtel Matignon sous la présidence du premier ministre, a annoncé M. Pierre Mauroy le 4 mai, au cours de la séance consacrée aux questions d'actualité à l'Assemblée nationale. Elle réunira, a-

**VOIR TOUS LES HALOGENES**

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce

Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage

**READY MADE**

38 et 40, rue Jacob  
75006 PARIS  
Tél. 260.84.25 et 28.01.

**RADIO 3** Jean-Louis LEVET,

docteur ès sciences économiques, chargé de mission au ministère de l'Industrie et de la Recherche, reçoit, dans le cadre de son émission hebdomadaire, « L'ÉCONOMIE PARMI NOUS », Christian PIERRET, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Le SAMEDI 7 MAI 1983, à 11 heures, sur la thème :

**LE SECOND PLAN DE RIGUEUR DU GOUVERNEMENT**

**ASIE**

Vient de paraître un catalogue de 64 pages de 2.630 livres anciens ou épuisés sur l'ASIE.

Envoi contre 20 F (déductibles du premier achat).

**LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE**

9, rue de la Pompe, 75016 PARIS  
Tél. : 288-58-06 - 288-73-59.

**SOUPLESSE.**

50-250 KM/H EN 5". Savoir dominer sa puissance pour mieux la libérer, conserver à n'importe quelle vitesse une marge de sécurité, suivre un peloton sans effort pour mieux s'en dégager sont les résultats d'un entraînement permanent, sans concession. Un long travail où seule l'intelligence peut encore faire progresser les forces mécaniques. Se dépasser est une course qui ne finit jamais.

**PORSCHE 928S**

PORSCHE 928S 300 CH DIN 230 KM/H 9,7 L A 90 KM/H 12,8 L A 120 KM/H 18,1 L EN VILLE (NORMES U.T.C.) SOCIÉTÉ IMPORTATEUR MITCHELL - PORSCHE ZA LES BETHUNES, 95010 ST-QUEN-CAUMONT TEL. (01) 079282 PRÉCONSEIL PILOTE 3000



## SOCIAL

### Les difficultés de l'emploi au centre de plusieurs manifestations syndicales

Les menaces pesant sur l'emploi dans plusieurs secteurs industriels ont provoqué, le 5 mai, plusieurs manifestations. A l'appel de la C.G.T., une cinquantaine de salariés de l'usine Azote et produits chimiques de Grand-Couronne (Seine-Maritime) ont bloqué pendant une heure l'autoroute de Normandie au péage de Bourg-Achard (Eure). Ils voulaient attirer l'attention sur les risques de suppression, selon eux, de 250 postes de travail.

A Roanne (Loire), environ 3 500 personnes ont manifesté, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN, pour protester contre la situa-

tion de l'emploi dans la région. Ils ont demandé à être reçus par M. Auroux.

Près de Liancourt (Oise), environ 300 des 1 250 salariés de l'usine Isover Saint-Gobain de Rantigny ont, à l'appel de la C.G.T., bloqué la circulation ferroviaire, entraînant pour trois trains un retard de vingt minutes. Ils voulaient ainsi protester contre le « plan d'adaptation » de l'entreprise, qui prévoit plus de 1 500 suppression d'emplois d'ici à 1985, dont plus de 700 à l'établissement de Rantigny.

A Paris, la Fédération C.G.T. des services publics a organisé une manifestation du métro Duroc à la rue de Varenne, afin d'« aider le gouvernement à prendre la mesure du mécontentement des personnels et à faire en sorte qu'il applique d'abord rigueur et austerité aux vrais privilégiés de la fortune ».

● A propos de l'entretien publié dans le Monde du 5 mai : le nom du ministre espagnol du travail était M. Joaquim Almunia, et non Almunia comme il a été écrit par erreur. Nous présentons nos excuses à M. Almunia et à nos lecteurs.

Réunie en assemblée générale à Mulhouse (Haut-Rhin), l'Union na-

tionale des retraités C.F.T.C. a affirmé qu'elle envisageait de « descendre dans la rue » pour la défense du pouvoir d'achat.

● Vingt-neuf bâtiments de cités de transit vont être détruits à la suite de l'incendie du foyer de Colombes. — Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat à la famille, à la population et à l'immigration, a annoncé, le 5 mai, la destruction de vingt-neuf bâtiments jugés « franchement dangereux » dans des cités de transit hébergeant notamment des travailleurs immigrés. Le secrétaire d'Etat a précisé que les cinq cent cinquante-deux familles habitant dans ces foyers seraient relogées d'ici à la rentrée scolaire 1983.

Cette décision de Mme Dufoux, en liaison avec le ministre du logement et de l'urbanisme, M. Roger Quilès, intervient après l'incendie, le 23 avril, d'un foyer Sonacotra à Colombes qui avait fait deux morts.

### Près de vingt mille artisans et commerçants ont manifesté dans Paris

Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont marqué, le jeudi 5 mai dans l'après-midi, à Paris, le défilé de quelque vingt mille (soixante mille pour les organisateurs) commerçants, artisans et petits patrons. La manifestation, qui s'est déroulée entre l'esplanade des Invalides et le Champ-de-Mars, via le quai Branly, avait été préparée par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) pour protester publiquement contre des jugements portés contre ces professionnels accusés de pratiquer des prix trop élevés.

Comparée à la manifestation du Syndicat national du patronat moderne et indépendant (S.N.P.M.I.), présidée par M. Gérard Deuil, le 1<sup>er</sup> mai (trois mille personnes encadrées de plusieurs dizaines de militants politiques de droite), le cortège de jeudi a été un succès. On y vit même dans les premiers rangs plusieurs panneaux dans les porteurs se réclamant de Gérard Nicoud et du C.I.D.-Unati, des ennemis traditionnels de la C.G.P.M.E.

A Paris, dans les quartiers populaires surtout, des magasins sont restés fermés jeudi après-midi.

Au contraire des précédentes manifestations de la C.G.P.M.E., celle de jeudi a pris un tour politique après que le cortège n'eut pu accéder au quai Branly où se trouve la direction générale de la concurrence et de la consommation. « Mitterrand, fous le camp », devint alors le leit-motiv de ceux, hommes et femmes, qui défilaient. Plus révélatrice encore est cette petite phrase prononcée par

M. René Bernasconi, le président de la C.G.P.M.E., au micro d'Europe 1, lors de la dispersion de la manifestation. L'attitude des forces de l'ordre, disait-il, en substance, a été, face aux petits patrons, différente de celle qu'elles ont lorsqu'elles s'opposent aux « Maghrébins dans les usines ». Une phrase qui surprend.

Sans doute aurait-on tort de « liquider » le dossier des artisans et commerçants en parlant de poujadisme. Le ministère de l'économie et des finances semble l'avoir bien compris, qui, dans un communiqué diffusé dans la soirée de jeudi, précise qu'« il n'y a pas de catégorie socioprofessionnelle responsable de l'inflation ».

Selon nos correspondants, des manifestations ont aussi eu lieu dans de nombreuses villes de province. A Rennes, le cortège, qui rassemblait plus de deux mille personnes, a été rejoint par environ trois cents étudiants en médecine, droit et dentaire. A Nancy, une voiture cherchant à forcer un barrage de manifestants interdisant l'accès à la préfecture a renversé et blessé deux personnes avant de disparaître.

Dans les rues de Lille (cinq cents personnes), Bordeaux, Metz, Dijon, Tours, Caen, Nevers et Mende, plusieurs centaines de petits patrons ont défilé sans incident et déposé des motions en préfecture ou à la direction locale de la concurrence et de la consommation.

A.T.

### « Nous ne cherchons pas la révolution »

Au son de Taut va très bien madame la marquise et de la Vie en rose, le cortège des petites et moyennes entreprises s'est défilé dans la bonne humeur, précédé d'un bouc, symbole pour ces petits patrons des boucs émissaires qu'ils prétendent être.

Les banderoles, comme à l'habitude, réclamaient « Moins de charges et plus d'emplois », « Moins d'Etat, plus de liberté », ou encore « Plus de bon sens, moins d'idéologie ». Plus loin, on pouvait lire : « M. Mitterrand, prenez des ministres compétents ou démissionnez ».

Le changement de ton intervient pratiquement à la hauteur du quai Branly, siège de la Direction générale de la concurrence et de la consommation. Des slogans plus durs, plus politiques aussi, étaient émis : « Mitterrand fous le camp ! », repris très souvent et longuement, donnant le ton.

Le but premier de la manifestation était de déposer une motion d'interpellation à la direction du quai Branly, ce qu'a fait M. René Bernasconi, président de la C.G.P.M.E., en compagnie des responsables de cette organisation.

Commentant cette rencontre et cette manifestation, M. Bernasconi devait déclarer peu après : « D'ores et déjà, ce sera la solidarité qui nous fera bouger, et l'on n'attenda plus les uns sans que les autres réagissent, sans que l'ensemble du pays maintienne ce que nous sommes. [...] Nous ne cherchons aucune révolution, le pays doit se redresser par la vitalité de ses entreprises et avec des gens qui sont conscients de ce qu'est l'économie. Que les gouvernements, les bureaucraties et soient persuadés, sinon on se chargera de le leur faire comprendre ».

C'est sur le quai Branly que des heurts se produisirent, les forces de

l'ordre, très nombreuses, étant placées derrière des barrières qui empêchaient les manifestants de s'approcher. Après avoir repoussé plusieurs tentatives de passage en force, les C.R.S. ont tiré des grenades lacrymogènes, tandis qu'une partie des manifestants refusait vers le pont de l'Alma et que le cortège continuait en direction du Champ-de-Mars par l'avenue Raspail. Une barricade était dressée et les manifestants lançaient des pierres ou des barres de fer ou arrachaient des panneaux. Une dizaine de personnes ont été légèrement blessées.

Le cortège, qui avait quitté l'esplanade des Invalides vers 16 h 30, s'est dispersé près de la tour Eiffel vers 19 h 30, après que M. Bernasconi ait annoncé en substance qu'il ferait faire une enquête pour connaître les raisons du comportement des forces de l'ordre, qui n'ont pas eu, a-t-il dit, dans l'après-midi, la même attitude que celle qu'elles ont généralement lorsqu'elles rencontrent des « maghrébins dans les usines ».

### 1 916 emplois seront supprimés dans la chimie de P.C.U.K.

Les suppressions d'emplois chez P.C.U.K. toucheront 1 916 personnes au total, soit 16 % des effectifs du groupe (12 000 personnes). Les dirigeants de l'entreprise l'ont annoncé jeudi 5 mai, lors de la réunion du comité central d'entreprise.

Cette très importante réduction de personnel s'effectuera en deux temps : 1 139 postes seront supprimés d'ici à 1984, puis 777 à l'horizon 1986. Elle est consécutive à la décision de fermer de nombreux ateliers devenus obsolètes, notamment dans le Nord à Wattrelos (fermeture complète - 285 emplois), La Madeleine (164 emplois + 62 à terme), Chocques (17 à terme), Harnes (39 + 40), Loos (86) ; en Haute-Normandie, à Notre-Dame-de-Gravenchoc (2) ; dans l'Ouest, à Palmbeuf (73 à terme) ; dans la région Rhône-Alpes, à Brignoud (44 + 20), à Jarrige (130 +

100), à Pierre-Bénite (35 à terme) ; en Lorraine, à Saint-Avold (57 + 5) ; à Dieuze (138 + 34) ; en Picardie à Villers-Saint-Paul (115 + 305) ; dans les Pyrénées, à Lannemezan (137 + 16) ; dans le Midi, à L'Estaque (30 + 11).

Quelques postes, enfin, seront supprimés à Epierre (12) à La Chambre (2) et à Prémont (8). Le comité central d'entreprise se réunira à nouveau le 18 mai afin de prendre connaissance plus à fond de ce volet social, qui prévoit une nouvelle convention avec le Fonds national de l'emploi et des reclassements. Naturellement, les syndicats protestent. La C.F.D.T. relève « quelques incohérences industrielles » et refuse l'arrêt d'activités sans reconversion simultanée. Elle estime que le report à la mi-mai de la définition des modalités de départ est « inacceptable » et exige l'ouverture immédiate de négociations.

F.O., pour sa part, refuse de siéger le 18 mai avec les seuls représentants de la direction de P.C.U.K. et de servir de caution à un plan dit « social » dont l'aboutissement sera les guichets de l'A.N.P.E. La centrale exige « la présence de responsables qualifiés des sociétés repreneuses des départs résultant de la balkanisation de P.C.U.K. ». Quant à la C.G.T., elle juge que « les conséquences sociales des nouvelles réorganisations ne sont pas acceptables » et invite ses adhérents à agir.

[N.D.L.R. : Dans l'article sur la réorganisation de l'industrie chimique paru dans le Monde du 6 mai, des lignes sautées ont rendu difficilement compréhensible une partie du texte. A la fin du deuxième paragraphe, il fallait lire : « Son actionnaire unique, toujours l'Etat, lui apporte par souscription, compte tenu des longs délais impartis pour réaliser ce mariage financier, P.C.U.K. recevra pour quelques mois un prêt bancaire-relais de 2 milliards de francs, de façon à pouvoir très vite restaurer ses comptes. L'opération financière devra être complètement terminée le 30 septembre prochain. »]

Dans ces conditions, il est bien entendu que les groupes acquéreurs reprendront non seulement les actifs mais aussi les passifs se rapportant aux dettes industrielles de P.C.U.K. leur revenant.]

### Les élections professionnelles à la Régie Renault

LA C.F.D.T. RECULE LA C.G.T. PROGRESSE F.O. ET LA C.G.C. GAGNENT DES VOIX

Les élections de délégués du personnel ont eu lieu récemment dans divers établissements de la Régie Renault. Sans à Flins, dans le premier collège, où elle enregistre un recul, la C.G.T. progresse dans les autres usines et consolide ses positions. A Choisy, toutefois, elle perd vingt-quatre points dans le deuxième collège, au profit de la C.G.C.

La C.F.D.T., elle, recule partout, que ce soit dans le premier ou le deuxième collège, et notamment à Flins, où elle perd 0,86 point chez les ouvriers. F.O., dont l'audience demeure souvent modeste, améliore ses scores, tandis que la C.G.C. avance dans l'encadrement.

● A Flins. Dans le collège « ouvriers », la C.G.T. a perdu 2,46 points par rapport au précédent scrutin de 1982. La C.F.D.T. perd également 0,86 point. C'est Force ouvrière qui bénéficie de ces mouvements, gagnant 3,33 points.

Inscrits : 15 293 ; exprimés : 9 303, C.F.D.T., 46,90 % (au lieu de 47,76 %) ; C.G.T., 41,12 % (contre 43,58 %) ; F.O., 11,97 % (8,64 %).

Dans le deuxième collège (encadrement) : inscrits : 2 223 ; exprimés : 1 354 ; C.F.D.T., 16,24 % (au lieu de 25,86 %) ; C.G.C., 57,97 % (53,98 %) ; C.G.T., 18,24 % (15,95 %) ; F.O., 7,53 % (4,19 %).

● Au Mans (Sarthe). Dans le collège « ouvriers », inscrits : 7 157 ; exprimés : 6 103 ; C.G.T., 60,62 % (au lieu de 55,74 %) ; C.F.D.T., 35,39 % (contre 42,21 %) ; F.O., 2,55 % (au lieu de 2,03 %) ; C.F.T.C., 1,42 % (non présente en 1982). Dans le deuxième collège : inscrits : 1 714 ; exprimés : 1 330 ; C.G.T., 36,64 % (au lieu de 32,4 %) ; C.G.C., 32,78 % (contre 28,6 %) ; C.F.D.T., 27,82 % (contre 37,1 %) ; F.O., 2,70 % (au lieu de 1,8 %).

A Choisy (Val-de-Marne). Dans le collège « ouvriers », la C.G.T. fait 75,51 % des suffrages exprimés (contre 70,04 %) et la C.F.D.T. 24,49 % (au lieu de 29,96 %). Dans le deuxième collège, la C.G.C. obtient 47,22 % des suffrages (au lieu de 23,2 %) et la C.G.T. 52,78 % (au lieu de 76,80 %).

# LA VIE FRANÇAISE

1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Guide pratique de la retraite à 60 ans

Dans ce même numéro

- Les Profits des Banques
- Offensive mondiale contre Reagan
- Les petits % font les gros impôts
- Investissez aujourd'hui dans l'industrie de demain

LA VIE FRANÇAISE, UN PLACEMENT SÛR  
chaque samedi, 10F, chez votre marchand de journaux

DU 23 AVRIL AU 9 MAI

## Pour la 1<sup>ère</sup> fois en France Citroën lance



Incredibly mais vrai : pour la première fois en France, Citroën vous permet de rouler un mois avec votre voiture, avant de l'adopter définitivement. Vous l'achetez, vous roulez. Un mois après si vous n'êtes pas satisfait, Citroën vous rembourse. Kilomètre illimité. Reprise instantanée de votre véhicule. Crédit Sofi-Sovac.

**La Visa ça décoiffe!**

## ...le mariage à l'essai.

\*Credito Sofi-Sovac : sans reversement d'aucun montant de devises 100% valable sur toutes les Visas dans le limite des quotas de devises. Pour savoir de 20 mai 1983, contactez nos représentants de l'assurance.

CITROËN TOTAL

هكذا من الأول



## AFFAIRES

### APRÈS L'ANNONCE DES PERTES DE MICHELIN

#### La diversification industrielle et l'exportation deviennent les priorités de l'Auvergne

Clermont-Ferrand. — La capitale auvergnate a accueilli sans surprise l'annonce de la perte de 4 milliards de francs enregistrée par le groupe Michelin en 1982 (le Monde du 27 avril et du 2 mai). L'arrêt de l'embauche décidé à partir de 1980, les mesures de chômage partiel appliquées entre septembre 1981 et avril 1982, les réductions de personnel dans le cadre d'une convention avec le Fonds national de l'emploi aboutissant à près de trois mille départs en

prétraite, avaient préparé l'opinion à ce résultat spectaculaire. Il n'en demeure pas moins que le climat d'inquiétude se développe.

Les syndicats font état de la crainte d'un « deuxième wagon » de départs, et tant la C.F.D.T. (majoritaire) que la C.G.T. parlent de « dramatisation volontaire » de la situation de la manufacture française.

#### Correspondance

Un conseil régional, M. Francis Fontaine, chargé de mission pour les questions économiques, voit dans le contenu de la lettre aux actionnaires des « pressentiments fâcheux » et il ajoute : « Quand on a 2 milliards à récupérer, c'est rarement bénéfique pour l'emploi ». M. Jean-Claude Duprat, président de la commission industrie de la chambre de commerce de Clermont-Ferrand-Issoire, se dit « un peu effrayé par l'ampleur du chiffre » et s'interroge sur l'avenir de la région.

L'Auvergne, en état de « monoculture industrielle », est, en effet, particulièrement sensible à tout ce qui touche le géant du pneu. Il représente, avec 29 000 employés, la cinquième des effectifs salariés, le quart des investissements industriels, le tiers des exportations.

Cet enracinement régional très marqué s'exprime au niveau de l'artisanat, ainsi que de la petite et moyenne industrie, par le biais de la sous-traitance. Dans le département du Puy-de-Dôme, Michelin compte 638 fournisseurs dont 174 sont spécialisés dans la mécanique. Le plus part ne dépassent pas dix employés. Leur dépendance à l'égard de la manufacture explique leur fragilité. Au temps de la prospérité de la « locomotive », ces entreprises vivaient bien, d'autant que leur donneur d'ordres payait à bon prix le service rendu. Depuis 1980, la situation est bouleversée. M. Christian

Berthier, secrétaire général du comité d'expansion économique du Puy-de-Dôme, le constate chaque jour. Mais si la situation comporte de graves inconvénients, elle présente au moins un avantage à ses yeux : celui d'obliger les petits patrons à abandonner de mauvaises habitudes engendrées par la facilité. Or tout le monde prône maintenant la diversification.

Le conseil régional ainsi que souhaite que Michelin aille sur cette voie. La commission d'information sur la situation du géant industriel, qui a rendu ses conclusions en juin 1982, a évoqué le sujet en soulignant que Michelin était le moins diversifié des grands manufacturiers. Or « la chimie fournit un champ d'expansion privilégié à ces industriels soucieux de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier ». La réponse des représentants de la firme à la commission a été nette : « On fait ce que l'on sait faire ».

Le rapport publié à l'époque formulait des recommandations que M. François Michelin repoussa le 3 septembre 1982 dans une lettre à M. Maurice Pourchon, président (P.S.) du conseil régional. Pas question de livrer des informations publiques sur les activités du groupe, pas question de conclure un contrat de solidarité chez Michelin, pas question non plus d'un contrat de plan entre la manufacture et la région.

Ce soin à refuser la moindre ingérence dans la vie de l'entreprise s'accompagnait cependant des propos suivants : « Je souhaite voir la région diversifier son tissu industriel et se créer des débouchés nouveaux, indépendants des activités de la manufacture. Je suis prêt à collaborer avec les organismes régionaux en mettant à leur disposition, dans la limite des possibilités pratiques de l'entreprise, la compétence d'un certain nombre de personnes susceptibles de participer à toute étude allant dans ce sens... »

Cette lettre puis des rencontres entre M. François Michelin et M. Maurice Pourchon ont marqué un événement dans la vie régionale. Même limitée, la voie du dialogue s'est trouvée ouverte. Personne n'y était habitué.

#### Un service S.V.P.

Elle vient de déboucher sur la mise en place, au sein de la manufacture, d'une cellule-conseil pour les entreprises exportatrices. Les entrepreneurs de la région disposent désormais d'un S.V.P. (tél. 30-24-58) à partir duquel ils pourront tirer des informations recueillies depuis des dizaines d'années dans 167 pays.

Cette collaboration entre la manufacture et la région est en train de s'étendre aux domaines de la technique et de la gestion, au bénéfice de deux entreprises, sous la forme notamment de « prêts » de cadres. Mais, comme pour le reste, la discrétion est de règle. On avance de part et d'autre à pas mesurés. Les déclarations officielles sont délivrées au compte-gouttes. M. Maurice Pourchon ne fait aucun mystère cependant sur sa volonté d'aller vers un accord particulier entre la manufacture et la région, mais rien ne permet aujourd'hui de prévoir si sa persévérance sera récompensée par un mariage en bonne et due forme.

LIBERT TARRAGO.

### A Laon

#### Le révolutionnaire Poma-2000 va remplacer l'antique tramway

Laon. — A l'heure où Lille inaugure son métro, Laon commence à enfanter le sien. Et plutôt dans la douleur, à entendre les débats de la dernière réunion du conseil municipal ! Le maire, M. René Dostère (P.S.), récemment dépossédé de la présidence du conseil régional, s'est entendu

poser, par l'opposition, de nombreuses questions relatives au Poma-2000, ce « remonte-pente » révolutionnaire qui doit, dans trois ans, relier les parties haute et basse de la ville, en remplacement de l'antique tramway réformé il y a une dizaine d'années.

#### De notre correspondant

Ce tramway à crémaillère a relié, pendant trois quarts de siècle, la gare S.N.C.F. à la place de l'Hôtel-de-Ville, point culminant de la vieille ville. Depuis sa mise à la retraite pour raison de vétusté, les Laonnais ont dû se contenter de bus de remplacement, pour lesquels ils n'avaient pas les mêmes sentiments de tendresse, ou, pis encore, de leur voiture, ce qui a posé d'extrêmes problèmes de circulation et de stationnement dans le cœur commercial et administratif de la cité.

L'ancien maire (P.S.) de la ville, M. Robert Aumont, soucieux de remplacer un moyen de transport qui s'était révélé si pratique, s'intéressa très tôt aux travaux menés par l'ingénieur Pomagalski, spécialiste grenoblois des téléphériques et remonte-pentes, dont le Poma se rapproche par sa propulsion puisque les cabines sont tirées par un câble auquel elles s'accrochent par des pinces et qu'elles tiennent pour s'arrêter aux stations. La seule différence est qu'elles ne sont pas suspendues mais qu'elles roulent sur des rails. Tout le système est électronique et fonctionne grâce à un poste central de surveillance.

Très vite l'idée germa de faire circuler le Poma entre la gare du chemin de fer et l'hôtel de ville, par les pentes de la montagne Couronnée, sur l'ancienne ligne de tramway d'une longueur de 1 500 mètres. Avantage non négligeable : le Poma

#### Remonte-pente et politique

Si les promoteurs et le ministère des transports ont arrêté leur choix sur Laon pour cette innovation, qui pourrait intéresser de nombreuses villes étrangères, c'est parce que le profil de la ligne résume toutes les possibilités du système. C'est la raison pour laquelle la ville de Laon obtint pour l'installation du Poma une aide aussi importante : l'Etat apporte, grâce au Fonds spécial des grands travaux, 60,7 %. Creusot-Loire, le constructeur, 18,3 %, la ville de Laon, la région Picardie et le département de l'Aisne, 21 % (et la part de la ville de Laon a diminué par l'apport du site et des ouvrages d'art existants). L'estimation du coût, en septembre 1982, s'élevait à 136 millions de francs, l'Etat prenant en charge le déficit éventuel d'exploitation des premières années.

Lorsque la municipalité socialiste lança cette idée, l'opposition locale éleva de vives objections, assurant que le contribuable laonnais ferait les frais d'une opération de prestige qui ne se justifiait pas. La même opposition renouvela ses sarcasmes lorsque, un peu avant les élections municipales de mars dernier, MM. Pierre Mauroy et Charles Fiterman vinrent à Laon poser la première pierre de la station Hôtel-de-Ville.

Le cap des élections franchi, les passions ne se sont pas apaisées pour autant. Le site continue d'être contesté mais le maire rétorque que la disponibilité de la plate-forme de l'ancien tramway rendait ce choix logique, que le Poma sera de la sorte en correspondance avec la S.N.C.F. et la gare routière par son terminus inférieur, où les automobilistes trouveront, de plus, de nombreuses places de parking. Les réunions de l'assemblée municipale promettent encore quelques moments d'agitation d'ici à la mise en service du Poma, fin 1985. Agitation de pure forme puisque le projet a désormais dépassé le point de non-retour. Et puis, quelle que soit l'attitude de leurs élus, bien des Laonnais sont assez fiers à l'idée de disposer bientôt, eux aussi, de « leur » métro, qu'on viendra voir des quatre coins de la planète. Après tout, leur ville ne fut-elle pas, un temps, la capitale de la France ?

ROLAND MAQUIN.

#### Séjours linguistiques en famille

IRLANDE  
GRANDE-BRETAGNE  
U.S.A.

Cours de langue  
Tennis, équitation, voile

#### HOMESTAY

5, rue Boudreau, 75009 Paris  
Tél. : 265-50-40

(Publicité)

#### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Agriculture et de la Révolution agraire

#### OFFICE NATIONAL DU MATÉRIEL AGRICOLE

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'Office national du Matériel agricole « O.N.A.M.A. » lance un Avis d'appel d'offres national et international en vue de la fourniture de machines outils :

##### LOT 1 :

7 TOURS  
3 AFFUTEUSES  
6 SCIES MÉCANIQUES

##### LOT 2 :

6 TRONÇONNEUSES  
7 POSTES DE SOUDURE  
6 TOURETS À MEULER ET AFFUTER  
6 ÉBARBEUSES  
3 NÉCESSAIRES DE SOUDURE AUTOGENE  
10 PERCEUSES ÉLECTRIQUES

##### LOT 3 :

18 GRUES HYDRAULIQUES D'ATELIERS  
6 PALANS AVEC POTANCE 500 A 1000 KG  
24 CÉRBEURS À FOURCHES  
60 CHARIOTS À PLATEAUX  
57 TRANSPALÉTTES HYDRAULIQUES  
20 APPAREILS DE NETTOYAGE  
3 COMPRESSEURS

##### LOT 4 :

3 TRONÇONNEUSES DÉMONTABLES DE FLEXIBLES  
3 SÉRIEUSES DE FLEXIBLES  
3 BANCS D'ESSAIS DE FLEXIBLES

Les fournisseurs intéressés peuvent s'adresser ou écrire pour prendre communication du cahier des charges au :

BUREAU DES MARCHÉS - DIVISION DES ACHATS  
« O.N.A.M.A. »  
16, rue Arab Si Ahmed, Birikadhem  
ALGER

contre la somme de 200 DA (deux cents dinars).

Les soumissions accompagnées des pièces réglementaires et documentation doivent parvenir sous double enveloppe et anonyme portant la mention : « SOUMISSION À NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES N° 85/83 - MACHINES OUTILS », dans un délai de 40 (quarante jours) à compter de la date de parution dans la presse.

N.B. : Il est à souligner que seules les offres émanant des fabricants spécialisés seront prises en considération.

Puissance  
Multiplicité  
Equilibre  
Performances

Les forces  
d'un grand de l'industrie

GROUPE

# FIAT

EN FRANCE

FIAT FRANCE S.A. - 140, Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél. : (1) 562.82.00



# ENVIRONNEMENT

## Les déchets arsénisés de Roumazières vont être retraités en Alsace et enfouis en Allemagne fédérale

Alors que l'on est toujours sans nouvelles des déchets toxiques de Seveso, l'attention se porte en France sur les vingt et une tonnes de déchets arsénisés découverts dans la décharge de Roumazières (Charente). Ces déchets, produits par l'usine de la Grande-Paroisse de Montoir-de-Bretagne (le Monde du 29 avril) avaient été enfouis l'an dernier à Roumazières.

A l'occasion des fouilles entreprises pour la recherche des fûts de Seveso, le commissaire de la République de la Charente a exigé le retrait des déchets arsénisés. Ils ont donc été renvoyés, le 30 avril, en Loire-Atlantique, leur lieu d'origine, non sans qu'un préalable des échantillons aient été prélevés et envoyés au laboratoire d'hygiène de La Rochelle « pour s'assurer que ces fûts contiennent bien des produits arsénisés et rien d'autre », a précisé le commissaire de la République.

Le 5 mai, les vingt et une fûts de Roumazières ont été acheminés au centre de traitement de la société Tredi, à Hombourg (Haut-Rhin), spécialisée dans la détoxification des déchets chimiques. Après analyse de chacun des fûts et contenants, les boues toxiques seront recondition-

nées et compactées, avant d'être expédiées vers leur destination finale : l'ancienne mine de sel de Herfau-Neurode, en Allemagne fédérale, le seul dépôt de la Communauté européenne où l'on puisse enfouir en toute sécurité des déchets toxiques solides.

Ce dépôt, selon les responsables de la firme Hoffmann-La Roche, avait refusé, en 1981, les déchets contenant la dioxine de Seveso.

L'usine Tredi de Hombourg (Haut-Rhin) a déjà en commun client un groupe chimique aujourd'hui bien connu, la société Hoffmann-La Roche, dont la maison mère se trouve à quelques kilomètres de là, de l'autre côté de la frontière avec la Suisse.

### L'anarchie

La multinationale possède, entre autres, à Village-Neuf, dans la banlieue alsacienne de Bâle, une unité de production d'adjuvants pour l'alimentation du bétail. La société chimique Roche (trois cents employés), qui a parfois du mal à écon-

ler ses rejets chimiques, même dépourvus de dioxine. « Pour nos solvants chlorés, l'administration française nous dit : « Allez les faire traiter à Hombourg », explique M. Roger Marchand, directeur des services techniques. Mais là-bas, on nous répond : « Pas question ! C'est l'anarchie totale ».

Son collègue, M. Laurent Marion, un jeune ingénieur chimiste chargé de l'environnement, regrette lui aussi le flou de la législation : « On attend toujours les décrets d'application de la loi de 1975 sur l'élimination des déchets. On prévoit un tas de contrôles, mais on n'a pas encore désigné les gens chargés de contrôler ».

Quant aux fûts introuvables de Seveso, M. Marion fournit cette indication : « L'usine de faire de longues analyses dans des déchets suspects. Si on met le main sur les déchets de Seveso, on ne peut pas se tromper : eux seuls ont été emballés sous double couche d'acier, avec résine d'époxyde et parois tapissées de polyuréthane ».

A moins, évidemment, que les fûts aient été entre-temps reconditionnés... - R. C.

## La réintroduction du lynx dans les Vosges

### LACHÉS (prématurément)... ET POURCHASSÉS

La réintroduction du lynx est mal partie dans les Vosges. Alors que, depuis dix ans, écologistes et naturalistes attendaient l'heureux événement, fixé officiellement au 13 mai prochain, avec la bénédiction du secrétariat d'Etat à l'environnement, voici que le commissaire de la République du Haut-Rhin a ordonné, le 4 mai, la capture des deux spécimens lâchés le veille par l'association Lynx-Alsace.

Au secrétariat d'Etat, on explique, que l'association a eu tort de lâcher un premier couple - acquis avec l'aide du W.W.F. (Fonds mondial pour la protection de la nature) auprès du zoo d'Ostrava (Tchécoslovaquie) - alors qu'une réunion de concertation est prévue le 10 mai avec toutes les parties prenantes, notamment les chasseurs et les agriculteurs.

Dès le premier lâcher, ces derniers ont en effet exercé de très fortes pressions sur les élus à l'administration, furieux que l'on ait ainsi libéré dans la nature des petits fauves considérés comme des « braconniers sur pattes ». Les écologistes, sentant l'hostilité de ces groupes, ont-ils voulu forcer la main à la « concertation » ?

Il est de fait que l'ordre du commissaire de la République risque de ne pas recevoir d'application avant plusieurs jours. Malgré leurs radio-collés, les deux lynx tchécoslovaques ne se laisseront certainement pas repérer, puis capturer facilement. Les fauves sont lâchés. A eux de prouver que leur rôle prédateur contribue à l'équilibre écologique de la forêt vosgienne et ne menace en rien ni les élevages ni le gros gibier, encore très abondant.

## Nominations

• M. Francis Lorentz, directeur général de C.I.I.-Honeywell Bull, a été nommé à la présidence de la société Transact. Cette dernière, qui emploie mille sept cents personnes, est considérée comme le numéro un européen des guichets automatiques bancaires et le leader français des terminaux d'informatic distribuée, avec un chiffre d'affaires annuel voisin de 600 millions de francs. Elle a été reprise par C.I.I.-Honeywell Bull en février dernier.

• M. Hervé Pinet, directeur général de la compagnie financière Paribas, a été nommé à la présidence de la banque d'investissement américaine Becker, à la suite de sa récente prise de contrôle par le groupe.

• M. Alain de Boysson, vice-président-directeur général de la Compagnie industrielle et financière des Ateliers et chantiers de la Loire, a été nommé à la présidence d'une filiale de cette dernière, la S.A. Duhaigou Normande, où il succède à M. Michel Perreau.

[Agé de cinquante-huit ans, ancien élève de l'Ecole polytechnique, M. de Boysson n'a commencé sa carrière à la Banque de l'Union européenne avant d'occuper plusieurs postes importants dans le monde industriel, le dernier en date étant la vice-présidence des Ateliers et chantiers de la Loire.]

# TRANSPORTS

## DANS UNE LETTRE A LA F.N.T.R.

### M. Fiterman propose aux routiers une concertation et un effort d'imagination

L'agitation risque de gagner le secteur des transporteurs routiers dans les prochains jours. La Fédération nationale des transport routiers (F.N.T.R.) envisage en effet de faire envoyer par ses adhérents au ministre des transports les disques des contrôleurs (c'est-à-dire les « boîtes noires ») qui enregistrent les temps de travail des conducteurs.

Par cette opération, indique la F.N.T.R., « la profession, sans importuner le public, exprimerait son « ras le bol » général, notamment devant l'augmentation intolérable des charges des entreprises et à l'approche d'une hausse fiscale absolument arbitraire du gazole ».

Pressentant cette agitation, M. Charles Fiterman, ministre des transports, a adressé une lettre à M. Maurice Voiron, président de la F.N.T.R., dans laquelle il se dit prêt à résoudre les problèmes par le dialogue et la concertation avec la profession, notamment à propos de la déductibilité de la T.V.A. sur le gazole pour les transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises et à propos de la durée du travail.

M. Fiterman annonce aussi que

« dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation, les services régionaux interurbains constitueront une des priorités du D.T. Plan ».

Le ministre conclut : « Sans nier les difficultés auxquelles votre secteur du transport routier se trouve confronté, je reste persuadé que nous n'avancerons qu'au prix d'un effort collectif, résolu et imaginatif, dans lequel chacun abandonne tout a priori pour voir les problèmes tels qu'ils se posent ».

## AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2/03/83/MSP/DCSP/DEPCIS

### RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

#### PROJET D'ÉQUIPEMENT

#### MATÉRIELS D'EXPLOITATION ET TECHNIQUES DIVERS

L'objet de cet Appel d'Offres est la fourniture d'équipement de la Faculté des Sciences de la Santé et de l'Hôpital communautaire de Bangui, répartis en 9 lots.

Le projet est financé par le Fonds Africain de Développement (FAD). Seuls les Fournisseurs ressortissants des Pays membres de la Banque Africaine de Développement et participant au FAD peuvent soumissionner.

La date limite de remise des Offres est fixée au 20 septembre 1983, avant 10 heures.

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré, contre remise en numéraire ou par mandat-poste d'une somme de 25 000 F CFA, majorée des frais d'expédition en cas d'envoi auprès de la :

DIRECTION DES ÉTUDES ET DE LA PLANIFICATION  
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
B.P. 883 BANGUI - RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le conseil d'administration du C.I.C., réuni sous la présidence de M. Georges Dumas, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

A la fin de l'exercice, le capital a été porté de 466 millions de francs à 571 millions de francs à la suite de la conversion d'obligations convertibles.

Le bilan du C.I.C. s'élève à 71 998 millions de francs, en progression de 20,1 % sur celui de l'exercice 1981.

Les résultats de l'exercice, à partir : d'un produit net bancaire s'élève à 1 861 millions de francs contre 1 653 millions, soit une progression de 12,6 % ; de dotations aux comptes d'amortissements et constitution de provisions, d'un impôt de 338 millions de francs contre 257 millions, soit une progression de près de 20 %, due notamment à des provisions relatives aux risques sur des pays étrangers fortement endettés.

font ressortir le bénéfice net à 88 millions de francs contre 116 millions, en diminution de 24 % par rapport à celui de 1981.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire de doter la réserve légale de 4,4 millions de francs, d'affecter 48,8 millions de francs aux réserves de versement, et de distribuer un dividende de 3,80 franc par action, assorti d'un avoir fiscal de 1,90 franc, soit une distribution globale de 21,7 millions de francs à laquelle s'ajoutent les réserves versées à la Caisse nationale des Banques de 23,1 millions de francs.

## FRANCIC

Le conseil d'administration de FRANCIC, Sicav fondée par les banques du groupe C.I.C. dans le cadre de la loi du 13 juillet 1978, s'est réuni le 28 avril 1983 sous la présidence de M. Olivier Moulin-Randou et a approuvé les comptes de l'exercice 1982-1983, clos le 31 mars 1983.

Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 14 F assorti d'un impôt déjà payé au titre de 1,53 F, soit un revenu global de 15,53 F contre 11,96 F l'an dernier, traduisant une hausse de 29,85 %.

Au cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action FRANCIC a progressé de 19,98 %, dividende inclus. Au 31 mars 1983, le montant de l'action d'un impôt déjà payé au titre de 1,53 F, soit un revenu global de 15,53 F contre 11,96 F l'an dernier, traduisant une hausse de 29,85 %.

Il faut rappeler que les actions FRANCIC peuvent encore être acquises au titre de la loi Monory par les épargnants nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1932 exerçant une activité professionnelle.

De même, les actions FRANCIC offrent la possibilité, dans le cadre d'un compte d'épargne en actions (C.E.A.), de profiter des nouveaux avantages fiscaux accordés par la loi de finances pour 1983.

## BANQUE DE LA HÉNIN

### ACTIVITÉS DU GROUPE

Dans un contexte général dominé par la crise et dans un environnement professionnel marqué :

- par une forte baisse de l'activité du secteur immobilier ;
- par une structure des taux défavorable ;
- et par le maintien d'une politique restrictive en matière de crédit, le groupe BANQUE DE LA HÉNIN a pu, en raison de la spécialisation, poursuivre son développement.

Les nouveaux concours acquiescents accordés en 1982 ont progressé de 13 % et atteignent 5,1 milliards de francs, dont 2 milliards pour les seuls prêts conventionnels contre 1,4 en 1981, marquant un accroissement de 47,5 %. Les crédits court terme sont restés stables à 2,4 milliards, contre 2,5 milliards en 1981 et 3,2 milliards en 1980, reflétant le ralentissement de la promotion privée.

Deux événements ont marqué l'exercice 1982 :

• La participation de la BANQUE DE LA HÉNIN dans COGEFIMO, société de crédit différé, a été portée de 33,1 % à 99,8 %, valant ainsi définitivement les deux établissements.

• Par ailleurs, la BANQUE DE LA HÉNIN et COGEFIMO ont acquis 20 % du capital de MERLIN IMMOBILIER, à l'occasion de l'introduction en Bourse initiée par la BANQUE DE LA HÉNIN. Cette opération financière traduit sa volonté de devenir la banque d'affaires de l'immobilier.

Les résultats cumulés du Groupe, avant amortissements, provisions et impôts, sont, hors plus et moins-values exceptionnelles, sensiblement équivalents à ceux de 1981 : 227 millions de francs en 1982, contre 223,7 en 1981 (189,5 en 1980).

Après déduction des amortissements, provisions, impôts et participation, mais avant plus et moins-values exceptionnelles, le bénéfice de l'exercice ressort à 49,9 millions de francs, contre 77,8 millions de francs en 1981. Il faut, toutefois, rappeler que le résultat de 1981 avait été en très forte progression sur celui de 1980 (5,5 millions de francs).

Compte tenu du solde net des plus et moins-values exceptionnelles de 60,7 millions de francs, le bénéfice comptable ressort à 110,6 millions de francs.

### BANQUE DE LA HÉNIN

Le Conseil d'administration, réuni le 11 avril 1983 sous la présidence de M. Jean-Pierre Aubert, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le bénéfice net de la seule BANQUE DE LA HÉNIN s'élève à 12,1 millions de francs, contre 41,7 millions de francs l'année précédente.

Cette baisse a plusieurs causes :

• Une importante augmentation des dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour risques qui nettes de reprises passent de 29,7 millions de francs en 1981 à 89,7 millions de francs en 1982.

• L'achat, le 1<sup>er</sup> juin 1982, pour 245 millions de francs, des actions COGEFIMO se traduisant par une diminution des recettes de trésorerie d'environ 20 millions de francs.

• La diminution de la marge sur les crédits à court terme référencés sur le taux de base bancaire qui a toujours été, en 1982, inférieur au taux du marché monétaire.

### COGEFIMO

Le Conseil d'administration de COGEFIMO, réuni le 28 avril 1983 sous la présidence de M. François Lagarde-Delpont, a arrêté les comptes de l'exercice en 1981.

Les crédits consentis par COGEFIMO se sont élevés à près de 1,5 milliard de francs, contre 1,9 milliard de francs en 1981. L'encours global, au 31 décembre 1982, avec 17,9 milliards de francs, a inscrit en progression de 0,8 % par rapport à fin 1981. Parallèlement, COGEFIMO a poursuivi sa politique de collecte d'épargne immobilière en proposant à sa clientèle l'ouverture de contrats de crédit différé à versements libérés.

### PERSPECTIVES DU GROUPE

L'année 1983 devrait être marquée par une forte progression des prêts conventionnels, par un maintien des crédits court terme, par un développement de la collecte de l'épargne et, enfin, par l'implantation d'une filiale au Cameroun avant la fin de l'année.

Sa volonté d'assurer son développement dans son métier de spécialiste de l'immobilier devrait permettre à la BANQUE DE LA HÉNIN et à ses filiales d'élargir leur part du marché intérieur et de s'ouvrir vers l'étranger.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries pétrochimiques

### ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

#### « E.N.A.F.O.R. »

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.12

« E.N.A.F.O.R. » lance un Avis d'appel d'offres international pour la fourniture du matériel suivant :

Lot de motopompes de 40 à 75 CV et divers accessoires de sécurité.

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à E.N.A.F.O.R. :

DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS  
1, place Bin-Hakim - EL-BIAR (ALGER)

à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (06) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire, ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et portant seulement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.12 »

Confidentiel - A ne pas ouvrir

à l'attention de M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS, devront parvenir au plus tard le 11 juin 1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries pétrochimiques

### ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

#### « E.N.A.F.O.R. »

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.13

« E.N.A.F.O.R. » lance un Avis d'appel d'offres international pour la fourniture du matériel de forage pétrolier suivant :

- BOP TYPE ANNULAIRE (ANNULAR BLOWOUT PREVENTOR) ... 13 5/8" - 10000 P.S.I.
- BOP DOUBLE A MACHOIRS (RAM BLOWOUT PREVENTOR) ... 13 5/8" - 10000 P.S.I.
- MANIFOLD ET VANNES (MANIFOLD AND CHOKES VALVES) ... 13 5/8" - 10000 P.S.I.

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à E.N.A.F.O.R. :

DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS  
1, place Bin-Hakim - EL-BIAR (ALGER)

à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (06) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire, ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et portant seulement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.13 »

Confidentiel - A ne pas ouvrir

à l'attention de M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING & APPROVISIONNEMENTS, devront parvenir au plus tard le 11 juin 1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

MARCHÉS

هكوان الرمال



الاول

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

5 mai

### Encore bien orienté

La séance de jeudi à la Bourse de Paris a commencé avec un quart d'heure de retard en raison de l'embouteillage causé par un afflux de petits ordres au comptant. L'achat ou à la vente? «Des deux», répondait-on. Globalement, ce détail n'a pas, semble-t-il, pesé très lourd dans la balance. Le marché a été modérément actif. Quant aux cours, ils sont restés assez bien orientés en général. Quelques points de réelle fermeté ont émaillé la cote, C.F.P. (+ 5,5 %) notamment. Mais la tendance sur tous les groupes était quand même à l'irrégularité. Les valeurs françaises n'ont pas redonné leur performance de la veille et à la clôture l'indicateur instantané affichait une modeste avance de 0,3 %.

La meilleure tenue du franc a, semble-t-il, fait un peu reculer la spéculation étrangère, qui commençait à jouer une sorte de système monté européen, sans doute un peu trop vite. Manifestement, la clientèle des particuliers, attirée par les perspectives de gain, lui a emboîté le pas. «Ce n'est pas un bon signe», affirmait un vieux boursier. Quoiqu'il en soit, le marché n'a certainement pas été indifférent à la bonne tenue de Wall Street. Ajoutons, enfin, que les pétroles sont généralement restés en pointe.

Avec le recul du dollar, la devise-titre s'est dévalorisée pour s'échapper entre 9,22 F et 9,26 F contre 9,18 F et 9,30 F.

La reprise de l'or s'est poursuivie lentement à Londres: 435 dollars l'once contre 432,75 dollars. Mais à Paris, le courant s'est inversé et le lingot a reperdu 450 F à 103 450 F. Le napoléon, en revanche, a progressé de 2 F à 685 F. Ces divers mouvements ont été enregistrés dans un marché redevenu très creux. Le volume des transactions s'est fortement contracté: 9,84 millions de F contre 29,60 millions.

## NEW-YORK

Nouvelle avance

Après sa progression de la veille, le marché new-yorkais est resté empreint de fermeté jeudi et le fort volume d'activité (108 millions d'actions ont finalement été négociés, contre 102 millions mercredi) est considéré comme un facteur très positif au Big Board où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est finalement adjugé 7,07 points pour s'établir à 2 119,72. Le fait marquant de cette séance a été la nouvelle avance de l'indice Dow Jones des valeurs de transport, un phénomène déjà perceptible depuis plusieurs jours, et qui a permis à ce baromètre d'établir un nouveau record, à 547,57, après avoir gagné 16,20 points en vingt-cinq heures.

Ces indices comprennent vingt entreprises de compagnies ferroviaires, aériennes, et de transports terrestres et les anticipations de baisse du prix des carburants ont largement joué en faveur de ces sociétés dans un certain nombre de valeurs retrouvées dans le peloton des valeurs les plus actives de la séance avec des volumes d'affaires dépassant le million de titres (Am. Airlines, World Airways, notamment).

De leur côté, les actions de compagnies pétrolières sont à nouveau en cours à Wall Street, entraînant les firmes automobiles dans leur sillage, dans la perspective d'une reprise économique, qui semble se confirmer au fil des jours. C'est ainsi que Phillips Petroleum, Chrysler Corp., American Motors et Standard Oil of Ohio figurent parmi les gagnants de la séance.

VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 4 mai
Alcoa	32 3/8	32 3/8
A.T.T.	89 1/8	89 1/8
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chrysler	67 1/2	67 1/2
Deere & Co.	48 1/2	48 1/2
Du Pont de Nemours	48 1/2	48 1/2
Eastman	35 1/2	35 1/2
Exxon	48 1/2	48 1/2
Ford	35 1/2	35 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2
IBM	116 3/4	116 3/4
ITT	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	45 1/4	45 1/4
Kimberly-Clark	35 1/4	35 1/4
U.S. Steel	35 1/4	35 1/4
Westinghouse	48 1/4	47 5/8
Xerox Corp.	47 1/4	47

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL** - Au vu des résultats 1982 de cet établissement, le produit net bancaire a progressé de 12,6 % l'année dernière pour atteindre 1,84 milliard de francs, les dotations aux comptes d'amortissement et à la constitution de provisions passant de 257 à 338 millions de francs, soit une augmentation de 20 % d'une année à l'autre, en raison des provisions constituées sur les pays étrangers fortement endettés.

Compte tenu de ces éléments, le bénéfice net du C.I.C. a régressé de 24 % en 1982 pour s'établir à 88 millions de francs contre 116 millions l'année précédente, le

conseil proposant de doter la réserve légale d'une somme de 4,4 millions de francs et d'affecter 38,8 millions de francs aux réserves diverses. La distribution globale s'élevait à 330 F net par action, soit un montant de 1,90 F (1,90 F) représentant 21,7 millions de francs, une redevance de 23,1 millions de francs étant versée à la Caisse nationale des banques.

Il est rappelé qu'à la fin de l'exercice 1982, le capital du Crédit Industriel et Commercial a été porté de 466 à 571 millions de francs à la suite de la conversion d'obligations convertibles. Le bilan de la banque s'élevait alors à 71,99 milliards de francs, en augmentation de 20,1 % sur l'exercice précédent.

**CHARFA** - Cette société spécialisée, notamment, dans la fabrication des sacs en papier a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 1,92 milliard de francs, après impôts, de 8,86 millions de francs contre un profit de 7,90 millions l'année précédente, conduisant le conseil à proposer la distribution d'un dividende net de 17 F (contre 15,50 F), le chiffre d'affaires s'établissant à 33,47 millions de francs, en progrès de 12 % sur 1981.

Dans une lettre aux actionnaires, le président de la société Charfa, M. Roger Bordat, tient à préciser que toutes les filiales ont été bénéficiaires en 1982.

## BOURSE DE PARIS Comptant

5 MAI

VALEURS	% de nom.	% du capital	VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 4 mai	VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 4 mai	VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 4 mai
3 %	26,20	1,784	De Dietrich	220	220	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
4 %	27,70	1,888	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
5 %	29,20	2,000	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
6 %	30,70	2,112	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
7 %	32,20	2,224	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
8 %	33,70	2,336	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
9 %	35,20	2,448	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
10 %	36,70	2,560	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
11 %	38,20	2,672	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
12 %	39,70	2,784	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
13 %	41,20	2,896	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
14 %	42,70	3,008	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
15 %	44,20	3,120	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
16 %	45,70	3,232	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
17 %	47,20	3,344	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
18 %	48,70	3,456	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
19 %	50,20	3,568	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
20 %	51,70	3,680	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
21 %	53,20	3,792	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
22 %	54,70	3,904	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
23 %	56,20	4,016	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
24 %	57,70	4,128	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
25 %	59,20	4,240	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
26 %	60,70	4,352	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
27 %	62,20	4,464	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
28 %	63,70	4,576	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
29 %	65,20	4,688	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
30 %	66,70	4,800	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
31 %	68,20	4,912	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
32 %	69,70	5,024	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
33 %	71,20	5,136	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
34 %	72,70	5,248	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
35 %	74,20	5,360	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
36 %	75,70	5,472	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
37 %	77,20	5,584	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
38 %	78,70	5,696	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
39 %	80,20	5,808	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
40 %	81,70	5,920	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
41 %	83,20	6,032	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
42 %	84,70	6,144	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
43 %	86,20	6,256	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
44 %	87,70	6,368	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
45 %	89,20	6,480	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
46 %	90,70	6,592	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
47 %	92,20	6,704	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
48 %	93,70	6,816	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
49 %	95,20	6,928	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
50 %	96,70	7,040	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
51 %	98,20	7,152	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
52 %	99,70	7,264	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
53 %	101,20	7,376	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
54 %	102,70	7,488	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
55 %	104,20	7,600	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
56 %	105,70	7,712	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
57 %	107,20	7,824	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
58 %	108,70	7,936	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
59 %	110,20	8,048	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
60 %	111,70	8,160	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
61 %	113,20	8,272	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
62 %	114,70	8,384	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
63 %	116,20	8,496	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
64 %	117,70	8,608	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
65 %	119,20	8,720	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
66 %	120,70	8,832	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
67 %	122,20	8,944	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
68 %	123,70	9,056	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
69 %	125,20	9,168	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
70 %	126,70	9,280	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
71 %	128,20	9,392	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
72 %	129,70	9,504	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
73 %	131,20	9,616	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
74 %	132,70	9,728	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
75 %	134,20	9,840	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
76 %	135,70	9,952	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
77 %	137,20	10,064	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
78 %	138,70	10,176	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
79 %	140,20	10,288	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
80 %	141,70	10,400	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
81 %	143,20	10,512	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
82 %	144,70	10,624	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
83 %	146,20	10,736	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	7,25
84 %	147,70	10,848	Département	120	120	Navig. Viel.	108,90	108,90	B.N. Média	7,25	



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LES ÉGLISES ET L'ARMEMENT ATOMIQUE : « Aucun motif politique ou idéologique ne peut justifier la guerre nucléaire », nous déclare le cardinal Franz König ; « Des erreurs de jugement », par Michel Aulliac ; « La petite phrase » de Jean-Paul II, par J.-M. Muller.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : La négociation israélo-libanaise et la mission de M. Shultz.  
4. EUROPE : Les autorités hongroises commentent s'inquiéter des initiatives des intellectuels contestataires.  
GRANDE-BRETAGNE : les élections locales sont reportées par les conservateurs.  
6. DIPLOMATIE  
6. AFRIQUE

### POLITIQUE

7. Les déclarations du premier ministre A.Y.A.F.  
8. AU SÉNAT : la répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'État.  
- A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : la protection des victimes d'infractions.  
SOCIÉTÉ

### LOISIRS ET TOURISME

13. VÉLO BUSSONNIER : en Provence, avec David et Gioia dans les sables ; en Chine, en bicyclette à Pékin.  
14-15. DEMANDE LA CHINE : Une armée de terre pour Xi'an ; Les Qing, côté jardin.  
16. Voyages à l'économie sur les bords du Gange.  
18. EXPOZOO 83.  
19. BALADE À LA CARTE.  
20 à 22. Hippisme : Plaisirs de la table ; Jeux.

### CULTURE

23. MUSIQUE : l'action de l'IMAM à Saint-Michel.  
- LU : Pierre Laval devant l'histoire, d'Eric Roussel.

### ÉCONOMIE

30-31. C.E.E.  
31. CONJONCTURE : la hausse des prix de détail en mars, + 0,9 %.  
32. SOCIAL : près de vingt mille artisans et commerçants ont manifesté dans Paris.  
33. AFFAIRES.  
34. ENVIRONNEMENT.  
- TRANSPORTS.

RADIO-TÉLÉVISION (27)  
INFORMATIONS  
« SERVICES » (29) :  
Arts ; « Journal officiel » ;  
Météorologie ; Loto.  
Annonces classées (28) ;  
Carnet (27) ; Programme des spectacles (24 et 26) ; Marchés financiers (35) ; Mots croisés (22).

Le numéro du « Monde »  
daté 6 MAI 1983  
a été tiré à 509 102 exemplaires

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

**TRECA ÉPÉDA SIMMONS**

EXPOSITION ET VENTE

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République - PARIS 11  
Métro Parmentier - Parking assuré  
Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE

A B C D E F G

## LE FILS DE ROBERT BOULIN REMET EN CAUSE LA THÈSE DU SUICIDE DE SON PÈRE

L'hebdomadaire *Paris-Match*, daté du 13 mai, publie trois photographies de Robert Boulin prises par les enquêteurs, le 29 octobre 1979, après la découverte de son corps au bord d'un étang de la forêt de Rambouillet. Elles sont accompagnées d'un article de M. Bertrand Boulin, le fils de l'ancien ministre du travail.

M. Bertrand Boulin - qui nous a indiqué avoir fourni gracieusement les documents - remet en cause la thèse du suicide lorsqu'il écrit : « Au terme de presque deux ans de démarches (...), nous avons pu connaître le dossier de la police judiciaire. Nous avons vu ce visage abîmé, cette main blessée, ces tuméfactions qui parcourent le corps. Les explications fournies ne sont pas satisfaisantes. » Et M. Boulin ajoute : « Et si on avait tué mon père ? Si tout cela avait été monté, organisé, si on l'avait battu, humilié, assassiné... »

Le texte de M. Bertrand Boulin apporte cependant des informations qui accréditent la thèse du suicide. Il rappelle ainsi que les lettres du ministre, tapées la veille de sa mort, commencent par ces mots : « J'ai décidé de mettre fin à mes jours. » Il révèle, d'autre part, que la famille a découvert dans la corbeille à papier de son bureau « une brève de lettre déchirée » où l'on peut lire : « J'ai l'intention de me noyer dans un lac de la forêt de Rambouillet où j'ai beaucoup fait du cheval. » Enfin, il faut rappeler que dans un livre publié en 1980 (*Le Monde* du 7 février 1980), M. Bertrand Boulin écrivait, à propos de l'état d'esprit de son père en juillet 1979 : « À ce moment-là, il semble bien qu'il commence à songer au suicide. »

La publication de ces photographies et du texte de M. Bertrand Boulin - qui mène depuis près de trois ans et demi une campagne visant à défendre la mémoire de son père - intervient alors que le tribunal de Paris doit examiner, le 11 mai, l'assignation déposée contre l'État par la famille du ministre défunt. M. Boulin et ses enfants ont, en effet, estimé que l'honneur de Robert Boulin a été injustement mis en cause dans un arrêt de la chambre d'accusation de Caen.

## LÉGÈRE BAISSÉ DU DOLLAR

Les transactions étaient très calmes vendredi 6 mai sur l'ensemble des marchés des changes européens où le dollar a poursuivi la légère baisse amorcée depuis quelques jours dans la perspective d'un prochain relâchement des taux d'intérêt outre-atlantique.

À Paris, la devise américaine se négociait aux alentours de 7,36 F en fin de séance, alors qu'elle s'était traitée à 7,3645F la veille au dernier officiel. Le deutchmark se maintient encore au-dessus de la barre de 3,01 F pour s'inscrire à 3,0130/3,0150F (contre 3,0180F) et variait peu par rapport au dollar.

● A Ouest-France, MM. Louis Estrangin, président du conseil d'administration d'Ouest-France, François-Régis Hutin, directeur général, Roger Lavalie, directeur général adjoint, et Eugène Brûlé, rédacteur en chef, ont donné, jeudi après-midi, à Paris une réception à laquelle assistaient, notamment, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement. On a appris, à cette occasion, que la vente de ce journal, qui est devenu le premier quotidien français, continuait de progresser et que sa direction avait repoussé l'idée de créer un supplément magazine.

JUSQU'AU 15 JUIN

vente EXCEPTIONNELLE

**tapis IRAN orient à moitié prix**

À LA MAISON DE L'IRAN

225.61.90

65, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>

ouvert le dimanche

## Mort de René Tomasini, sénateur de l'Eure

M. René Tomasini, sénateur R.P.R. de l'Eure, maire des Andelys, ancien ministre, est décédé jeudi 5 mai d'une crise cardiaque à soixante-neuf ans. Il était né le 14 avril 1919 à Petreto-Bicchiasano. Jeudi matin, il avait été saisi d'un malaise au Sénat et avait regagné aussitôt son domicile des Andelys. Des hommages lui ont été rendus par M. Chirac et par tous les responsables du R.P.R. ainsi que par les sénateurs et les personnalités de sa région, qui saluent en lui le gaulliste et ses qualités de gestionnaire.

## Un compagnon, de De Gaulle à Chirac

Fils de prêtre, lui-même membre du corps préfectoral dans lequel il était entré à dix-neuf ans en 1938, après une licence en droit, M. René Tomasini a partagé sa carrière entre l'administration et la politique avec une constance, la gaillarderie, ce qui illustre une de ses qualités premières, la fidélité en amitié comme en politique.

Jusqu'en 1957, M. René Tomasini sert l'État comme fonctionnaire. Chef de cabinet de préfet dans divers départements, il obtient la médaille de la Résistance pour son action clandestine sous l'occupation (il avait été arrêté et torturé par la Gestapo) et devient, en 1944, directeur du cabinet de M. Michel Debré, commissaire de la République à Angers. Il est ensuite chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, alors président du gouvernement. En 1948, il est nommé sous-préfet des Andelys, où il reste quatre ans et où il revient huit ans plus tard comme député.

En effet, après divers postes occupés au Maroc, notamment comme secrétaire général du ministère du travail de ce pays, M. René Tomasini, qui faisait partie de ceux qui appelaient de leurs vœux et par leurs actes le retour de De Gaulle au pouvoir, est élu, en 1958, député U.N.R. de la quatrième circonscription de l'Eure. Il exerce ce mandat sans interruption jusqu'en 1980 avant de devenir sénateur. En 1961, il est élu maire de Corneil et, en 1965, maire des Andelys, où il sera, depuis lors, sans cesse réélu au premier tour. Depuis 1968 il était conseiller général de l'Eure. Il a été pour beaucoup un modèle dans le domaine de l'organisation électorale d'une circonscription, ce qui lui permettait d'être, chaque fois, confortablement réélu. En 1968, il avait été nommé président du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz de France.

Au sein du mouvement gaulliste, René Tomasini a joué un rôle que ses amitiés, son entregent, son sens politique ont rendu important. Secrétaire général adjoint de l'U.N.R. en 1961, secrétaire général du conseil national de l'U.D.R. en 1967 et secrétaire général de ce mouvement en 1971, il devint, en 1979, membre du conseil politique du R.P.R. Il fut ainsi successivement gaulliste, pompidolien et chiraquien. Il faisait partie des proches de Georges Pompidou qui ont su, après la disparition de De Gaulle, maintenir le mouvement gaulliste dans l'allégeance au successeur du fondateur de la V<sup>e</sup> République. Conseiller écouté, bon connaisseur

**Club Aventure**

EXPÉDITIONS-RANDONNÉES  
LAPONIE - ISLANDE - MAROC  
CRETE - YEMEN - GUYANE  
USA - PEROU - MEXIQUE  
AFRIQUE - SAHARA

**Club Aventure**

27, bd de Latour-Maubourg  
75007 Paris - Tél. 555.02.31  
Licence T.A.V. n° 1294

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

TISSUS  
"COUTURE"

30 ANS

UNIQUE  
INDIVIDUELLE  
ORIGINALITÉ

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**van Saack**

dans les boutiques : van Saack

aramis 36 boulevard St. Honoré - FEMMES & HOMMES

Gallo 281, rue St. Honoré - FEMMES & HOMMES

chemises - cravates  
chemisiers - jupes - ensembles

## Les sommaires de mai

### ● LE MONDE DIPLOMATIQUE : Vivre l'atome

La défense de l'Europe est fondée sur des concepts élaborés aux États-Unis et acceptés par les Européens sans esprit critique. Directeur adjoint de l'Institut français de politologie, M. Dominique David, dans un grand article intitulé « Vivre l'atome », montre combien sont fallacieuses les notions d'« équilibre » et de « stabilisation » qui commandent cette pensée stratégique.

Deux importantes études sont consacrées par Claire Bisset aux maladies de la faim et par Philippe Chalmès à la chute des cours des matières premières.

Car la sous-développement n'est pas seulement un phénomène économique ; il atteste l'urgence humaine en profondeur, dans ses capacités physiques et intellectuelles.

Dans le même numéro, des dossiers consacrés d'une part à Haïti et à la République Dominicaine, d'autre part à la Thaïlande, illustrent les épreuves et les luttes du tiers-monde. Gérard Virastelle, pour sa part, dresse le bilan de la conférence des non-alignés à New-Delhi.

★ Le numéro : 10,50 francs.

### ● LE MONDE DE L'ÉDUCATION : L'amour au lycée

Un sujet chaud ? Une enquête scandaleuse ? en choisissant d'enquêter sur l'amour au lycée, le *Monde de l'éducation* prend-il le risque de céder aux modes ? L'amour et la sexualité sont omniprésents dans les établissements. Dans les textes et dans les corps. Des élèves comme des professeurs. Et pourtant, on n'en parle guère. Pourquoi ?

Il n'y a pas de scandales dans les lycées, il n'y a que des jeunes qui vivent - plutôt mal - dans un lieu qui ne fait pas de place au corps, ni aux sentiments. Et qui s'empêchent souvent dans une préoccupation qui les embarrasse.

Il y a des adultes, aussi mal à l'aise que les autres adultes pour dire l'amour ou la sexualité, à des jeunes dont l'expérience familiale est souvent négative.

Il y a des élèves et des professeurs qui, plus ou moins, inconsciemment, excluent de leurs rapports le registre de l'affection et de l'intimité. Alors que la relation pédagogique est chargée d'efficacité.

★ Le numéro : 10,50 francs.

### ● LE MONDE - DOSSIERS ET DOCUMENTS : Le commerce extérieur de la France

Le déficit du commerce extérieur de la France a été justement qualifié par le chef de l'État d'« insupportable ». Quelles en sont les origines, structurelles et conjoncturelles, comment s'est-il vertigineusement accru en 1982, comment la combler sans succomber à la tentation protectionniste, séduisante mais dangereuse pour la place et le rôle de la France dans le monde ? Chantal Buhour et Christiane Cordero, professeurs de sciences économiques et sociales, présentent toutes les données de ce problème dans un dossier de quatre pages réalisé à partir de la documentation du

Monde sous la responsabilité du service éditorial.

Un second dossier est consacré à « la maîtrise de la vie ». Présenté par Claire Bisset, rassemblé par Michèle Jarnault, professeur de sciences médicales, il montre, sur la base de la documentation du *Monde*, comment se sont modifiés, ces dernières années, les comportements devant la vie et la mort, qu'il s'agisse de la contraception et de l'avortement, des manipulations biologiques et génétiques ou encore du suicide et de l'euthanasie.

★ Le numéro : 5,30 F.

### ● LE MONDE DE LA MUSIQUE : Le roman de Ruggero Raimondi

Il était le héros du *Don Giovanni* de Loeu. Il ne chante plus dans *Ma vie est un roman*, le dernier film d'Alain Resnais, mais confirme sa vocation d'acteur. Ruggero Raimondi a corré les projets et ses rêves au *Monde de la musique* de juin : jouer Prandello, chanter Falstaff et faire la carrière d'Yves Montand... La basse la plus célèbre de l'opéra est un homme heureux.

De Moussorgski on ne connaît guère que *Boris*, la *Khovantchina* et les *Tableaux d'une exposition*, mais qui a entendu sa *Salammbô* d'après Flaubert ? Cette œuvre de jeunesse inachevée a été montée à Naples, après un long travail de reconstruction. Le spectacle montre à l'évidence que tout le génie de Moussorgski est dans cette fresque d'un jeune homme de vingt-quatre ans.

Henri Dutilleul produit peu, mais chacune de ses compositions est un événement. Les Trois strophes sur le nom de Paul Sacher viennent d'être publiées. Violoncelliste de l'Ensemble intercontemporain, Pierre Strauch les a travaillées. Il livre ses impressions.

Egalement au sommaire : une interview de Harnoncourt, Brahms à Vienne, les souvenirs de David Bowie, la musique merveilleuse des aborigènes de l'Inde, la suite d'un bano d'essai des meilleures enregistrements, le calendrier des concerts et la critique des disques du mois.

★ Le numéro : 15 F.

## PIANO: LE BON CHOIX

● Location à partir de 220 F par mois.  
● Vente à partir de 305,39 F par mois\*  
(Crédit souple et personnalisé).  
● Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.  
Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

**hamm**

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

**SCIENCES-PO**

préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance  
1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années - 2 centres : Quartier latin ou Neuilly

**CEPES** 67, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 84.94/45.02.19

enseignement supérieur privé

Fontainebleau

IX<sup>e</sup> Biennale des

**Antiquaires**

6 MAI - 15 MAI 1983

مكتبة الامم المتحدة